

UNIVERSITE PAUL CEZANNE AIX MARSEILLE III
FACULTE ECONOMIE APPLIQUEE
CERGAM-GREFI (EA-4225)

LES VILLES MOYENNES FACE À LA TERTIARISATION DE L'ECONOMIE

Recherche menée pour le PUCA

Programme Lieux, flux, réseaux dans la ville des services

Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire

Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature

MAPA F 06.29 (06 00 435) du 20 octobre 2006

Pierre-Yves LEO & Jean PHILIPPE, Responsables scientifiques,
CERGAM-GREFI, université Paul Cézanne Aix Marseille III

Metka STARE, Centre for International Relations, Faculty of Social Sciences, Ljubljana.

Marie-Christine MONNOYER, IAE, université Toulouse 1.

José A. CAMACHO BALLESTA, Facultad de Ciencias Económicas y Empresa, Universidad de Granada.

José Luis NAVARRO ESPIGARES, Facultad de Ciencias Económicas y Empresa, Universidad de Granada.

Octobre 2008

SOMMAIRE

	page
1 - PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT DES VILLES MOYENNES	3
1.1 – Le concept de ville moyenne	4
1.2 – La tertiairisation de l'économie et les services aux entreprises	7
2.3 – Le concept de motricité des activités économiques	12
2 – LES VILLES MOYENNES DANS LE SYSTEME URBAIN FRANÇAIS	18
2.1 – Poids économique des villes moyennes	18
2.2 – Services aux entreprises et hautes qualifications, un problème spécifique	20
2.3 – Typologie selon les activités économiques	22
2.4 – Bénéficier d'une décentralisation tertiaire ?	25
2.5 – Les moteurs économiques des villes moyennes	28
Conclusion	34
3 – LES CAS D'AVIGNON, GRENADE, LJUBLJANA ET TARBES	35
3.1 – Avignon, une quasi métropole en mal de fonctions directionnelles	37
3.2 – Grenade, une petite métropole tertiaire et universitaire	47
3.3 – Ljubljana, une petite capitale en voie de métropolisation	72
3.4 – Tarbes, les avantages et les inconvénients d'une position excentrée	89
3.5 – Mise en perspective et conclusions	102
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	106

I – Problématique du développement économique des villes moyennes

Le grand mouvement de l'économie vers l'immatériel et vers les activités tertiaires est aujourd'hui largement reconnu et se voit même encouragé par la politique économique européenne. Dans son rapport sur la stratégie de Lisbonne, le Conseil économique et social (Bouchet, 2005) admet que : « la perspective de la « société de la connaissance » stipule que si tous n'ont pas les mêmes chances d'accès, personne n'est totalement démunie de capacités lui permettant de s'y faire une place ».

La tendance à la tertiarisation des emplois et des activités économiques se vérifie de toutes parts. Quelle que soit la dénomination qu'on lui donne (Bell, 1973 ; Daniels & Bryson, 2002 ; Camagni, 2005), société de la connaissance, du savoir, de l'intelligence, de l'immatériel ou post-industrielle, les caractéristiques qui émergent sont comparables : place stratégique de l'innovation et des nouvelles technologies, ouverture rapide vers l'étranger, tant pour rechercher les meilleures conditions de production que pour se positionner sur des marchés étendus et dynamiques, préférence générale pour les relations de marché plutôt que pour les relations hiérarchiques, focalisation des entreprises sur les activités stratégiques, recours systématique à la sous-traitance, poids croissant des activités traitant ou produisant des biens et services dématérialisés, fonctionnement des entreprises en réseaux plus ou moins souples ou structurés. Cette mutation en cours est tout particulièrement observable au niveau macro-économique et au niveau des grandes métropoles, ce qui conduit la plupart des analystes à consacrer les métropoles urbaines comme le type d'organisation le mieux à même de faire face et de permettre les mutations économiques actuelles et à venir.

Ces analyses laissent peu de place aux villes de tailles plus modestes dont l'avenir paraît ainsi largement dépendant et subordonné. Cela vient poser un problème spécifique aux gestionnaires et planificateurs de ces villes de rang secondaire qui s'interrogent sur l'horizon de leur développement : sont-elles destinées à devenir elles-aussi des métropoles ? En prennent-elles le chemin ? Quel avenir pour celles, *a priori* nombreuses, qui n'y parviendraient pas ? Y a-t-il une carte à jouer avec des stratégies de spécialisation ? La proximité d'une grande métropole est-elle un atout ou un handicap ? Les villes moyennes peuvent-elles trouver dans leurs fonctions traditionnelles des leviers suffisants pour se développer et être en prise avec les grands enjeux économiques contemporains, ou bien, sont-elles destinées à devenir de simples centres de consommation et de résidence vivant de revenus de transfert et se plaçant de facto en dehors des grandes mutations en cours ?

La nouvelle économie qui se met en place se montre friande des effets d'échelle et de milieu qu'offrent les grandes concentrations métropolitaines. De tels avantages sont beaucoup plus difficiles à constituer au sein de plus petites conurbations. Les services aux entreprises, en particulier, paraissent particulièrement sensibles à la taille de leur milieu d'implantation, celle-ci définissant pour eux à la fois un marché potentiel, l'accès aux compétences rares, aux informations stratégiques et technologiques, aux principales connexions de transport et de communication, mais aussi l'accès à des lieux chargés de symboles et de représentation qui sont un appoint nécessaire pour certaines prestations très immatérielles. Pour ces activités, les villes moyennes sont donc, *a priori*, moins attractives car leurs entreprises peuvent aussi bien faire appel aux services de la métropole la plus proche dès qu'il ne s'agit plus de prestations quotidiennes ou régulièrement répétées.

Ce constat est d'autant plus préoccupant que ce secteur des services marchands aux entreprises paraît jouer un rôle stratégique pour le développement local dans le contexte actuel (Léo & Philippe, 1998, 2005 & 2007). Il peut être à la source de mécanismes moteurs multiples et de différentes natures : d'une part, il est capable de s'exporter (certaines de ses activités, comme le conseil, plus facilement que d'autres) et peut donc constituer un apport de revenus au sein d'un territoire (Gallouj, 1996). D'un autre point de vue, il permet des gains de productivité pour les entreprises clientes qui, en sous-traitant certaines de leurs tâches à des partenaires spécialisés, peuvent bénéficier de coûts de réalisation inférieurs, gagner en flexibilité mais aussi en efficacité car cela leur permet de mieux concentrer leurs moyens propres sur les activités stratégiques de leur cœur de métier (Hansen, 1994; Jouvaud, 1997). Un autre appoint essentiel des activités de ce secteur est de faciliter à leurs clients l'adaptation aux changements technologiques, soit directement lorsque le transfert de compétences fait partie de leurs prestations, soit même indirectement, tout simplement parce que, spécialisées sur un domaine précis, elles sont à même d'en maîtriser la technologie, de bien suivre son évolution et d'en faire ainsi profiter leurs clients.

D'un autre côté, les grandes métropoles urbaines affrontent des coûts de fonctionnement de plus en plus élevés, que ce soit dans le domaine du prix du foncier, de l'encombrement et de la pollution liés aux déplacements urbains, de l'insécurité ou de la ghettoïsation de certains quartiers. Si elles se conjuguent, ces « dés-économies » sont tout à fait capables de bloquer à terme le développement économique des métropoles. Les villes moyennes, ou certaines d'entre-elles, peuvent offrir des localisations alternatives aux firmes de service et cadrer un peu mieux avec l'idée que l'on peut se faire d'une ville « durable » où tous les problèmes liés à la sur-concentration restent maîtrisables. Cependant, malgré cette perspective, ce type de ville paraît rester aujourd'hui très en retrait du point de vue du développement des activités tertiaires destinées aux entreprises (Zuliani, 2002).

Nous proposons ci-après de commencer par réfléchir sur ce que recouvre le concept de « ville moyenne », puis de prendre la mesure du trend de tertiarisation que connaît l'économie française tout en mettant l'accent sur les services aux entreprises. Ensuite nous reviendrons sur l'idée de motricité qui est sous-jacente à bien des discours sur le développement des territoires ; notre intention est alors de préciser le contenu que nous lui donnons ici et d'explicitier la place qu'occupent selon nous les services aux entreprises parmi les moteurs économiques des territoires.

1.1 – Le concept de ville moyenne

Une des premières questions que pose l'analyse des villes moyennes est celle de leur définition. Ce concept n'a rien de théorique et laisse place à des interprétations très diverses. Les analyses d'économie urbaine, comme celles des géographes, classent plutôt les villes selon leurs fonctions économiques ou sociales. Le critère de la taille de la ville en termes de population n'intervient que pour distinguer les grandes conurbations métropolitaines des autres systèmes urbains de moindre importance et mieux délimités dans l'espace : il est retenu en complémentarité avec d'autres critères comme la densité urbaine, ou la superficie (Véron, 2006). Ce concept de ville moyenne provient directement des praticiens, élus et gestionnaires urbains, aménageurs et promoteurs de politiques de développement (DIACT, 2007) qui ont identifié là une catégorie à part, avec des problèmes spécifiques qu'ignorent les plus petites ou les plus grandes des cités. Le seul critère de la taille démographique paraît pourtant bien discutable *a priori* pour identifier une catégorie assez homogène de villes ; il est cependant,

en fin de compte, souvent utilisé pour sa commodité, au prix parfois de quelques aménagements (Dugot, 2002). Bien que l'on s'en défende, définir la ville moyenne revient en fait à définir les deux autres catégories qui l'encadrent : métropoles et petites villes.

S'agissant des métropoles, on trouve de façon récurrente deux types d'approches qui proposent de distinguer ce type de ville des autres : des approches fonctionnelles, d'une part, (Julien & Pumain, 1996 ; Léo & Philippe, 1998 ; Planque, 1994) qui développent une critériologie à partir des fonctions économiques des métropoles, fonctions supérieures de direction, d'initiative, d'information et de commandement ; d'autre part, de nombreux travaux d'orientation plus socio-géographique ou politique soulignent le caractère intercommunal qui caractérise le phénomène métropolitain (Bessy-Pietri, 2000 ; Julien, 2000 ; Puissant, 1997) : un espace « métropolisé » est un territoire où les résidents se déplacent à des distances significatives pour leur activité professionnelle, pour leurs achats ou pour leurs loisirs, solidarissant ainsi en pratique des territoires locaux distants et gérés souvent de manière indépendante. Ces deux conceptions expriment un aspect essentiel distinguant les métropoles des autres villes. Le développement métropolitain est certes d'abord un développement économique, celui des fonctions supérieures, mais celui-ci n'est possible qu'à partir de certains seuils de dimension. La croissance urbaine accentue la concurrence pour l'utilisation des espaces (spécialement au centre) et modifie progressivement leur affectation, repoussant en couronne les activités et les ménages les moins capables de supporter d'importants coûts fonciers. La métropole en absorbant toujours plus d'espaces à sa périphérie, est donc toujours associée à d'importants déplacements quotidiens des actifs.

De l'autre côté, comment cerner où se situe la limite des petites villes par rapport aux moyennes ? Les tailles de villes retenues par les systèmes statistiques sont loin d'être homogènes (Véron, 2006). Interrogeons-nous donc sur le saut qualitatif qui doit bien exister entre ces deux catégories de villes. Un critère que nous proposerions serait qu'une petite ville est parfaitement identifiable dans ses frontières géographiques. Cela n'exclut pas quelques formes d'intercommunalité mais celle-ci reste confinée à un petit périmètre et résulte plutôt d'un héritage historique ou de configurations particulières du site que d'une expansion du phénomène urbain. Un tel critère, nous conduit, à l'inverse, à définir comme ville moyenne toute ville où le développement urbain a pris des proportions telles qu'une intercommunalité devient souhaitable voire nécessaire mais sans parvenir encore, au niveau de l'ensemble, à produire les caractéristiques fonctionnelles d'une métropole.

Un dernier point mérite d'être souligné : dans notre démarche de définition, nous avons implicitement eu recours à une conception de la ville comme un phénomène socio-économique largement indépendant des délimitations administratives qui sont pertinentes dès que l'on envisage le problème de la gestion ou de la planification de ces espaces. Ce choix a bien évidemment quelque chose de paradoxal, si l'on se réfère à l'émergence du concept qui n'a longtemps été porté que par des élus locaux ou des gestionnaires municipaux pour qui la « ville » est définie d'abord par le territoire communal, celui qui délimite l'aire de compétence et d'intervention d'une Municipalité. Mais ce choix permet de replacer les questions et les décisions des élus locaux au sein d'un territoire un peu plus vaste qui nous apparaît nettement plus pertinent du point de vue de la problématique du développement économique.

Le panorama urbain offre déjà suffisamment de diversité pour ne pas y ajouter un niveau d'hétérogénéité considérable en traitant sur un même pied et selon les mêmes modèles ce que nous pouvons considérer comme des villes à part entière et d'autres territoires communaux

qui font partie de conurbations plus vastes. Ces municipalités qui sont des « morceaux d'agglomération » voient leur organisation économique soumise aux flux de migrations quotidiennes entre lieu de résidence et lieu de travail qui sont très amplifiées au sein des espaces métropolitains. Cette mobilité plus élevée des citadins ne se limite pas aux trajets pendulaires qui sont assez bien connus et mesurés, elle concerne aussi de nombreuses autres activités comme les achats, les études, la pratique de sports, les spectacles, les visites familiales et les rencontres d'amis, *etc.* (Léo & Philippe, 2000). Sans être aussi fréquentes que le travail, ces activités n'en sont pas moins à l'origine de nombreux déplacements réguliers au sein des métropoles. Cette mobilité urbaine dépend, bien sûr, des moyens de déplacements mis en place au sein de chaque métropole mais elle dépasse toujours largement les limites des communes composant une métropole. Elle a donc pour effet de reporter au niveau de la métropole entière la pertinence de la plupart des modèles économiques spatialisés qui ne peuvent dès lors plus s'appliquer de façon satisfaisante à chaque territoire composant une conurbation. Cette logique, évidente au niveau des plus grandes agglomérations, a bien été perçue par certains analystes des villes moyennes qui « mettent de côté » les cas trop évidents de municipalités pourtant de taille « moyennes » mais se situant clairement dans le cadre d'une grande métropole (Dugot, 2002).

Concrètement pour notre travail, nous avons retenu le niveau géographique des « aires urbaines » défini par l'INSEE à partir des « unités urbaines » constituées à partir de la continuité du bâti telle qu'elle ressort de l'observation aérienne. Dans les « aires urbaines », sont ajoutés les territoires environnants soumis à des flux importants de migrations quotidiennes entre lieux de domicile et de travail. Ce type de délimitation fournit actuellement sans doute le niveau le plus satisfaisant d'analyse du phénomène urbain en France. Ce n'est cependant pas le choix de la facilité car les statistiques qui sont fournies au niveau communal, ne le sont pas toutes au niveau des aires urbaines. Qui plus est, comme pour les unités urbaines, la délimitation géographique précise de ces territoires évolue d'un recensement à l'autre et il faut bien veiller à ne collecter que des données portant sur le même « millésime ». Il est important de souligner ce choix car les observations et les résultats peuvent être sensiblement différents si l'on se tient niveau communal.

Par commodité et en première approximation, nous avons retenu les aires urbaines se situant en 1999 dans la tranche de population 100.000-300.000 habitants¹, qui sont toutes indiscutablement des villes moyennes. Comme toute délimitation arbitraire ce choix est bien sûr discutable car on peut légitimement considérer que certaines aires urbaines de plus grande taille ne sont pas vraiment des métropoles et que, symétriquement, certaines plus petites aires urbaines présentent des profils semblables autorisant à les considérer plutôt comme « moyennes » plutôt que comme « petites ». Cette définition a minima nous permet cependant déjà de bien mesurer l'importance de ce que sont les villes moyennes dans la France d'aujourd'hui : elles sont nombreuses (une cinquantaine) et couvrent bien l'ensemble du territoire, ce qui pose d'emblée le maillage territorial parmi leurs fonctions premières.

¹ Parmi les villes moyennes ainsi définies, une est tout à fait atypique car elle fait partie d'une conurbation métropolitaine internationale : l'aire urbaine d'Annemasse est la partie Française de Genève. Il ne s'agit donc ni d'une métropole car elle est incomplète, ni véritablement d'une ville moyenne. Elle n'a donc pas été incluse dans ces deux catégories. Nous avons donc en 1999 outre l'aire urbaine d'Annemasse (un peu plus de 200 000 habitants), 15 « grandes » villes moyennes (200 à 300 000 habitants) et 36 plus petites villes moyennes (100 à 200 000 habitants). Les métropoles comptent l'aire urbaine de Paris (11 millions d'habitants), 13 aires urbaines de métropoles régionales (500 000 à 2 millions d'habitants), 12 aires urbaines de plus petites métropoles (300 à 500 000 habitants).

Ainsi définies, les villes moyennes sont des villes qui possèdent déjà certaines caractéristiques des métropoles, notamment en ce qui concerne l'extension de l'emprise spatiale sur de nombreuses communes, mais elles sont beaucoup moins métropolitaines si l'on considère les fonctions directionnelles et les activités économiques qui s'y localisent. Les villes moyennes n'ont probablement pas atteint la taille critique qui les rendrait attractives pour les services aux entreprises et pour les activités à haute intensité de savoir-faire, qui sont sans doute les meilleurs moteurs du développement économique contemporain. Cependant, elles seraient bien placées pour devenir des « villes durables ». Grâce à leur caractère plus compact et leur plus petite étendue, la nécessité de l'utilisation de l'automobile et la production de gaz à effet de serre y seraient limitées ; le maintien du lien social serait plus facilement réalisé et la gestion des déchets serait facilitée par l'économie de transport. Elles peuvent donc constituer une alternative par rapport à l'évolution actuelle de l'économie des métropoles confrontées aux nécessités de coordination intercommunales et aux coûts croissants des transports urbains, de la gestion des déchets et de l'environnement.

La proximité est un atout indéniable mais ne peut à elle seule apporter une solution aux défis urbains actuels. L'évolution des villes moyennes demeure donc largement incertaine. Pour notre part, nous nous intéressons à la situation économique des villes moyennes, car on ne peut bâtir une politique de développement durable au niveau urbain sans s'appuyer sur une économie dynamique. Certaines analyses soulignent le risque d'apparition d'une écologie de *standing* : un développement des villes moyennes fondé uniquement sur l'attractivité du cadre de vie peut provoquer des atteintes environnementales liées à la périurbanisation et des problèmes de ségrégation sociale causés par la pression immobilière (Laigle, 2007).

1.2 – La tertiairisation de l'économie et les services aux entreprises

Depuis une trentaine d'années, le dynamisme du secteur industriel qui avait assuré la croissance durant les trente années précédentes s'est profondément transformé, s'appuyant désormais sur les gains de productivité et non plus sur les créations d'emplois. La cause première en est probablement l'entrée massive en maturité des grandes branches manufacturières dominantes des « trente glorieuses » (construction automobile et électroménager). La remise en cause a été fondamentale et est allée bien au delà d'un simple renouvellement des activités motrices : à quelques rares exceptions près, l'ensemble du secteur manufacturier subit une tendance prononcée et prolongée à la baisse de l'emploi. Si les PMI se comportent mieux que les grandes firmes, elles ne font qu'amortir un peu l'effondrement général de l'emploi dans ce secteur. Le secteur tertiaire connaît simultanément un dynamisme qui est resté inaperçu assez longtemps.

Quelques chiffres globaux sont très parlants et permettent de prendre la mesure de l'ampleur du phénomène : l'idée couramment admise est que l'économie française ne crée plus d'emplois depuis longtemps. Pourtant, durant les 17 années qui séparent le recensement de 1982 de celui de 1999, le nombre total d'actifs ayant un emploi s'est accru de près d'un million et demi (Tableau n° 1). Les disparitions d'emplois sont concentrées sur les secteurs produisant des biens matériels (agriculture, extraction, secteur manufacturier et bâtiment-génie civil) qui, ensemble, en perdent plus de 2 millions et demi. Le secteur tertiaire est le principal pourvoyeur d'emplois, ayant créé 4 millions d'emplois sur la même période. En particulier, les services marchands aux entreprises ont vu leurs effectifs plus que doubler, avec 1,3 million d'emplois supplémentaires : ce secteur qui comptait en 1982 moins de 4% des actifs en France est ainsi à l'origine de 93% des créations nettes d'emplois.

Ce dynamisme a souvent été identifié comme factice et il est vrai qu'une part significative de ces emplois « nouveaux » proviennent de stratégies d'externalisation des grands groupes industriels. De vastes marchés intermédiaires ont ainsi été ouverts et de nombreuses entreprises, tertiaires le plus souvent, se sont développées sur ces opportunités. Ces évolutions peuvent être perçues comme une tendance à la régression sociale. On peut aussi y voir transparaître la supériorité d'un mode d'organisation décentralisé, structuré par les marchés passés entre firmes indépendantes, sur un mode d'organisation pyramidal, fondé sur la hiérarchie et le contrat salarial. Le contexte général de mutations technologiques donne à coup sûr une prime d'efficacité au premier modèle.

La première caractéristique du secteur tertiaire réside sans doute dans son hétérogénéité qui découle assez naturellement de sa définition par exclusion (est tertiaire ce qui n'est pas agricole ni manufacturier). La progression générale des emplois du secteur dissimule des écarts de croissance internes (Baudet-Michel, 2000) et les études trop agrégées ont souvent pour effet de masquer le développement accéléré et régulier des services aux entreprises.

Pour éviter ces perceptions réductrices, nous observons le détail des évolutions de ce secteur au moyen de la nomenclature globale en 21 postes mise au point par le RESER (1998) qui favorise le détail des activités tertiaires en sacrifiant celui des secteurs de production de biens matériels ; un niveau de détail plus fin, aussi fin que le permettent les nomenclatures en usage, est aussi utilisé pour le seul secteur des services destinés aux entreprises.

TABLEAU N° 1-1 :
Évolution de l'emploi selon les 21 secteurs d'activité.
(champ : France, 1982-1999)

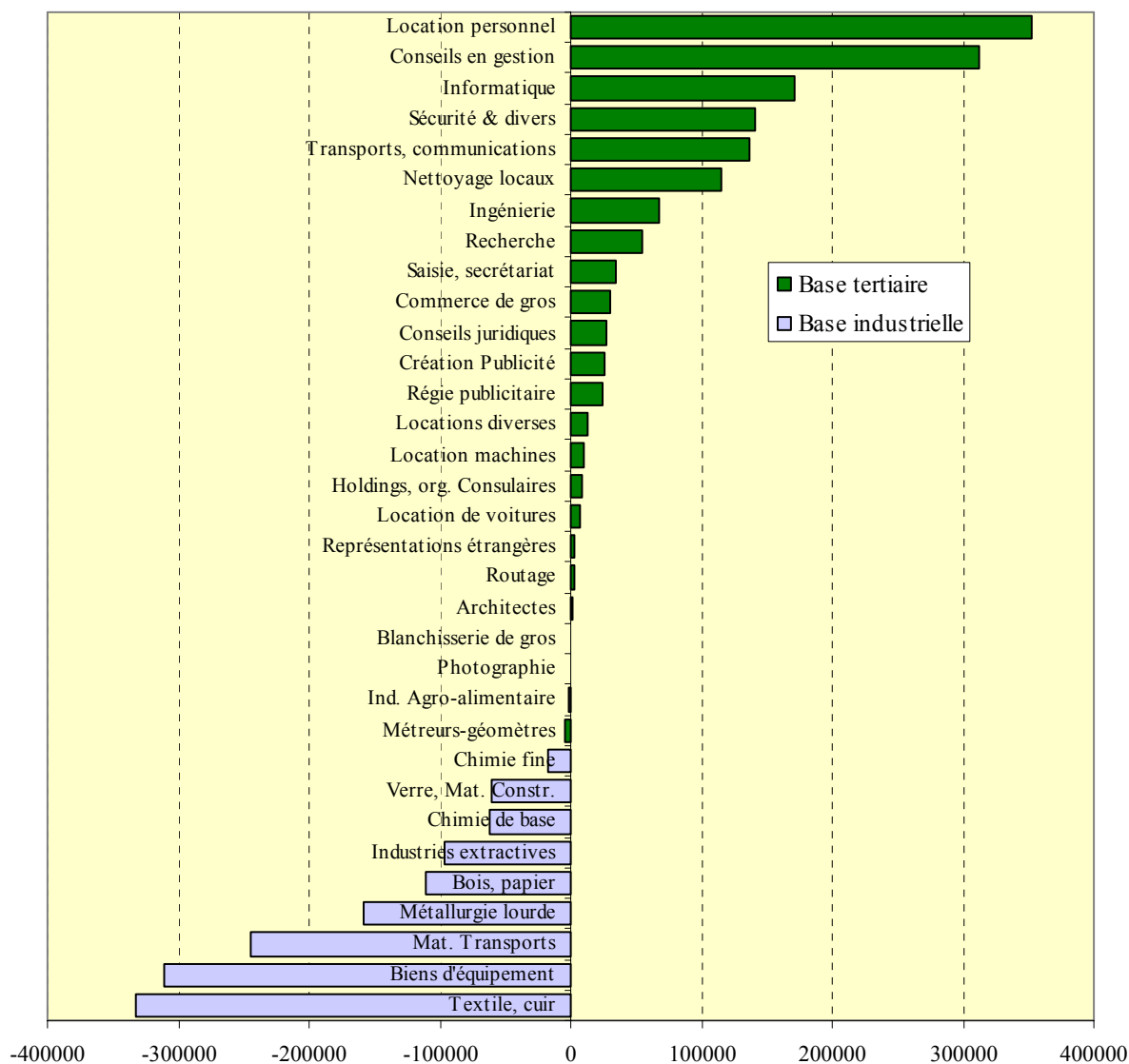
Secteurs d'activité	Total des actifs		Taux de croissance global (%)		
	1982	1999	82-90	90-99	82-99
Agriculture, pêche, forêts	1 763 440	947 446	- 29	- 25	- 46
Mines	140 496	44 696	- 34	- 53	- 68
Industries de transformation	5 162 376	3 864 507	- 10	- 18	- 25
Bâtiment, génie civil	1 764 964	1 322 979	- 8	- 19	- 25
Transports, communications	1 332 672	1 469 452	+ 5	+ 5	+ 10
Eau, gaz, électricité, (utilités)	286 296	296 859	+ 2	+ 2	+ 4
Commerces de détail	1 771 920	1 784 139	+ 5	- 4	+ 1
Commerces de gros	1 039 728	1 069 974	+ 5	- 2	+ 3
Hôtels, cafés, restaurants	611 288	802 459	+ 20	+ 10	+ 31
Services aux particuliers	787 508	1 034 070	+ 9	+ 20	+ 31
Immobilier	226 184	277 804	+ 17	+ 5	+ 23
Banques, assurances, finance	650 188	682 032	+ 11	- 5	+ 5
Organis consul., synd., hold.	62 664	70 831	+ 13	- 0	+ 13
Serv. supérieurs aux entrepr.	458 848	1 065 457	+ 51	+ 54	+ 132
Autres serv. aux entreprises	380 984	1 076 445	+ 52	+ 86	+ 183
Enseignement	1 213 404	1 676 121	+ 16	+ 19	+ 38
Recherche	84 616	139 085	+ 35	+ 22	+ 64
Santé	1 210 344	1 517 956	+ 16	+ 8	+ 25
Services sociaux et collectifs	876 524	1 596 491	+ 35	+ 35	+ 82
Administration publique	1 556 284	2 044 388	+ 11	+ 18	+ 31
Représentations étrangères	14 316	17 540	+ 19	+ 3	+ 23
Total	21 395 044	22 800 731	+ 3	+ 3	+7

Source : Recensements de la population de 1982, 1990 et 1999 (INSEE).

Le tableau n° 1-1 montre que la croissance de l'emploi affecte la plupart des secteurs de services en longue comme en moyenne période. On peut aussi y observer que les plus fortes croissances se situent dans les services marchands aux entreprises puis dans les services sociaux et collectifs ainsi que dans la recherche. Si l'on considère les services marchands aux entreprises à un niveau plus détaillé (19 activités au lieu de 2), on observe qu'ils ont accru

leurs effectifs dans quasiment tous leurs domaines d'activité². Le graphique n° 1-1 illustre bien que l'opposition de cette dynamique avec celle que connaît le secteur industriel.

Graphique n° 1-1 : Créations d'emplois en France par secteurs détaillés, dans l'industrie et les services aux entreprises (1982-1999)



Globalement, les créations d'emplois des services marchands aux entreprises font plus que compenser les pertes des secteurs manufacturiers. Mais les gains varient fortement d'un domaine d'activité à l'autre. Le secteur dans lequel les créations d'emploi ont été les plus nombreuses (plus de 350 000) est celui de la location de la main d'œuvre qui correspond assez bien à l'image d'une croissance tertiaire « externalisée » par l'industrie³. Mais les créations d'emplois ne se limitent pas à ce seul secteur : les activités de conseil pour les affaires et la gestion ont créé quasiment autant d'emplois (+312 000), tout particulièrement au cours la dernière décennie. Le secteur informatique (+171 000), les services divers (qui comprennent le gardiennage et la sécurité), le nettoyage de locaux, les transports et

² A l'exception de deux : métreurs-géomètres et photographie

³ L'INSEE comptabilise dans ce secteur les emplois mis à disposition de façon temporaire et pas seulement les emplois (plus proprement tertiaires) de gestion du travail temporaire.

communications ont également été de gros pourvoyeurs d'emplois nouveaux (plus de 100 000 emplois créés dans chacun d'eux). Ces croissances absolues proviennent de dynamismes assez contrastés de ces secteurs car ils ont des tailles très inégales. Ainsi, le secteur informatique (hors activités de saisie) a vu ses effectifs multipliés par 6 entre 1982 et 1999, la location de main d'œuvre par 5, les conseils en gestion par 4, tandis qu'à l'opposé, les activités du transport et des communications, déjà très développées, ne gagnaient que 10 % d'emplois supplémentaires.

Les séries annuelles d'emploi établies par l'INSEE, bien qu'elles ne soient pas homogènes⁴ avec les données issues des recensements semblent indiquer que ces tendances se poursuivent : de 1999 à 2005, les secteurs des services marchands aux entreprises apparaissent toujours comme les plus dynamiques (+21 % pour les activités de conseil et assistance et +33 % pour les services opérationnels) et contribuent au tiers du solde positif des créations d'emplois salariés. Pour observer les tendances les plus récentes, nous avons regardé l'image que donnent les données issues des fichiers « CLAP » (Connaissance locale de l'appareil productif) qui sont mis en ligne par l'INSEE. Cette source ne comptabilise pas les dirigeants non-salariés ni surtout les emplois temporaires gérés par les entreprises spécialisées dans l'intérim. Il est en outre délicat de considérer l'évolution des résultats fournis entre 2004 et 2006 (dernière année actuellement disponible), l'année 2004 ayant été la première année de lancement de la série et pouvant comporter quelques défauts corrigés par la suite. Nous pouvons simplement noter que l'évolution décrite vient conforter nos observations antérieures : au niveau de la France métropolitaine (c'est à dire sans les DOM-TOM), une croissance globale de l'emploi salarié de 6,5 % a été enregistrée. Deux secteurs, Conseils & assistance, d'une part et Services opérationnels⁵, d'autre part, sont loin en tête du dynamisme avec, respectivement des croissances de 19,9 % et 19,5 %⁶ et contribuent ainsi à 27 % du solde positif des emplois salariés créés en France (hors intérim).

Cette croissance tertiaire a été et demeure simultanément exaltée et condamnée. Pour certains analystes, elle marque l'émergence de la société d'affluence dans les économies développées, dans laquelle le plus grand nombre accède aux services nouveaux et anciens, tandis que les plus démunis, sans profiter du même standard de vie, bénéficient malgré tout du filet protecteur des services collectifs. D'autres auteurs avancent que la tertiarisation se développe dans un contexte de mondialisation des économies et de désindustrialisation des pays occidentaux : elle a des conséquences ambiguës, voire négatives, sur la productivité et la déqualification de la force de travail. La diversité des activités de service et les relations complexes qu'elles entretiennent avec le système économique et social nourrissent ces oppositions que nous retrouvons dans les analyses spatialisées.

D'un côté, le secteur tertiaire est porteur de dynamisme pour les territoires. Principale source d'emplois, il est facteur de bien-être social et de création de revenu. Il contribue aussi au maillage du tissu économique et social et renforce la solidarité des acteurs économiques locaux. D'un autre côté, il pose un certain nombre de problèmes pour le développement local car toutes les territoires n'offrent pas les conditions idéales pour son développement et peu

⁴ Notamment parce qu'elles ne concernent que les emplois salariés (INSEE, tableaux eds2004_T102).

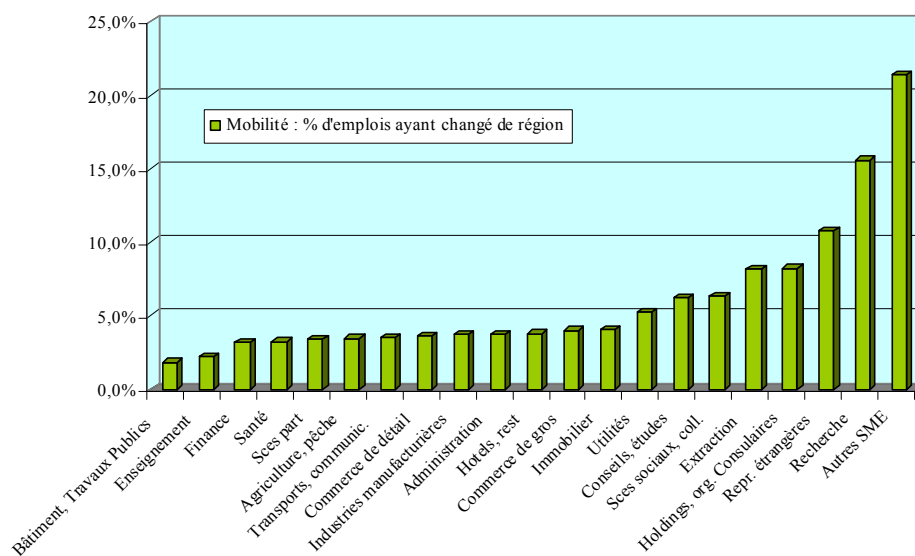
⁵ Il s'agit ici du poste N2 : Conseils & assistance (NES36) et du Poste N3 : Services opérationnels (NES36) auquel le N34 : Assainissement, voirie, gestion des déchets (NES114) a été ôté pour approcher la définition de notre nomenclature « RESER » que nous avons utilisée par ailleurs.

⁶ Le secteur du Bâtiment-génie civil a connu un dynamisme assez proche dans la même période (+18,9 %), et trois autres activités sur les 17 restantes dépassent les +10 % de croissance : Hôtellerie & restauration (+13,5 %), Services sociaux et collectifs (+12,9 %) et immobilier (+12,0 %).

d'entre eux constituent des marchés offrant une taille et une diversité suffisantes pour permettre une réelle expansion tertiaire. La première conséquence spatiale perçue de la tertiarisation des activités économiques a été le grand retour de la polarisation du développement économique sur les principales métropoles. Pourtant, si l'on étudie le déplacement des activités économiques entre les territoires d'un pays, on observe, en France, que ce nouveau trend de concentration est en voie de retournement et que la nouvelle mobilité qui se manifeste est le fait d'activités tertiaires, de services marchands aux entreprises pour l'essentiel.

La mesure de la mobilité fait appel au même type d'algorithmes que les calculs du type « *shift and share* » aujourd'hui bien répandus. Simplement, au lieu d'étudier les territoires et d'évaluer leur attractivité propre en la distinguant de celle que l'on attribue à leurs spécialisations sectorielles, on exploite la même information, secteur par secteur : les emplois déplacés d'un secteur sont ceux qui ont été attirés par certains territoires et repoussés par d'autres. Si l'on totalise ces emplois déplacés⁷ pour un même secteur entre toutes les régions françaises⁸, on obtient une évaluation de l'emploi du secteur qui s'est « déplacé » entre les régions durant la période considérée. Ces emplois ne se trouvent en effet pas dans les régions où l'on aurait pu supposer les trouver si l'évolution du secteur avait été fonction de la répartition initiale entre les régions. Ceci permet d'établir un indicateur de mobilité pour chaque secteur, soit absolu (en nombre d'emplois déplacés) soit relatif (rapporté à la dimension du secteur) ; c'est ce dernier indicateur qui est repris dans le graphique n°1-2.

Graphique n° 1-2 : Mobilité interrégionale des secteurs d'activité entre 1982 et 1999



La période contemporaine a été marquée par une mobilité globale modérée, de l'ordre de 6 %, et la plupart des secteurs d'activité se situent nettement en deçà, les deux tiers affichant moins

⁷ Les emplois déplacés sont soit le total des emplois « attirés » c'est à dire correspondant à une croissance locale plus élevée que la moyenne, soit le total des emplois « repoussés », c'est à dire correspondant à une croissance locale inférieure à la moyenne ; les deux montants sont égaux par définition à condition que l'ensemble des territoires intervenant dans le calcul de la moyenne soient pris en compte

⁸ Nous avons calculé les mobilités interrégionales des secteurs d'activité afin d'avoir un découpage territorial homogène et complet. Le même calcul au niveau des aires urbaines aurait imposé la création d'un territoire fictif « Reste de la France » ou bien de travailler sur la seule moyenne des aires urbaines étudiées, ce qui ôtait beaucoup de sens à la dimension globale des secteurs d'activité.

de 5 %. Le mouvement d'ensemble a donc été impulsé par un petit nombre de secteurs qui se sont montrés très mobiles. Au premier rang de ceux-ci, les « autres⁹ services marchands aux entreprises » ont délocalisé dans une autre région près de 22 % de leurs emplois¹⁰. La recherche s'est aussi montrée très mobile (15,6 %) ainsi que les représentations étrangères (10,7 %). Les activités de conseil et études, bien que très dynamiques, se sont montrées globalement beaucoup moins mobiles (6,2 %) bien qu'elles soient tout de même légèrement au-dessus de la moyenne.

L'analyse détaillée nous montre que, parmi ces dernières, trois secteurs ont connu une mobilité prononcée : conseils et études techniques (19,4 %), conseils en gestion (18,7 %) et informatique (15,1 %), tandis que les activités d'architecture, de conseil juridiques et de création publicitaire restaient pour l'essentiel dans leurs implantations initiales. Au contraire, parmi les autres services aux entreprises, deux activités seulement sont restées peu mobiles : les métreurs-géomètres (5,1 %) et la location de voitures (7,9 %). Tous les autres domaines d'activité ont été affectés par des changements significatifs de leur implantation géographique et notamment la location de main d'œuvre (41,2 %), le routage (36,1 %), les locations diverses (32,1 %), la régie publicitaire (26,4 %), la blanchisserie de gros (23,8 %) et la photographie (22,0 %). Une partie non négligeable de cette « mobilité » peut être considérée comme fictive, dans la mesure où elle provient de l'externalisation de l'emploi de l'industrie vers le secteur de la main d'œuvre temporaire qui s'est développé là où l'industrie était importante plus que dans ses implantations initiales qui concernaient surtout les grandes villes. Mais il faut remarquer que le secteur manufacturier n'a pas connu une mobilité analogue et que de nombreux autres services aux entreprises se sont développés en dehors de leurs sites traditionnels. Les services aux entreprises sont donc clairement au cœur de la dynamique spatiale des vingt dernières années.

1.3 – Le concept de motricité des activités économiques

L'économie spatiale affronte depuis ses origines la question de la motricité des activités économiques. Le sens commun admet volontiers qu'une activité spécifique ne devrait pas avoir le même impact sur le développement local qu'une autre. Les théories du développement ont longtemps privilégié les industries « structurantes » et leurs investissements massifs, jugés seuls capables de façonner des systèmes productifs et de conduire à long terme au développement économique. La croissance des activités de services et la compression des emplois manufacturiers semblent remettre en cause des classifications établies qui considèrent souvent d'une façon globale les industries comme motrices et les services comme induits.

L'idée centrale des analyses en termes de motricité consiste à distinguer certaines activités, entreprises, secteurs ou personnes qui joueraient un rôle de leader et entraîneraient ainsi dans leur dynamique l'ensemble d'un territoire. A tout le moins ces « moteurs » exerceraient un effet asymétrique sur les autres secteurs de la vie économique, influençant leur dynamisme bien plus que le leur ne dépendrait de celui des autres. Ils exercent ainsi une domination incontestable sur l'économie d'un territoire. La question des critères qui permettent de les identifier est le principal point de divergence des analyses qui relèvent souvent de conceptions différentes des économies territoriales et de leur développement.

⁹ Autres, c'est-à-dire hors conseils et études.

¹⁰ Le pourcentage est établi par rapport aux emplois moyens 82-99 et non par rapport aux emplois de 1982.

Les modèles privilégiant l'activité manufacturière qui continuent à dominer souvent le discours politique ont été remis en cause par les analystes et les chercheurs dès que l'évolution vers une société tertiaire est devenue évidente. La très grande hétérogénéité du tertiaire a débouché rapidement sur des typologies parfois intuitives mais qui toutes cherchaient, parfois sans le dire, à identifier les activités leader, les moteurs des dynamismes futurs. Les premières catégorisations ont mis l'accent sur la « matière » que transforment les activités de services : certaines traitent de l'information, d'autres des produits. Les premières exercent une domination sur les secondes car elles les pilotent et télécommandent plus ou moins directement les processus de production et de distribution. Corey (1982) puis Gottman (1983) proposent ainsi de distinguer les activités « quaternaires » ou « transactionnelles » des autres services qui constituent le tertiaire. Les activités qui ont pour tâche le contrôle, la prise de décision et la transaction ne sont pas désignées nommément comme motrices mais il est clair qu'elles exercent une domination sur les autres. Il s'agit notamment des activités de gestion, de publicité, d'éducation supérieure, de recherche et des activités artistiques.

Partant du constat que certaines « fonctions » économiques sont concentrées dans les plus grandes métropoles, notamment en ce qui concerne les qualifications les plus élevées, certains auteurs (Planque, 1993 ; Julien et Pumain, 1996) proposent le concept d'emplois ou de fonctions « stratégiques » pour identifier les ensembles moteurs des économies urbaines : par leur emprise sur les décisions, ils peuvent exercer un rôle majeur dans les dynamiques économiques. L'importance de ces emplois correspond assez bien à la santé économique des métropoles, à leur attractivité et à leur image de marque. Ils connaissent en outre un rapide développement, ce qui conduit à penser qu'il s'agit d'un sous-ensemble moteur des dynamiques économiques.

Les recherches plus récentes qui mettent en avant le concept de « classe créative » s'inscrivent dans la filiation de ces analyses (Florida, 2002 ; Sorensen & alii, 2008). Le moteur principal qui est alors retenu est cependant déplacé : ce ne seraient plus les activités économiques qui seraient à l'origine du développement économique des villes mais la population, ou tout au moins une petite partie de celle-ci, considérée comme « créative ». Ce renversement mérite d'être discuté : si l'on peut admettre que les choix de localisation de cette élite puissent impulser une dynamique locale d'innovation et le développement local, il est beaucoup moins évident de considérer que leur choix de résidence sont faits principalement en tenant compte des aménités, de la qualité de vie et de l'événementiel, sans tenir compte des emplois et des possibilités de carrière offerts par chaque territoire urbain. Ce dernier facteur, s'il s'avère dominant, restituerait aux secteurs d'activité la primauté dans l'explication des dynamiques locales à moyen ou long terme. Le débat est ici loin d'être tranché et l'échelle spatiale à laquelle on se place ne lui est sans doute pas étrangère¹¹. Quoiqu'il en soit, toutes ces approches n'ont qu'un pouvoir explicatif limité en dehors des grandes métropoles car elles se focalisent sur un tout petit nombre de profils professionnels ou sociaux et négligent *de facto* de nombreux autres facteurs favorables ou handicapants. C'est le constat qu'ont fait Sorensen *et alii* (2008) en étudiant la localisation de la « classe créative » dans les villes moyennes au Danemark.

¹¹ Le facteur qualité de vie est certainement le premier facteur du choix du quartier de résidence, tandis que le marché du travail ou l'environnement professionnel serait le premier facteur de choix d'une ville au sens où nous l'entendons.

La théorie de la base économique des territoires est beaucoup plus ancienne¹² et propose une lecture beaucoup plus globale des économies localisées ; à ce titre, elle paraît plus satisfaisante. Elle met en avant le rôle moteur des activités « exportatrices » c'est à dire tirant leur revenu de l'extérieur du territoire, appliquant ainsi à chaque territoire le schéma kéneysien de circulation du revenu. Son utilisation suppose de se limiter à des territoires pertinents, c'est-à-dire à des territoires où la circulation des revenus soit largement interne. L'échelle des aires urbaines convient donc à ce type d'approche, beaucoup mieux que l'échelle communale car, en milieu urbain, nombre de ménages résident dans une commune, travaillent dans une autre et font leurs achats encore ailleurs. A un niveau géographique trop fin (commune, quartier) les « fuites » l'emportent sur le mécanisme moteur que la base est censée identifier.

La distinction de deux catégories d'activités en fonction de la localisation et de la nature de leur marché est le fondement de cette approche : certaines activités vivent grâce à des ressources extérieures à la zone considérée (activités de base) tandis que d'autres vivent des dépenses des ménages résidents (activités dites « urbaines » ou « induites »). En pratique, la mise en oeuvre de la théorie se heurte cependant rapidement à des difficultés méthodologiques tenant à ce que la localisation des marchés de chaque entreprise ou de chaque secteur d'activité ne peut être connue avec précision. La question de l'affectation au secteur basique ou au secteur induit des activités intermédiaires (parmi lesquelles les services aux entreprises, qui occupent aujourd'hui une place prépondérante) n'a à ce jour pas été tranchée de façon définitive et satisfaisante. La première solution a consisté à simplifier la théorie en ramenant l'ensemble des services à un rôle induit, le rôle basique (donc moteur) étant réservé à l'industrie. Pourtant, Douglas North (1955) avait déjà pris soin de préciser que certaines activités de services devaient faire partie de la base économique. Le marché des services aux entreprises est certes à dominante locale mais il ne résulte pas forcément de la demande finale des ménages locaux. Idéalement, il faudrait séparer ceux dont le chiffre d'affaires provient surtout d'activités de base et ceux vivant essentiellement grâce aux activités « urbaines », chacun étant rattaché à son type de clientèle dominant. Or bien souvent ces activités n'existent que grâce à la conjonction de ces deux marchés.

Il faut aussi souligner que la trame analytique à laquelle la théorie de la base se réfère est un modèle de court terme, décrivant une circulation « keynésienne » du revenu dans un territoire donné correspondant à un cycle budgétaire annuel. La validité opérationnelle du modèle se situe pourtant bien plus dans une perspective de long terme. Le passage entre les deux peut se faire au prix de quelques hypothèses, souvent implicites, mais pas pour autant fausses ou irréalistes, sur les facteurs de localisation des activités : les activités « urbaines » se localisant d'abord près de leur demande, les activités de base étant beaucoup plus indépendantes de celle-ci. Cette mise en perspective de long terme d'un modèle de court terme aboutit cependant à omettre d'autres dimensions de la motricité qui ne sont pas liées à la circulation des flux de revenus et d'achats.

La théorie de la base peut facilement déboucher sur des préconisations privilégiant la captation de revenus extérieurs quelle que soit leur origine : publique (fonctionnaires payés par l'Etat), sociale (personnel médical financé par la Sécurité sociale, retraités) ou privée (tourisme). Plutôt que d'entrer dans le détail des arbitrages et des clefs de répartition que le recours à la théorie de la base finit toujours par imposer, nous préférons revenir sur la notion de motricité économique. Il nous semble en effet que dans les sociétés développées (et tout

¹² Certains auteurs la font remonter à Cantillon (XVIIIème siècle) voire avant mais ses premières formulations opérationnelles datent du milieu des années 1950. Cf sur ce point Davezies (2008) p. 53.

particulièrement en France) marquées par l'ampleur des transferts sociaux, la conception d'une politique économique fondée sur la production et la création de richesses plus que sur la consommation et la redistribution demeure une question de fonds. Le concept de motricité recouvre en fait plusieurs acceptions qui tiennent autant au modèle de référence utilisé qu'à l'échelle temporelle à laquelle on se place. Une activité économique peut en effet exercer un rôle moteur pour un territoire de plusieurs façons, soit par son dynamisme propre, soit par l'effet de ses achats localisés, soit par les revenus qu'elle distribue, soit par la diffusion des savoir-faire ou des technologies qu'elle emploie, soit, enfin, par l'attraction qu'elle exerce sur d'autres activités qui viennent s'installer à proximité. Ces cinq types de motricité méritent d'être examinés de plus près :

La motricité tirée du dynamisme propre de chaque activité conduit à considérer comme motrices les activités bénéficiant de marchés porteurs, activités innovantes ou encore activités ayant su se développer à l'international. Toutes contribuent, en effet, directement au dynamisme du territoire qui les héberge. C'est l'idée la plus simple de motricité et la plus communément répandue car elle semble de bon sens et ne se réfère à aucun schéma explicatif complexe. Cette conception est implicitement reprise dans les analyses de type « *shift and share* » qui calculent le potentiel dynamique d'un territoire en fonction du dynamisme des activités qu'on y trouve à un moment donné.

Les achats intermédiaires des entreprises, lorsqu'ils sont localisés à proximité peuvent être identifiés comme un facteur de motricité de l'entreprise cliente : une activité en croissance répercute sur ses fournisseurs la croissance de ses besoins et leur transmet donc son dynamisme (ou ses problèmes, le cas échéant). C'est l'effet d'entraînement observable dans les tables entrées-sorties et qui peut être en partie localisé dans un territoire. A court terme, le donneur d'ordres est moteur pour ses fournisseurs. Pourtant, dans une perspective de long terme la relation entre les deux apparaît plus équilibrée et c'est l'ensemble qui peut être considéré comme moteur pour le territoire. En effet, la qualité des fournisseurs est un élément central de la compétitivité des entreprises qui sont, de plus en plus, centrées sur leur seul cœur de métier. Du point de vue du territoire, les fournisseurs sont mis en concurrence avec ceux d'autres espaces et leur compétitivité contribue à y ancrer l'activité économique, les flux monétaires comme les emplois qui pourraient fort bien émigrer vers d'autres lieux.

Les revenus distribués par les entreprises alimentent les marchés de consommation locaux. Si elles obtiennent leurs ventes sur des marchés extérieurs au territoire on obtient le schéma Keynésien localisé de la base économique. Les commerces et services à la population ont un caractère induit à court terme du fait du schéma de circulation du revenu. A long terme ce caractère induit demeure dans la mesure où ces activités ont une localisation contrainte à proximité de leur marché principal : elles dépendent directement du marché local et des revenus distribués dans la ville. D'autres facteurs que la demande locale interviennent pour déterminer la localisation des activités basiques, notamment les conditions d'environnement utiles à leur efficacité productive. La croissance à long terme d'un territoire dépend donc plus de ces dernières, les activités « urbaines » venant simplement profiter des opportunités locales de marché.

Un effet moteur de moyenne ou longue période réside dans la diffusion des technologies et des savoir-faire nouveaux auprès des entreprises, de la main d'œuvre ou même des clients. Une firme utilisant des technologies de pointe ou qui en transmet la maîtrise a donc indéniablement un caractère moteur, lié non pas aux flux d'achat ou de vente mais à la compétence de la main d'œuvre sur le marché du travail local en matière de nouvelles

technologies. Les services de formation et de conseil en ingénierie contribuent à la diffusion des technologies les plus modernes et, ce faisant, rendent un territoire mieux à même de s'y adapter.

Enfin, l'attraction de nouvelles activités ou de nouvelles entreprises est incontestablement un effet moteur de long terme. Les entreprises attirées peuvent être des fournisseurs directs ou des partenaires de la firme motrice. Parfois un simple effet d'image ou d'imitation favorise l'implantation d'activités nouvelles à proximité d'autres mais un tel effet est difficile à mesurer et, surtout, à généraliser. Il peut aussi s'agir d'entreprises attirées par l'environnement professionnel constitué par, pour et autour d'un certain nombre de firmes. C'est alors l'ensemble qui possède alors un caractère moteur pour le territoire. Les services aux entreprises, lorsqu'ils sont suffisamment développés et diversifiés peuvent ainsi constituer un milieu attrayant incitant d'autres firmes de secteurs divers à venir s'implanter.

Identifier les secteurs moteurs de l'économie d'un territoire consiste donc à isoler les activités dont le développement exerce des effets asymétriques sur le développement d'ensemble de l'économie du territoire : capables d'impulser une croissance (ou une récession) à l'ensemble de l'économie locale, ils sont beaucoup moins influencés en retour par la conjoncture économique locale. Les activités considérées comme exportatrices font donc incontestablement partie des moteurs économiques d'un territoire ainsi que leurs fournisseurs locaux, dans une perspective de long terme. Les services aux entreprises jouent également un rôle moteur à plusieurs titres : certaines de leurs activités (comme le conseil) peuvent avoir une position d'exportateur et donc directement se rattacher au bloc moteur. Mais, à long terme, leur rôle d'attraction et de diffuseurs d'innovation et de gains de productivité dans les autres secteurs nous paraît tout à fait déterminant pour les classer comme moteurs, c'est-à-dire activités exerçant un effet asymétrique déterminant sur les possibilités de développement d'un territoire.

Ces réflexions nous conduisent à proposer une définition globale du « bloc moteur » d'un territoire qui est constitué des activités qui, *a priori*, se rattachent à sa base économique (agriculture, mines, industries, transports, commerces de gros, hôtellerie, représentations étrangères, une partie¹³ de l'administration) auxquels nous ajoutons les activités de service destinées aux entreprises (holdings et organisations consulaires, recherche et services marchands aux entreprises qu'ils soient opérationnels ou de conseil ou assistance). Cette définition opératoire ne constitue pas une position de principe mais un classement qui reste grossier et approximatif et dont nous devons vérifier à chaque utilisation qu'il ne voit pas son caractère « moteur » infirmé par les données. Le caractère hétérogène de ce bloc moteur ne surprendra pas, cela provient de la perspective globale dans laquelle nous avons voulu d'emblée nous situer. Certaines parties de ce bloc « moteur » constituent à l'évidence des freins à la croissance dans la mesure où elles sont confrontées à des réductions tendancielle de leur format. Ne s'intéresser qu'aux seules activités les plus dynamiques (les services aux entreprises) ne permettrait pas de distinguer les villes qui affrontent un handicap fort dans d'autres domaines et qui se trouvent de ce fait placées dans un contexte particulier. Il reste cependant que les services aux entreprises retiendront tout particulièrement notre attention car ils constituent, à n'en pas douter, l'aile marchante des blocs moteurs identifiés. Leur diversité, leur niveau de compétence sont des variables centrales de nos analyses.

¹³ Les emplois de l'administration n'ont été considérés comme moteurs que lorsqu'ils dépassent la dotation moyenne par habitant, leur partie en excédent est alors comptabilisée comme l'un des moteurs locaux

Notre conception de la motricité s'inscrit dans une perspective de long terme et s'appuie sur une conception particulière du développement économique d'un territoire différente de celle utilisée par Laurent Davezies (2008). Le développement économique est présenté depuis longtemps comme un processus et un but légitime à atteindre pour les gouvernants et les responsables économiques qu'ils soient nationaux ou locaux. Se développer suppose l'existence de structures permettant la croissance. Le revenu des habitants ne s'oppose pas au développement économique, il peut y contribuer mais la problématique du développement se situe ailleurs : dans quelle mesure les revenus ou les activités économiques d'un territoire lui permettent-ils d'affronter la concurrence d'autres territoires et de connaître en longue période une croissance économique (croissance de la population, des revenus des habitants, des emplois, de la production, des entreprises implantées, *etc.*) ?

II-LES VILLES MOYENNES DANS LE SYSTEME URBAIN FRANÇAIS

Notre objectif est ici de comparer l'évolution sur une longue période (1982-1999) des aires urbaines se situant dans la tranche de population 100.000-300.000 habitants¹⁴, qui sont toutes indiscutablement des villes moyennes, avec d'une part, les aires urbaines plus importantes que l'on peut assimiler avec plus ou moins de bonheur à des métropoles et d'autre part le reste du territoire français. Les données des recensements généraux de la population ont été utilisées dans ce but. Les résultats sont présentés ci-après en cinq points : il s'agit d'abord de situer le poids économique des villes moyennes analysées et de décrire l'évolution globale qui les affecte ; en second lieu nous identifierons quels points communs caractérisent leurs structures économiques, en comparaison notamment des plus grandes aires urbaines. Dans un troisième temps nous proposons une typologie des structure productives de ces villes moyennes selon des critères déjà utilisés pour les métropoles (Léo et Philippe, 1998), ce qui met bien en lumière leur spécificité tant en termes de structures économiques que de trajectoires. La question de l'attractivité des villes moyennes sur les différentes activités économiques sera ensuite analysée au moyen d'une analyse « *shift and share* » qui montre la difficulté qu'ont les villes moyennes à bien se positionner pour attirer les emplois tertiaires qui commencent à se décentraliser depuis les principaux pôles français. Enfin, nous essaierons d'apporter un éclairage explicatif pour vérifier d'abord la pertinence du bloc moteur que nous proposons dans le contexte spécifique des villes moyennes, puis pour identifier les facteurs clé de croissance les plus pertinents pour ce type de villes.

2.1 - Poids économique des villes moyennes

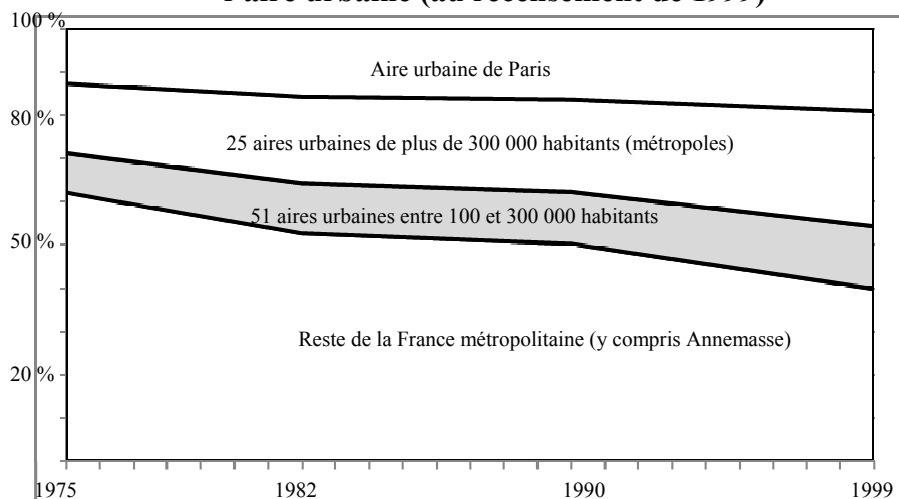
Les données des recensements généraux de la population qui sont disponibles jusqu'en 1999 de façon complète montrent que globalement les villes moyennes ont progressé en population, passant de 12 % de la population française en 1982 à 15 % en 1999. Il n'y a pas là qu'un effet global car, prises individuellement, on retrouve cet avantage dynamique : aucune n'a connu une évolution plus lente que la moyenne nationale. Il faut malgré tout souligner que ce dynamisme concerne tout le système urbain supérieur français (les métropoles tout comme les villes moyennes). Les 14 plus grandes métropoles (les aires urbaines qui ont plus de 500 000 habitants en 1999) se montrent même significativement plus attractives sur la population que les 51 villes moyennes (+66 % de croissance moyenne contre +58 % de 1975 à 1999). Une analyse de variance confirme que, sur ce point, l'écart de huit points de pourcentage entre ces deux catégories de villes est tout à fait significatif mais que les villes moyennes ne se différencient pas autant des plus petites métropoles ($F=4,55$; $p>F=0,0137$).

Le graphique n° 2-1 montre l'ampleur de la concentration qui est en train de s'opérer en France : la population résidant en dehors des métropoles était largement majoritaire (71 %) en 1975 ; elle ne représente plus que 54 % du total en 1999. Cet avantage dynamique des métropoles, illustré dans le graphique à un niveau agrégé, peut être vérifié au niveau de chacune de ces aires urbaines : les métropoles qui connaissent l'évolution la plus lente (Nancy +21,6 %, Metz +25,5 %) ont vu augmenter leur population deux à trois fois plus rapidement

¹⁴ Parmi les villes moyennes ainsi définies, une est tout à fait atypique car elle fait partie d'une conurbation métropolitaine internationale : l'aire urbaine d'Annemasse est la partie Française de Genève. Il ne s'agit donc ni d'une métropole car elle est incomplète, ni véritablement d'une ville moyenne. Elle n'a donc pas été incluse dans ces deux catégories.

que la moyenne nationale (+7,7 %). Les 51 villes moyennes participent aussi à ce dynamisme mais il faut bien reconnaître qu'elles n'ont pas manifesté un dynamisme qui serait propre à cette classe de villes. Nous sommes clairement en présence d'un mouvement général d'urbanisation de la population dont elles ont su aussi bénéficier.

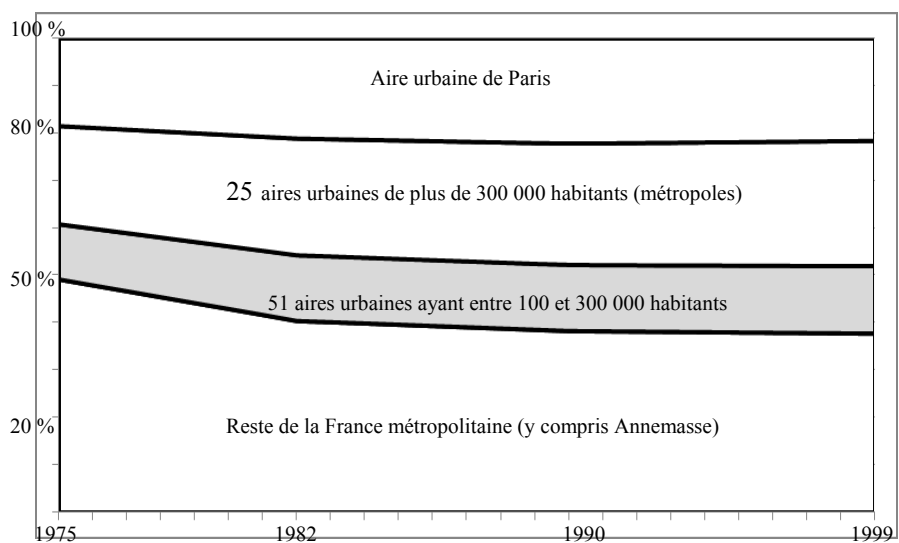
GRAPHIQUE N° 2-1 :
Evolution de la répartition de la population en France selon le nombre d'habitants de l'aire urbaine (au recensement de 1999)



Source : INSEE, RGP 1975,1982,1990 & 1999

En termes d'emplois, la progression des villes moyennes est beaucoup moins marquée : elles totalisent 14,3 % des emplois français en 1982 pour 14,7 % en 1999. Cette relative stabilité affecte aussi les emplois les plus qualifiés (cadres et dirigeants) dont 11,3 % se trouvent dans ces 51 villes en 1982 pour 11,9 % en 1999. Dans le même temps, cependant, la part des métropoles a continué de croître pour ces emplois stratégiques, passant de 41 % en 1982 à 55 % en 1999.

GRAPHIQUE N° 2-2 :
Evolution de la répartition des emplois en France selon le nombre d'habitants de l'aire urbaine (au recensement de 1999)



Source : INSEE, RGP 1975,1982,1990 & 1999

La tendance à la sur-concentration des activités et des potentiels économiques est donc toujours bien présente et menace les potentialités de croissance des villes moyennes. Une telle tendance finit pourtant toujours par rencontrer un frein « naturel » : il n'est pas évident qu'au-delà d'une certaine taille (Capello, 2000 ; Hansen, 2001) les métropoles continuent à bénéficier d'économies d'échelle produisant un avantage compétitif aux acteurs qui s'y implantent. Bien au contraire, sans doute, la sur-concentration et l'extension de l'emprise spatiale érodent progressivement les avantages d'une grande dimension : encombrements, paralysie des transports, pollution, insécurité, ségrégation sociale de certaines zones, surcoûts fonciers dans d'autres, peuvent remettre en cause l'accessibilité aux facteurs qui constitue sans doute l'avantage principal offert par les métropoles. C'est probablement un des atouts que peuvent tenter de saisir les villes moyennes à condition qu'elles parviennent à constituer une offre alternative de localisation.

La question du développement économique des villes moyennes appelle donc d'abord de faire le point de ce que sont les structures économiques de ces villes, en quoi elles se distinguent des métropoles et à quels grands profils elles peuvent se rattacher. Sont-elles capables d'attirer les fonctions économiques et les activités qui ne trouveraient plus au sein des métropoles les meilleures conditions pour se développer ? Enfin, existe-t-il un modèle de développement économique propre aux villes moyennes, différent de celui qui anime les grandes métropoles ? Si non, cela signifie-t-il qu'il n'y aurait pour ces villes pas d'autre voie de développement que d'essayer d'acquérir progressivement tous les attributs des plus grandes cités ? Ce sont ces différents questionnements auxquels nous proposons ci-après quelques éléments de réponse et de réflexion tirés de l'observation de l'évolution récente des villes moyennes en France durant le dernier quart du XX^{ème} siècle.

2.2 – Services aux entreprises et hautes qualifications, un problème spécifique

On peut légitimement s'interroger sur la pertinence du concept de ville moyenne. Les promoteurs de ce concept mettent en avant la spécificité des problèmes rencontrés par ce type de ville et c'est une question qu'il paraît essentiel de vérifier, notamment face à la grande diversité de situations qu'elles connaissent. Deux domaines sont, *a priori*, concernés : celui des structures économiques de ces villes et celui de leur potentiel d'attraction sur les emplois supérieurs et les activités les plus motrices dans le contexte actuel.

Des analyses de variance nous permettent de répondre sur ces deux points et de préciser en quoi ce type de ville se différencie effectivement des plus grandes¹⁵. Les structures économiques des 51 villes moyennes étudiées sont assez variées pour que leurs spécialisations n'apparaissent pas comme un caractère commun les différenciant des plus grandes. Ce sont surtout certaines faiblesses qui leur sont communes : Ces villes souffrent systématiquement d'une sous représentation dans un certain nombre de secteurs tertiaires et des profils d'emplois les plus qualifiés.

¹⁵ Leur spécificité vis-à-vis des petites villes et du reste du territoire ne pouvait être évaluée par ce moyen car notre base de données fusionnait tous ces territoires en une seule observation (« Reste France »).

TABLEAU N° 2-1 :
Quotients de localisation¹⁶ moyens en 1999 selon la catégorie de ville.
('=' différence non significative, '≠' différence significative selon l'indice de Duncan)

Secteurs ou catégories socio-professionnelle	Analyse de variance des moyennes						Reste de la France (agrégée) pour information	
	Tests F	p>F	Valeurs moyennes des quotients de localisation			14 grandes métropoles		
			51 villes moyennes	12 petites métropoles				
Cadres et responsables	10,31	0,0001	82,0	=	89,4	≠	100,1	92,7
Retraités	3,35	0,0406	96,9	=	89,2	=	89,4	119,1
Agriculture, pêche, forêts	4,78	0,0112	63,0	=	51,1	=	39,5	204,2
Mines	0,34	0,7095	188,2	=	79,9	=	77,3	119,1
Industries de transformation	3,74	0,0284	108,6	=	93,2	=	85,6	122,5
Bâtiment, génie civil	1,86	0,1635	98,9	=	95,0	=	91,7	110,8
Transports, communications	2,33	0,1044	91,9	=	100,1	=	106,3	78,6
Eau, gaz, électricité, (utilités)	0,40	0,6699	107,7	=	91,3	=	100,0	90,7
Commerces de détail	2,17	0,1213	112,1	=	106,0	=	106,5	89,9
Commerces de gros	2,95	0,0585	84,8	=	85,6	≠	101,5	91,4
Hôtels, cafés, restaurants	1,12	0,3323	92,5	=	90,0	=	101,1	91,2
Services aux particuliers	1,54	0,2213	88,2	=	86,6	=	97,0	87,7
Immobilier	8,35	0,0005	85,1	=	89,9	≠	118,5	54,9
Banques, assurances, finance	0,13	0,8745	97,8	=	97,2	=	105,8	57,6
Organis consul., synd., hold.	0,39	0,6752	122,4	=	110,5	=	108,6	82,0
Serv. supérieurs aux entrepr.	19,1	<0,0001	70,9	=	80,3	≠	114,6	50,1
Architectes	7,49	0,0011	73,3	=	89,8	≠	123,3	61,3
Informatique	28,39	<0,0001	33,1	=	49,5	≠	119,5	18,6
Ingénierie	5,78	0,0047	68,0	=	68,7	≠	124,1	29,7
Conseils en gestion	4,76	0,0113	77,8	=	75,2	≠	104,8	44,6
Conseils juridiques	3,03	0,0545	86,0	=	87,1	≠	106,9	71,4
Publicité création	12,71	<0,0001	39,7	=	48,6	≠	93,3	53,6
Autres serv. aux entreprises	0,66	0,5195	103,7	=	101,9	=	110,4	80,4
Travaux à façon	5,87	0,0043	65,2	=	101,4	=	125,1	39,0
Nettoyage de locaux	8,34	0,0005	74,0	=	87,5	≠	141,7	63,4
Blanchisserie industr.	1,07	0,3497	53,0	=	71,7	=	129,9	82,0
Mètreurs-géomètres	0,03	0,9731	94,9	=	95,9	=	89,8	114,6
Routage	2,89	0,0620	40,8	=	69,4	=	87,0	38,2
Travail temporaire	5,21	0,0076	72,4	=	71,2	≠	123,0	40,3
Location voitures	2,06	0,1341	58,0	=	84,0	=	91,6	52,0
Location équipements	18,27	<0,0001	55,0	≠	91,3	≠	132,5	40,8
Locations diverses	5,66	0,0052	53,4	=	75,1	=	118,3	105,0
Publicité supports	0,54	0,5833	75,4	=	76,2	=	92,8	36,9
Laboratoires photo	2,14	0,1253	50,0	=	75,6	=	91,6	41,6
Studios photo	0,12	0,8864	73,5	=	67,9	=	80,4	108,2
Services divers	9,55	0,0002	72,2	=	79,6	≠	115,6	44,6
Enseignement	5,32	0,0069	109,0	≠	125,6	≠	110,6	84,9
Recherche	14,81	<0,0001	39,5	≠	151,0	=	147,3	34,2
Santé	0,73	0,4846	106,9	=	114,6	=	109,4	92,2
Services sociaux et collectifs	1,35	0,2649	109,8	=	115,3	=	103,2	94,2
Administration publique	1,08	0,3457	103,4	=	113,6	=	105,7	89,5
Représentations étrangères	2,87	0,0631	33,2	=	30,6	≠	140,6	0,0

Source : Recensements de la population de 1999 (INSEE).

Le tableau n° 2-1 montre que la recherche développement y est significativement moins présente que dans les plus grandes aires urbaines. Les villes moyennes partagent un certain nombre d'autres points faibles avec les plus petites des métropoles (celles ayant de 300 à 500 000 habitants). Le secteur de l'immobilier, les services supérieurs aux entreprises et certains services opérationnels (location d'équipements, services divers et nettoyage de locaux) sont dans ce cas. Autre handicap commun aux villes moyennes et aux petites

¹⁶ Le quotient de localisation compare le poids d'une ville dans la nation pour chaque activité au poids global que représente cette ville. Le poids de référence utilisé est soit la population (s'il s'agit d'activités desservant une population résidente) soit l'emploi total pour les autres secteurs d'activité. Les indicateurs utilisés pour le tableau n° 2 sont à base 100 : une valeur inférieure traduit une faiblesse dans l'activité concernée, une valeur supérieure à 100 une sur représentation.

métropoles, la proportion d'emplois de cadres ou de responsables économiques y est faible. Par contre, l'analyse de variance montre que l'importance des retraités, des services à la population et des activités manufacturières n'est pas significativement différente dans les villes moyennes et les métropoles.

Une analyse similaire, conduite en dynamique, vient confirmer le premier diagnostic tiré des données globales. Nous avons déjà souligné que la croissance de la population est significativement moins rapide dans les villes moyennes que dans les plus grandes métropoles (+34 % contre +44 % en moyenne, $F=4,55$; $p>F=0,0137$) mais les différencie mal des petites métropoles (+38 %). Le dynamisme de l'emploi cadre est clairement moins élevé que pour les deux catégories de métropoles (+4 % contre +16 % et +25 % en moyenne, $F=11,99$; $p>F<0,0001$). Cela vient confirmer qu'il s'agit-là d'un problème spécifique à ce type de villes qui ont peu de cadres et ont, en outre, du mal à les attirer. Le dynamisme de l'emploi global n'est pas bien différent ($F=2,04$; $p>F=0,1377$) de celui des métropoles (sans doute du fait de grands écarts d'une ville à l'autre) mais le dynamisme potentiel, calculé par l'effet potentiel de leur composition sectorielle¹⁷, s'en écarte radicalement: légèrement négatif pour les villes moyennes, il est nettement positif (+4 % ou +5 %) pour les métropoles ($F=9,26$; $p>F=0,0003$). Ce dynamisme potentiel exprime de façon synthétique la composition sectorielle des villes et leur plus ou moins grande dotation en activités de croissance. Cela nous confirme donc l'existence d'un problème commun aux villes moyennes et tenant à la structure de leurs activités économiques qui seraient peu propices à la croissance dans le contexte actuel.

2.3 – Typologie selon les activités économiques

Les analyses statistiques ont pour objectif de synthétiser des données multiples et de mettre au jour les grandes caractéristiques d'un ensemble de données. L'analyse typologique permet d'observer si des catégories différentes d'observations existent qui pourraient s'éloigner de la règle générale. Ainsi, il est légitime de se demander si certaines villes moyennes n'ont pas développé des activités qui en feraient déjà de petites métropoles. Plus généralement, il convient d'identifier les profils économiques des villes moyennes en fonction des activités (notamment des services aux entreprises) et des compétences qui y sont présentes.

Partant de la typologie proposée par Noyelle et Stanback (1984), nous avons établi une critériologie simple (Léo & Philippe, 1998) permettant de classer les villes selon leur profil d'activité économique. Cinq catégories de villes sont ainsi caractérisées : les pôles tertiaires diversifiés, les pôles tertiaires spécialisés, les villes de villégiature, les pôles de production (manufacturière, minière ou de garnison) et, enfin, les villes à structuration économique faible. La méthode heuristique d'identification des profils de rattachement opère par rattachement sous condition¹⁸. La dernière catégorie ne comprend plus que des villes où la

¹⁷ Il s'agit de la composante structurelle de la croissance telle qu'elle est évaluée par une analyse du type « *shift & share* » qui sera présentée plus loin (point 3). La composante résiduelle, souvent qualifiée d'attractivité propre de la ville, ne présente quant à elle aucune différence significative avec les métropoles ($F=0,01$; $p>F=0,9892$).

¹⁸ Les critères utilisés, appuyés sur les quotients de localisation (QL) des activités, étaient les suivants :

- Pôles tertiaires diversifiés : spécialisation (QL>105) dans au moins 5 des 7 secteurs : recherche, services supérieurs aux entreprises, autres services aux entreprises, commerce de gros, transport et communications, banques et assurances, représentations étrangères.
- Pôles de production : spécialisation nette dans le secteur manufacturier (incluant ici les mines) (QL>110) et pas plus d'une des 4 caractéristiques suivantes (QL>110) : recherche, services supérieurs aux entreprises, autres services aux entreprises, cadres du secteur privé. Les villes de garnison sont

recherche, les services supérieurs aux entreprises et les cadres du secteur privé sont très peu développés, sans qu'une autre grande orientation (productive ou touristique) ne soit manifeste. L'économie des villes de cette cinquième catégorie est largement dépendante des emplois publics et les quotients de localisation de ce secteur y sont en général très élevés.

TABLEAU N° 2-2 :
Répartition des 51 villes moyennes en 1982 et 1999 selon la catégorie de ville.
 (Aires urbaines ayant de 100 à 300 000 habitants en 1999, hors Annemasse)

Catégories	1982	1999
1-Pôles tertiaires diversifiés	-	-
2-Pôles tertiaires spécialisés	Annecy, Blois, Le Havre, Valence, Béziers, Boulogne s/mer, Chambéry, Nîmes, Perpignan, St Briec, Charleville-Mézières, St Nazaire	Annecy, Blois, Le Havre, Valence, Arras, Reims - -
3-Villes de villégiature	Bayonne, Lorient, Quimper, Vannes -	Bayonne, Lorient, Quimper, Vannes Béziers, La Rochelle, Tarbes
4-Pôles de production (Industrielle, minière ou villes de garnison)	Angoulême, Beauvais, Belfort, Béthune, Calais, Chalon s/S, Compiègne, Dunkerque, Forbach, Maubeuge, Montbéliard, Mulhouse, Nevers, Roanne, St Quentin, Thionville, Troyes, Bourges, Cherbourg -	Angoulême, Beauvais, Belfort, Béthune, Calais, Chalon s/S, Compiègne, Dunkerque, Forbach, Maubeuge, Montbéliard, Mulhouse, Nevers, Roanne, St Quentin, Thionville, Troyes, Charleville-Mézières, St Nazaire Chartres, Colmar, Laval, Le Mans,
5-Villes à structuration économique faible	Amiens, Avignon, Besançon, Bourg en Bresse, Limoges, Niort, Pau, Poitiers, Arras, Reims, Chartres, Colmar, Laval, Le Mans La Rochelle, Tarbes,	Amiens, Avignon, Besançon, Bourg en Bresse, Limoges, Niort, Pau, Poitiers, Bourges, Cherbourg, Boulogne s/mer, Chambéry, Nîmes, Perpignan, St Briec

Le tableau n° 2-2 indique comment se répartissent les 51 villes moyennes étudiées au début et à la fin de la période étudiée. Aucune ne présente un profil d'activités qui permette de la considérer comme un pôle tertiaire diversifié. Les plus nombreuses sont des centres de production (19 en 1982 puis 23 en 1999). Les villes à faible structuration économique sont également assez nombreuses (15 puis 16) tandis que les pôles tertiaires spécialisés connaissent une véritable hémorragie passant de 12 villes en 1982 à 6 en 1999. La catégorie, peu nombreuse, des centres de villégiature constitue à l'inverse un profil attractif dont l'effectif double quasiment au cours de la période (4 puis 7). Les villes classées comme pôles de production en 1982 se retrouvent à 70 % dans la même catégorie en 1999. Le profil

assimilées à cette catégorie et sont repérées par un ratio d'emplois publics par habitant supérieur à 2 fois la moyenne (QL>200) avec la même condition restrictive sur les 4 caractéristiques.

- Villes de villégiature : repérées par l'importance de l'hôtellerie (QL>110) avec la même condition restrictive mais ne portant que sur les 3 premières caractéristiques.
- Pôles tertiaires spécialisés : spécialisation nette (QL>110) dans 2 à 4 des mêmes 7 secteurs définissant les pôles tertiaires diversifiés.

« faible » est moins stable, la moitié des villes ainsi classées en 1982 ayant changé de catégorie en 1999, notamment pour évoluer vers un profil manufacturier. Le profil de pôle tertiaire spécialisé paraît très instable pour les villes moyennes : les deux tiers perdent les attributs qui les y classaient et, pour la plupart, ne présentent plus qu'un profil faible en 1999. Les spécialisations tertiaires sont difficiles à obtenir et surtout à conserver pour des villes de taille modeste.

La comparaison avec le tableau n° 2-3 qui indique comment se classent les métropoles selon les mêmes critères est éloquent : les métropoles sont beaucoup plus présentes parmi les pôles tertiaires et l'évolution renforce les effectifs des pôles tertiaires spécialisés, les plus grandes villes désertant peu à peu les profils liés à la production des biens matériels.

TABLEAU N° 2-3 :
Répartition des 26 métropoles urbaines en 1982 et 1999 selon la catégorie de ville.
 (Aires urbaines ayant plus de 300 000 habitants en 1999)

Catégories	1982	1999
1-Pôles tertiaires diversifiés	Paris, Bordeaux, Strasbourg, Marseille, Toulouse, Tours	Paris, Bordeaux, Strasbourg, Lyon, Nantes
2-Pôles tertiaires spécialisés	Grenoble, Nice, Rouen, Angers, Metz, Nancy, Orléans, Lyon, Nantes, Montpellier	Grenoble, Nice, Rouen, Angers, Metz, Nancy, Orléans, Marseille, Dijon, Lille, Rennes, Toulouse, Tours
3-Villes de villégiature	-	Toulon
4-Pôles de production (Industrielle, minière ou villes de garnison)	Clermont-Ferrand, Douai-Lens, St Etienne, Valenciennes, Lille, Brest, Toulon	Clermont-Ferrand, Douai-Lens, St Etienne, Valenciennes, - -
5-Villes à structuration économique faible	Caen, Dijon, Rennes	Caen, Brest, Montpellier

Cette typologie, toute rudimentaire qu'elle paraisse, permet de distinguer des contextes de villes bien différents. Le classement de 1982 fait preuve d'un certain pouvoir de prédiction¹⁹ sur le dynamisme de l'emploi au niveau des 51 villes moyennes étudiées ($F=8,69$; $p>F=0,0001$) : l'analyse de la variance montre que les dynamismes les plus forts concernent les quatre centres de villégiature (+21 % en moyenne de 1982 à 1999), tandis que les centres de production sont les plus handicapés à ce point de vue (+3 % seulement). Les pôles tertiaires spécialisés et les villes faiblement structurées et présentent des dynamismes intermédiaires, de l'ordre de +11 ou +12 %. C'est sans doute une conséquence des trajectoires divergentes que l'on peut repérer au sein de ces deux ensembles.

¹⁹ Comparée à d'autres, cette typologie se montre mieux à même de prédire le dynamisme ultérieur des emplois : ainsi nous avons testé également les catégorisations géographiques (Nord/sud, Nord-ouest/sud-est ou appartenance à la « dorsale » nord européenne, aux « arcs » latin ou atlantique) ou encore la position administrative des villes-centres des conurbations. Toutes donnent de moins bons résultats : $F=4,94$ ($p>F=0,0309$) pour la césure Nantes-Valence (Nord/sud) ; $F=4,80$ ($p>F=0,0332$) pour la césure Le Havre-Nice (Nord-ouest/sud-est), $F=1,72$ ($p>F=0,1758$) pour la localisation dans les arcs ou dorsale. $F=4,45$ ($p>F=0,0169$) pour les villes chefs-lieux de régions ou de départements.

La première conclusion qui s'impose au vu de cette analyse est qu'aucune ville moyenne ne présente un profil productif comparable à celui des plus grandes métropoles. Par ailleurs, il semble bien qu'au lieu de se rapprocher d'un tel profil, les villes moyennes ont plutôt tendance à s'en éloigner en se fixant autour d'une dominante productive ou du profil plus porteur, mais plus rare, de centre de villégiature. Les spécialisations autour des activités de recherche, des services de conseils, des compétences élevées sont l'exception et ne concernent qu'un tout petit nombre de villes :

- en 1982, Pau pour la recherche, Annecy pour les emplois cadres et le secteur des conseils, Chambéry, Perpignan et St Nazaire pour le secteur des conseils.
- en 1999, Pau et Bourges pour la recherche, Annecy pour les emplois cadres et le secteur des conseils, Belfort et Cherbourg pour le secteur des conseils.

Un niveau de détail sectoriel plus fin vient confirmer ce diagnostic : la quasi-totalité²⁰ des activités de service aux entreprises est sur-représentée au sein des métropoles. Il s'agit d'une véritable concentration qui se renforce encore en ce qui concerne cinq des six services de conseil²¹. Ces services à haute intensité de savoir-faire, déjà sous-représentés dans les villes moyennes en 1982, voient leur présence se réduire encore en valeur relative. Parmi les autres services aux entreprises, un certain nombre tendent à se développer plus vite hors des métropoles, où, pourtant, certains étaient très concentrés : routage, régies publicitaires, laboratoires photographiques, travaux à façon, locations de consommables, location de machines, location de voitures et services divers. Les villes moyennes accroissent leur part dans trois de ces secteurs (travaux à façon, routage et services divers) mais perdent du terrain pour la plupart des autres qui croissent plus rapidement dans le reste du territoire.

2.4 – Bénéficiaire d'une décentralisation tertiaire ?

Pour aller plus avant dans l'analyse des évolutions sectorielles des différentes villes sans pour autant se perdre dans les détails, une analyse structurelle (de type « *shift and share* ») est très utile. Cela consiste à dissocier l'évolution de l'emploi d'une aire urbaine en trois composantes :

- une composante nationale, qui exprime ce qu'aurait été l'emploi si cette aire urbaine avait connu le même taux de croissance global que la France²².
- une composante structurelle, qui exprime ce qu'aurait été l'emploi de l'aire urbaine si chacun de ses secteurs avait connu le même taux de croissance qu'au niveau national, diminué de la composante globale précédente.
- une composante résiduelle, qui résulte de la différence entre l'évolution effectivement observée et les évolutions ainsi calculées en proportion des évolutions nationales. Cette composante est souvent interprétée comme résultant de la mise en balance de l'attraction et de la répulsion exercée par l'aire urbaine sur les différents secteurs d'activité.

La comparaison des effets structurels et résiduels nous montre que, pour les 51 aires urbaines étudiées et durant la période 1982-1999, les effets d'attraction sont, en moyenne, plus

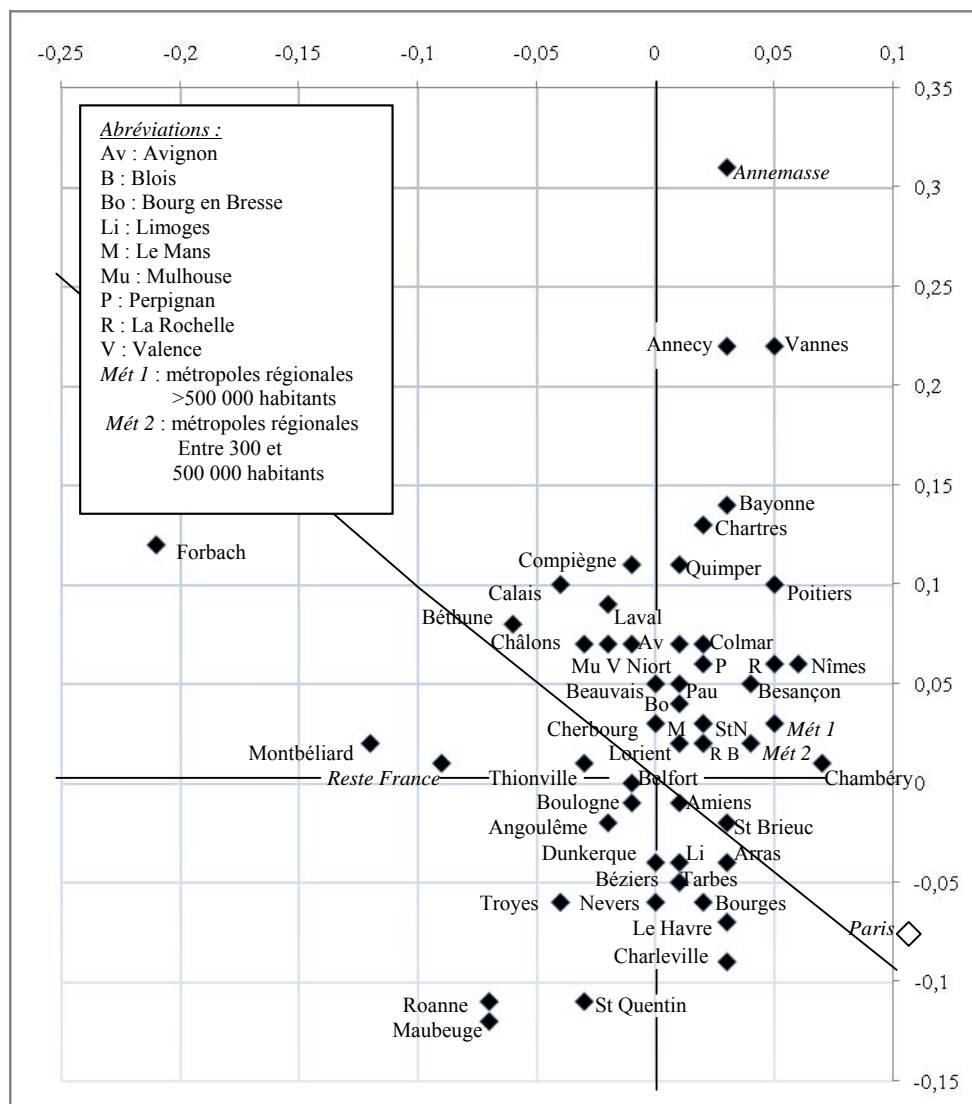
²⁰ À l'exception des métreurs géomètres et, en 1999, du travail temporaire et de la blanchisserie en gros.

²¹ Il s'agit des secteurs : informatique, ingénierie-études techniques, conseils en gestion, conseils juridiques et architectes. Le sixième secteur, création publicitaire, réduit un peu son implantation dans les métropoles, bien qu'il y reste cependant très concentré en 1999 (74 %).

²² La composante nationale (+ 6,6 % entre 82 et 99) ne présente pas d'intérêt en elle-même, elle permet seulement de rendre comparables les deux composantes suivantes, sectorielle et résiduelle qui sont des écarts par rapport à cette moyenne.

importants que les effets de structure²³. Le pouvoir prédictif de la structure sectorielle de 1982 n'est donc pas considérable et il faut s'interroger sur les autres facteurs qui influent sur le dynamisme économique des villes moyennes.

GRAPHIQUE N° 2-3 :
Décomposition des dynamiques des aires urbaines selon l'effet sectoriel (en abscisses) et l'effet résiduel (en ordonnées).



Les structures économiques des villes moyennes constituent plus souvent un atout (30 cas) qu'un handicap (17 cas) mais ce résultat doit être relativisé par la comparaison avec les métropoles qui bénéficient toutes (à l'exception de 2) d'effets de structure positifs. L'intensité de l'effet de structure des villes moyennes est moins fort quand il est positif (+2,6 %) que lorsqu'il est négatif (-4,7 %). Par ailleurs, les effets de structure des villes moyennes sont de moindre amplitude que ceux enregistrés pour les métropoles. Cela se comprend bien si l'on considère que les économies de ces villes sont moins spécifiées et différenciées que celles des métropoles. Elles n'ont pas encore subi le filtrage et la sélection dont les plus grandes cités

²³ La moyenne des valeurs absolues de ces deux effets donne une valeur plus de deux fois plus élevée pour les effets d'attraction (7,2 %) que pour les effets structurels (3,1 %). Cela est vrai aussi pour les seules métropoles, mais les deux totaux sont alors plus élevés (7,6 % et 5,5 % respectivement).

font l'expérience et qui aboutissent à ne retenir que les activités à fort potentiel, produisant ainsi un effet de structure nettement positif.

Les villes moyennes se montrent en majorité attractives pour l'emploi : elles sont 33 avec une composante résiduelle positive qui traduit bien cette idée d'attraction (l'emploi s'y est développé plus rapidement que ce que leurs spécialisations pouvaient laisser supposer). 17 autres, par contre, ont une valeur négative et auraient donc tendance à mal exploiter le potentiel représenté par leurs spécialisations initiales ou à amplifier un désavantage structurel. Ce partage 2/3 - 1/3 n'est pas éloigné de ce que l'on peut observer pour les plus grandes villes (16 sont attractives, 9 répulsives). Les effets de répulsion sont en moyenne (-5,6 %) de moindre ampleur que les effets d'attraction (+7,3 %) et cela se vérifie aussi pour les métropoles (-6,6 % et +8,6 % en moyenne).

Le graphique n° 2-3 montre comment les villes étudiées se répartissent en fonction des deux composantes sectorielle et résiduelle de leur dynamique. La partie gauche du graphique regroupe les aires urbaines dont les structures sectorielles constituent un handicap : elles sont assez nombreuses et cela tient au poids des spécialisations industrielles de beaucoup de villes moyennes. Les aires urbaines situées le plus en haut du graphique ont été les plus attractives. La diagonale permet de matérialiser le seuil de compensation des effets négatifs et positifs : les villes situées au dessus croissent plus rapidement que la moyenne nationale, celles en dessous perdent du terrain. Les villes qui se situent en haut et à droite cumulent une capacité d'attraction avec une composition structurelle favorable à la croissance et sont donc les plus dynamiques.

Un certain nombre de points de référence ont été positionnés sur le graphique : les métropoles régionales agrégées cumulent effet sectoriel positif et attractivité, le reste de la France est en perte de vitesse surtout du fait de sa composition sectorielle qui ne laisse que peu de place aux services aux entreprises. Le cas de Paris doit être commenté brièvement car sa position a fortement évolué par rapport aux périodes antérieures (1975-1990) : au lieu d'amplifier ses effets structurels positifs, la capitale qui amplifiait son potentiel sectoriel par une forte attractivité s'est mise à l'amortir, manifestant ainsi une attractivité négative. Cette évolution n'est pas perceptible dans les statistiques globales car Paris continue malgré tout à voir croître ses emplois. Simplement, la capitale ne réalise plus toutes ses potentialités et commence donc à se comporter comme un pôle émettant son dynamisme économique vers d'autres territoires.

Le phénomène nouveau qui se manifeste ici doit être souligné : le principal pôle moteur de l'emploi en France, Paris, commence à diffuser de sa croissance. On retrouverait là, animé par le secteur tertiaire, le processus de décentralisation spatiale qui avait caractérisé le secteur manufacturier au cours des années 1960-1970. A la différence de la décentralisation industrielle antérieure, les villes qui en bénéficient ne sont pas les plus proches (celles du bassin parisien) mais plutôt celles du grand sud et du grand ouest, phénomène observé déjà au niveau des métropoles régionales et des régions. L'enjeu pour les villes de Province est de taille : comment se positionner pour attirer ces emplois « expulsés » par Paris ? Les villes moyennes ont ici à faire face à de multiples concurrences, celle des métropoles régionales, mieux à même d'offrir des sites pour les activités à haute intensité de savoir-faire, et celle des territoires moins urbains et des petites villes capables de proposer les bas coûts de localisation que recherchent les activités les plus consommatrices d'espace.

2.5 – Les moteurs économiques des villes moyennes

Les analyses que l'on vient de présenter décrivent la situation des villes moyennes, les mutations en cours et donnent une idée juste de leur ampleur. Elles rencontrent cependant vite leurs limites en matière d'explication de ces phénomènes. Du point de vue des politiques économiques urbaines, il est essentiel de disposer aussi d'un modèle qui détermine quelles activités peuvent être considérées comme les moteurs des dynamiques à l'œuvre et pourquoi.

Notre démarche s'articule ici en deux temps : après avoir vérifié que le bloc moteur identifié ci-dessus exerce bien une impulsion déterminante sur l'ensemble de l'économie des villes moyennes, nous avons cherché quelles caractéristiques de structure différencient les villes moyennes pour expliquer au mieux les écarts de dynamisme de leurs blocs moteurs.

2.5.1 – Le Bloc moteur responsable de la croissance

L'accroissement de l'emploi total des villes moyennes dépend étroitement de l'accroissement du bloc moteur. Le bloc moteur regroupe : l'agriculture, les mines, l'industrie manufacturière, les transports, le commerce de gros, l'hôtellerie, la recherche, les représentations étrangères, les holdings et organisations consulaires, les services marchands aux entreprises (de conseils ou non). Les emplois de l'administration n'ont été considérés comme moteurs que lorsqu'ils dépassent la dotation moyenne par habitant, leur partie en excédent est alors comptabilisée comme l'un des moteurs locaux.

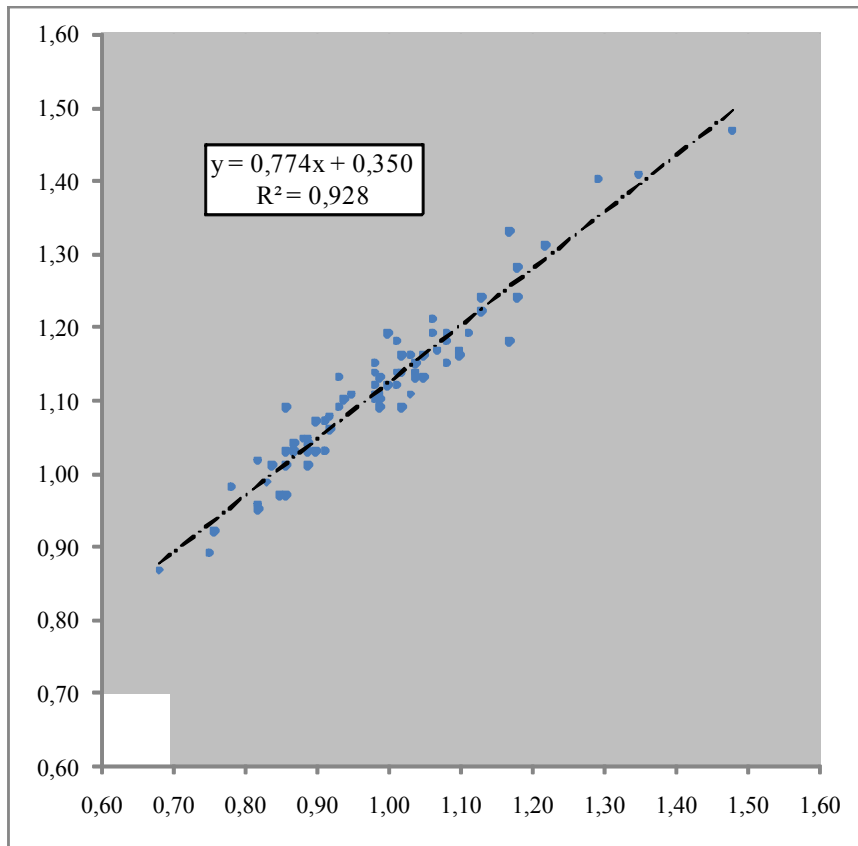
La relation avec l'emploi total est vérifiée pour les villes moyennes ($R^2=0,90$) comme elle l'est pour les métropoles et les régions (Léo & Philippe, 1998, 2005, 2007). La relation (1) obtenue par régression s'écrit :

$$\begin{array}{l} \text{ACREMP}(82-99) = 0,801 \text{ ACRMOT}(82-99) + 0,326 \\ t = \qquad \qquad \qquad 20,57 \qquad \qquad \qquad 8,67 \\ \text{Prob}>t = \qquad \qquad <0,0001 \qquad \qquad <0,0001 \\ \text{Avec, ACRMOT}(t1-t2) = \text{emplois moteurs } t2/\text{emplois moteurs } t1 \\ \text{et ACREMP}(t1-t2) = \text{emplois en } t2/\text{emplois en } t1. \end{array} \qquad \begin{array}{l} R^2 = 0,896 \\ F=423,2 \\ p>F : <0,0001 \end{array}$$

Cette relation générale est illustrée par le graphique n° 2-4, page suivante, établi sur l'ensemble des 78 aires urbaines de plus de 100 000 habitants et comprenant donc aussi les métropoles. La pertinence de la définition du bloc moteur avait déjà été testée pour les seules métropoles urbaines (Léo et Philippe, 2007) et avait donné des résultats similaires ($R^2=0,936$; pente=0,75 ; constante=0,38). Le fait de mêler les deux types de villes dans le graphique n° 6 permet d'illustrer la portée générale de ce résultat.

GRAPHIQUE N° 2-4 :

Relation entre évolution de 1982 à 1999 des emplois moteurs (en abscisses) et des emplois totaux (en ordonnées) pour les 78 aires urbaines de plus de 100 000 habitants.



Données : INSEE, RGP 1982 et 1999

A sein des 51 aires urbaines « moyennes » qui nous intéressent, les emplois moteurs représentent en moyenne 51 % de l'emploi total en 1982 (en 1999, cette moyenne n'est plus que de 44 %). On pourrait penser que ce poids relatif important soit seul responsable de la qualité de la relation observée avec l'emploi total. Ce n'est sans doute pas le cas, puisque les activités « induites » représentent, en moyenne, un poids comparable (49 % en 1982, 56 % en 1999) et sont nettement moins bien reliées ($R^2 = 0,71$) à la dynamique globale de l'emploi, alors même que leur poids s'accroît sur la période²⁴. Les activités induites regroupent : le bâtiment, l'eau-gaz-électricité, les banques et assurances, l'immobilier, les commerces de détail, les services aux particuliers, l'enseignement, la santé, les services sociaux et collectifs. Les emplois de l'administration sont comptabilisés comme « induits », sauf pour la partie excédant la dotation moyenne par habitant lorsque c'est le cas.

Ces résultats montrent et confirment qu'une part significative de la variation de l'emploi des secteurs induits peut être expliquée, indirectement, par celle de l'emploi moteur²⁵. La régression obtenue comporte une constante assez élevée (32,6 %) et un coefficient de pente inférieur à 1 (80,1 %). Ceci explique que le lien entre bloc moteur et emploi total, bien qu'il soit tout à fait clair une fois cette relation calculée ou au vu du graphique n° 6, ne soit pas toujours perçu par les acteurs sur le terrain qui manquent de points de comparaison. L'emploi total suit bien l'évolution de l'emploi moteur mais de façon amortie et systématiquement

²⁴ La régression avec les deux variables ne laisse à l'accroissement de l'emploi induit qu'un R^2 partiel de 0,085.

²⁵ Alors même que leurs poids respectifs sont en rapports inverses dans les créations d'emplois (les activités urbaines ont vu leur emploi s'accroître tandis qu'il diminuait globalement dans les activités motrices).

décalée vers le haut. Si l'on suit cette relation, en effet, lorsque le bloc moteur connaît une récession de 10 %, l'emploi total continuerait à s'accroître de l'ordre de 5 %. A l'opposé, une croissance de 10 % du bloc moteur entraînerait une croissance de 21 % de l'emploi total, tandis qu'un doublement du dynamisme moteur (+20 %) n'aurait pour conséquence qu'un accroissement de 29 % au total.

Ce lien dynamique de long terme entre emploi global et emploi dans le bloc moteur peut aussi être observé en moyenne période, mais la relation est alors un peu plus lâche sur les deux sous périodes inter censitaires ($R^2 = 0,88$ puis $0,84$). Ces régressions confirment que la partie des activités identifiée comme motrice pour l'économie locale exerce un effet déterminant sur l'ensemble de l'économie d'une ville.

2.5.2 - Des services aux entreprises à hautes qualifications, clef de la croissance

Si l'on cherche à expliquer les écarts de dynamisme des blocs moteurs des différentes villes moyennes entre 1982 et 1999 on peut retenir *a priori* un certain nombre de facteurs qui peuvent y avoir joué un rôle. Le premier facteur a déjà été évoqué, il s'agit de l'effet « mécanique » des spécialisations sectorielles initiales. La dimension socio-économique d'une aire urbaine peut aussi intervenir de diverses façons, soit comme facteur favorisant la localisation des activités de services aux entreprises, soit comme facteur général de dynamisme soit encore par le jeu d'effets de masse critique qui pourraient émaner aussi bien de la population entière, des emplois totaux, des emplois qualifiés, des emplois du secteur des services aux entreprises *etc.*

A l'échelle de villes moyennes, on ne devrait pas observer de facteurs de blocage liés à l'apparition de « déséconomies » d'agglomération. La compétence de la main d'œuvre, notamment l'importance du bassin de main d'œuvre cadre a été identifiée dans d'autres recherches comme jouant un rôle important (Léo & Philippe, 1998 & 2007). La diversité des activités composant les blocs moteurs peut aussi être envisagée, de même que l'importance et la variété des services aux entreprises (Léo & Philippe, 2005). Enfin, la proximité d'une métropole peut constituer un atout par l'accès aux services de cette métropole qui s'en trouve facilité et par l'opportunité d'attraction d'activités cherchant à se relocaliser depuis cette métropole. Ce facteur distance est cependant ambivalent car la proximité peut aussi constituer un handicap en empêchant tout développement autonome des services aux entreprises.

Au niveau des 51 aires urbaines ayant entre 100 000 et 300 000 habitants, la première variable explicative du dynamisme du bloc moteur est le taux d'emplois de haut niveau (cadres et dirigeants) dans l'ensemble du secteur des services marchands aux entreprises de l'aire urbaine. La relation (2) obtenue par régression s'écrit :

$ACRMOT(82-99) = 2,253 TCS(82) + 0,0166 DIV(82) - 0,343 RETEMP(82) + 0,553$				
F=	27,58	20,50	2,96	47,00
Prob>F=	<0,0001	<0,0001	0,0920	<0,0001
R ² partiel =	0,428	0,150	0,025	-
				R ² = 0,603
				F=23,81 (p>F : <0,0001)

Avec :

ACRMOT (t1-t2) = emplois moteurs en t2/emplois moteurs en t1,

TCS(t1) = Cadres et dirigeants des services aux entreprises en t1/emplois du secteur en t1.

DIV(t1) = Nombre de secteurs (sur les 21 définis par le RESER, 1998) ayant une représentation relative au moins égale à 95 % de la moyenne nationale (en t1).

RETEMP(t1) = ratio du nombre de retraités par emplois en t1.

La première variable explicative (le taux de cadres dans les services aux entreprises) avait déjà été identifiée comme centrale pour les plus grandes villes. Elle joue donc également pour les villes moyennes mais avec un coefficient beaucoup plus élevé (2,3 contre 1,6). A y regarder de près, cet indicateur ne concerne ni l'importance du nombre de cadres et dirigeants, ni celle du secteur des services aux entreprises ni même l'importance des services supérieurs (ingénierie et conseils), mais la proportion d'emplois de l'ensemble de ce secteur²⁶ qui sont de haut niveau de qualification ou de responsabilité. C'est donc plus le contenu en compétences d'un secteur particulier qui compte pour le développement de l'ensemble des activités motrices, et donc de l'ensemble de l'économie, des aires urbaines. Il n'y a là rien d'étonnant dans le contexte actuel et nombre de responsables locaux sont conscients de l'importance de la ressource humaine pour développer un territoire. Fait significatif cependant, cela concerne les seuls services aux entreprises qui jouent un rôle transversal que l'on peut qualifier de tissu conjonctif, pour l'ensemble de l'économie locale.

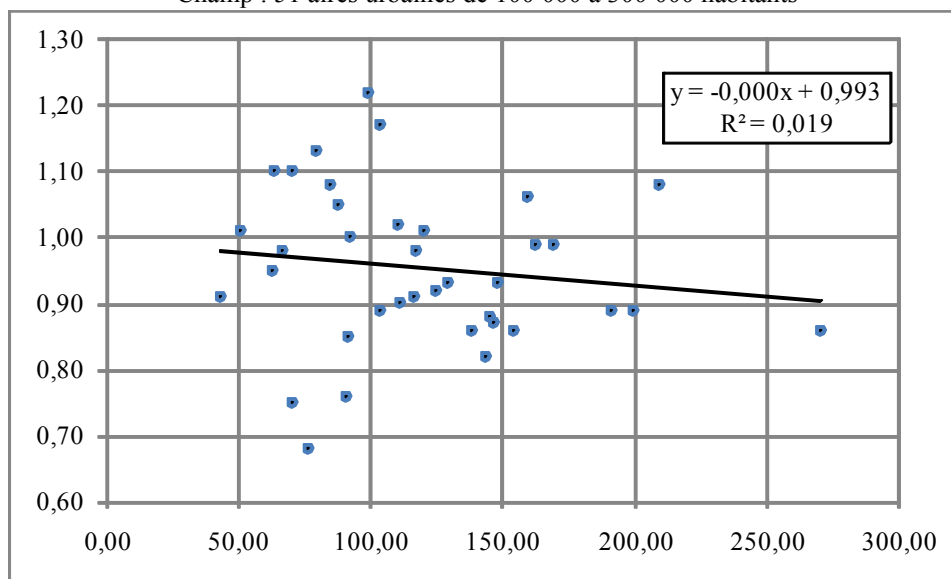
Il est à noter que la composition sectorielle initiale ne joue pas comme facteur de premier plan et n'est pas du tout retenue par la régression, comme ne le sont aucun indicateur de taille, ni aucun indicateur concernant la distance à une des principales métropoles françaises²⁷. Le graphique n° 2-5 illustre l'absence de relation entre distance à une métropole et développement des emplois moteurs. Un résultat semblable peut être obtenu avec l'accroissement de l'emploi total ou même avec celui de la population. Il est probable, d'une part, que l'effet de la proximité est très mal résumé par le seul critère de la distance kilométrique et que, d'autre part, cette variable peut jouer tantôt comme un atout, tantôt comme un handicap.

²⁶ Secteur défini ici au sens large : il regroupe, outre les services marchands aux entreprises (opérationnels ou de conseil), la recherche, les transports et communications, les commerces de gros, les activités consulaires et syndicales et les représentations étrangères.

²⁷ Les 9 premières métropoles ont été retenues : Paris, Lyon, Marseille, Lille, Nice, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Strasbourg.

GRAPHIQUE N° 2-5 :
Distance (en km) à la métropole la plus proche (en abscisses) et évolution des emplois moteurs de 1982 à 1999 (en ordonnées)

Champ : 51 aires urbaines de 100 000 à 300 000 habitants



Données : INSEE, RGP 1982 et 1999

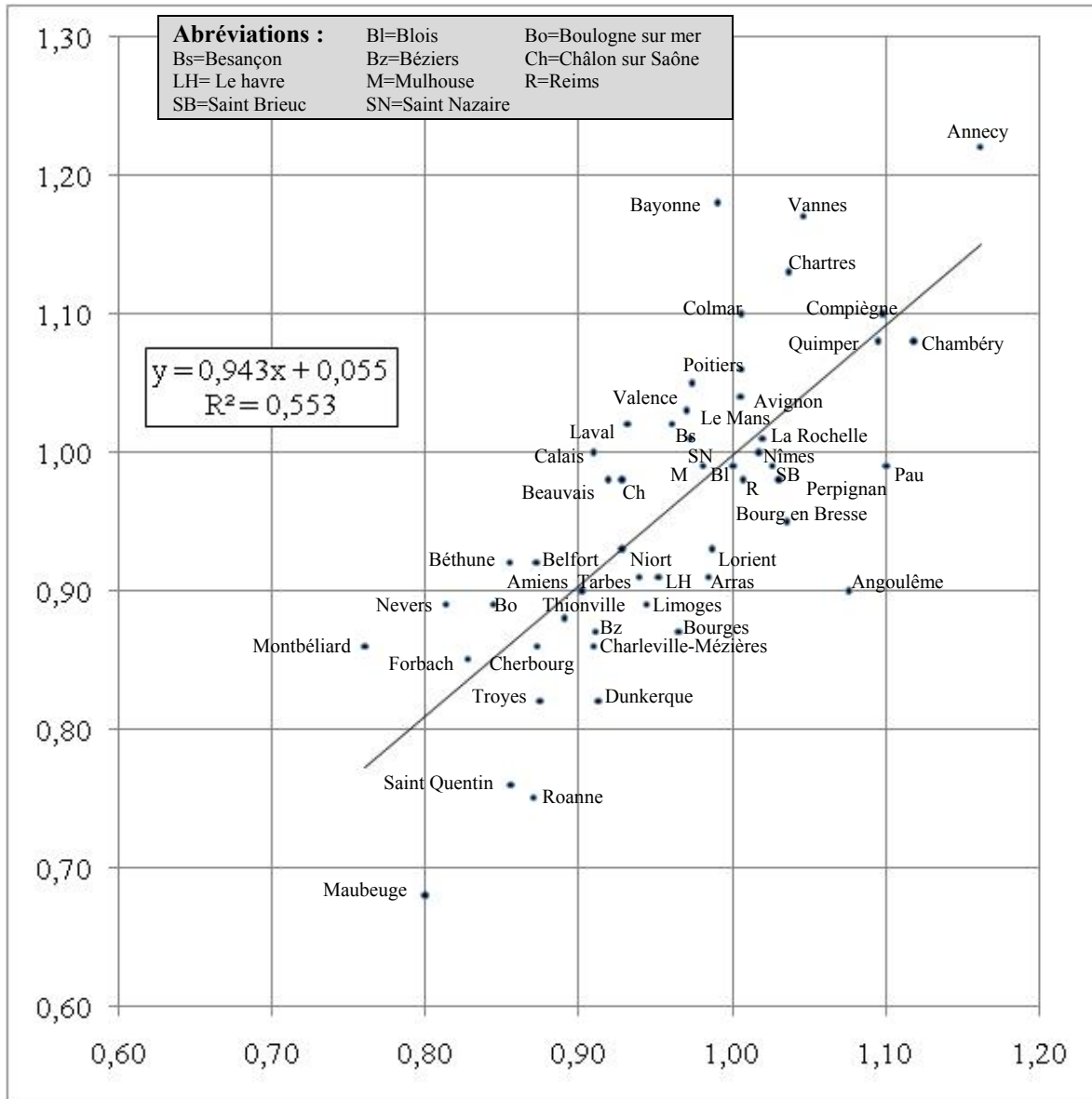
Le second facteur retenu par la régression concerne la diversité de l'ensemble de l'économie de la ville moyenne : il s'agit du nombre de secteurs d'activité présents dans l'aire urbaine avec un poids d'au moins 95 % du poids moyen national. Ce décompte est établi selon la nomenclature retenue par le RESER (1998) avec 21 postes qui détaillent les activités tertiaires, le secteur manufacturier étant regroupé au sein d'une seule rubrique.

Une troisième variable est retenue par la régression et elle joue négativement : le ratio de retraités par emploi. On pouvait penser que ce ratio qui exprime une charge au niveau d'un pays pouvait exprimer un avantage pour un plus petit territoire où la présence de nombreux retraités pouvait être une source de revenus de transfert supplémentaires. Il paraît en effet légitime de considérer qu'il s'agit là d'un élément de type « basique » contribuant à dynamiser les activités « induites », commerces, services à la population, utilités, bâtiment *etc.* Il semble bien qu'il n'en soit rien au niveau des villes moyennes et que cet effet positif, qui doit bien exister pourtant, se trouve plus que contrebalancé par les conséquences négatives du vieillissement général de la population qui en est la conséquence.

Il est intéressant de noter que la relation obtenue n'est pas utilisable au niveau des métropoles où, mis à part le premier facteur, ce sont d'autres variables qui entrent en jeu pour expliquer le dynamisme des blocs moteurs (Léo & Philippe, 2007). Le graphique n° 2-6 montre comment se répartissent les 51 villes moyennes en fonction du dynamisme tel qu'il est calculé par la relation (2) et du dynamisme effectivement observé du bloc moteur. Cette représentation graphique montre d'une part la qualité générale de la relation et d'autre part, qu'une partie (40 % de la variance) des dynamismes demeure inexpliquée par cette relation qui semble notamment sous-estimer la croissance de certaines des villes les plus dynamiques (Annecy, Vannes, Bayonne et Chartres) et surestimer les possibilités dynamiques d'autres, parmi les moins bien dotées (Maubeuge, Saint Quentin, Roanne et Dunkerque).

GRAPHIQUE N° 2-6 :

Valeurs calculées selon la régression (2) (en abscisses) et observées (en ordonnées) de l'évolution de 1982 à 1999 des emplois moteurs pour les 51 aires urbaines de 100 000 à 300 000 habitants.



Cette analyse porte à notre sens plusieurs messages importants : d'abord, au niveau des villes moyennes comme à celui métropoles urbaines, l'économie du savoir et de la connaissance est essentielle pour le développement futur. Les villes qui ont suffisamment d'emplois de haut niveau au sein de leurs services aux entreprises sont capables de bien développer leur bloc économique moteur, celles qui n'en disposent pas souffrent d'un handicap certain. Le second enseignement que l'on peut tirer de cette analyse est la taille modeste ne paraît pas constituer un obstacle majeur à la croissance des villes moyennes. Le troisième point concerne le secteur des services aux entreprises qui apparaît, comme pour les métropoles, être un élément clef du développement économique des villes moyennes et qu'il serait contre-productif d'essayer de contourner. Une quatrième conclusion est que rien n'interdit aux villes moyennes de développer des compétences dans des domaines particuliers et plus traditionnels comme la logistique ou le commerce de gros. Plus que les spécialisations sectorielles dans les services

aux entreprises, c'est l'intensité en savoir-faire qu'ils représentent qui aura un effet déterminant. Enfin, qu'il faut tenir compte de l'économie globale de la ville qui joue un rôle important dans son dynamisme : éviter une trop grande concentration et spécialisation des activités économiques et ne pas privilégier l'attraction de retraités qui risque de se faire au détriment de l'emploi.

Conclusion

Au terme de ce premier travail, il nous paraît utile de revenir sur un certain nombre de résultats et d'observations effectués. L'importance des services aux entreprises ressort assez clairement de l'ensemble de nos analyses. Si nous effectuons un retour sur la définition que nous avons proposée pour les villes moyennes, force est de constater que bien souvent elles connaissent les mêmes problèmes que les plus petites des métropoles. Ceci provient sans doute du recours un peu arbitraire à des tranches de taille comme délimitation de ces deux types de villes. Des travaux antérieurs ont montré que bien des « métropoles » régionales françaises restaient sous développées en ce qui concerne leurs fonctions métropolitaines, ce qui, selon la logique de notre définition, devrait les faire ranger parmi les villes moyennes.

Au niveau des villes moyennes étudiées, il paraît clair que très peu d'entre-elles peuvent prétendre devenir progressivement de petites métropoles. L'évolution générale tend plutôt à confiner ces villes moyennes dans des profils de centre de production ou de centre administratif. L'évolution vers le profil de centre de villégiature paraît une autre opportunité qui ne concerne cependant que très peu de ces villes. En dynamique, il est intéressant de noter que la taille urbaine en elle-même ne constitue pas un blocage. La dotation en qualifications de haut niveau dans les services aux entreprises apparaît comme le principal facteur de dynamisme alors même que ce type de villes a justement des difficultés pour les attirer ou les retenir. C'est sans doute à ce niveau que les politiques de développement urbain auront à faire porter leurs efforts. Autre constat qui vient conforter cette nouvelle analyse, il semble bien qu'une nouvelle phase du développement spatial du tertiaire soit en train de s'amorcer : le pôle parisien paraît avoir du mal à absorber tous les nouveaux emplois qu'il peut créer et il devient la source d'une décentralisation tertiaire vers d'autres villes et d'autres régions. Toutes les villes moyennes n'en bénéficient pas, notamment celles de l'est et du nord de la France. Cette amorce de décentralisation s'accompagne aussi d'un filtrage des activités, le pôle conservant et continuant à attirer les activités les plus intenses en connaissance et en qualifications de haut niveau. Dans cette perspective, les possibilités de croissance des villes moyennes paraissent bien limitées et la mise en place de politiques d'accompagnement pourrait s'avérer nécessaire pour consolider le tissu urbain français.

3-LES CAS D'AVIGNON, GRENADE, LJUBLJANA ET TARBES

Notre objectif est ici d'étudier plus en profondeur quatre cas de villes moyennes. Le choix de ces villes a été guidé, outre les raisons d'opportunité, par le fait qu'il s'agit de villes suffisamment éloignées d'une grande métropole pour ne pas être prises dans la dynamique propre de celle-ci. En outre, le cas de Ljubljana est intéressant car, à la différence des trois autres, il s'agit d'une capitale nationale ce qui doit avoir, *a priori*, des conséquences pour le développement des services. Grenade dispose d'une économie assez diversifiée, tandis qu'Avignon et Tarbes sont plus spécialisées. En termes de dimension démographique, Avignon se situe à la limite supérieure que nous avons fixée aux villes moyennes étudiées, tandis que Tarbes se trouve près de la limite inférieure. Nous présentons ci-après les quatre études monographiques conduites sur ces quatre villes par les différentes équipes du RESER associées dans cette recherche pour proposer en 5^{ème} partie une mise en perspective de ces observations les unes par rapport aux autres et par rapport à la problématique générale de la recherche.

3.1 – Avignon, une quasi-métropole en mal de fonctions directionnelles

Avignon est le siège de la Préfecture du département du Vaucluse. Cette ville a exercé un temps et il y a longtemps un rôle international de premier plan en tant que siège temporaire de la Papauté au XIV^{ème} siècle. De cette époque, la ville a conservé un patrimoine architectural assez exceptionnel qui demeure un des principaux facteurs d'attraction touristique et culturel de la ville. Le festival de théâtre qui anime chaque été la cité exploite et valorise cette richesse architecturale. Le Vaucluse possède 500 monuments historiques dont 120 dans la seule commune d'Avignon. Avignon accueille 4 millions de visiteurs chaque année mais cette richesse a aussi un coût car le secteur sauvegardé d'Avignon (loi Malraux) qui représente 173 hectares, a contribué comme la culture, au surendettement de la commune.

L'implantation de la cité, au confluent du Rhône et de la Durance, favorable à la défense au moyen-âge, a constitué aussi par la suite un avantage économique certain car cela positionnait la ville au carrefour de grandes voies de communication : la vallée du Rhône, axe nord-sud et la vallée de la Durance qui offre un débouché à toute une partie des vallées alpines. Cette position correspond en outre vers le sud à l'évasement de la vallée du Rhône qui ainsi peut ouvrir l'accès à l'ouest vers les plaines du Languedoc, puis l'Espagne et à l'est vers la Provence puis l'Italie.

Cette situation privilégiée sur les axes de transport nationaux et européens s'est traduite pour Avignon par l'implantation d'infrastructures routières et ferroviaires significatives (gare centrale, gare TGV, gare de marchandises, connexion ferrée du Marché d'Intérêt National, autoroutes A7 et A9) et constitue un facteur favorisant la localisation de nombreuses entreprises, notamment commerciales. La ville dispose aussi d'une desserte aérienne avec l'aéroport d'Avignon-Caumont (aérodrome d'affaires actif auquel s'ajoutent en été 4 lignes « *low-cost* » saisonnières avec le Royaume-Uni) et d'un port fluvial sur le Rhône au Pontet. Les grandes liaisons internationales sont accessibles via les aéroports de Nîmes-Garons (30 km par l'A9), Montpellier-Fréjorgues (85 km par l'A9) et surtout de Marseille-Provence (65 km par autoroute). Le terminal containers du golfe de Fos est à 80 km (par autoroute puis voie rapide) et celui du port autonome de Marseille à 80 km (par autoroute).

Par contre, sur le plan du développement urbain, la ville a dû affronter le contexte très particulier dû aux limites imposées par les deux grands fleuves dont le franchissement nécessitait des ouvrages importants. Aux frontières naturelles se sont ajoutées celles établies par les hommes : l'agglomération d'Avignon s'est aujourd'hui développée à cheval sur trois départements, Vaucluse, Bouches du Rhône et Gard, eux-même ressortant de deux régions différentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. Cette particularité administrative mérite d'être soulignée car elle est unique en France et résulte du ralliement tardif du Comtat Venaissin à la République(1794) après la constitution des départements et la mise en place « rationnelle » des sièges préfectoraux. Cette situation a longtemps constitué une difficulté particulière pour le développement de la ville en raison de la multitude d'acteurs administratifs responsables. Cette difficulté est aujourd'hui mieux gérée grâce à la loi du 12 juillet 1999 qui a rendu possible la création de la communauté d'agglomération du Grand Avignon qui regroupe une douzaine de communes de l'aire urbaine (Gard et Vaucluse).

3.1.1 - La Ville et son extension

L'aire urbaine d'Avignon définie par l'INSEE en 1999 comporte 44 communes et couvre une superficie de 877 km². La population qui y réside peut être évaluée au 1^{er} juillet 2005 à environ 310 000 personnes²⁸ ce qui situe clairement la ville parmi les « grandes » villes moyennes de notre champ d'étude. L'agglomération, définie par la continuité du bâti observée en 1999 délimitait un pourtour plus étroit de 22 communes où la densité de la population est sensiblement plus élevée.

Tableau n° 3.1-1 : Superficie, densité et évolution de la population selon le niveau d'analyse.

Avignon :	Superficie (km ²)	Population			Densité	
		1990	1999	2005*	1999	2005*
					(h/km ²)	
Commune	65	86 939	85 935	91 205	1327	1408
Communauté d'Agglomération	230	149 360	155 949	168 708	677	733
Unité urbaine (définition 99)	508	239 493	253 580	271 266	499	534
Aire urbaine (définition 99)	877	270 744	290 466	311 709	331	355
Part de l'AU située hors UU d'Avignon	369	31 251	36 886	40 443	100	110

*Valeurs estimées au 1^{er} juillet

Source : INSEE RGP 82,90 & 99, portail INSEE données locales

²⁸ L'INSEE fournit une estimation de la population de la commune d'Avignon au 1^{er} janvier 2005 (90 800 habitants) ainsi qu'au 1^{er} juillet 2005 pour cinq des plus grosses communes de l'aire urbaine (Carpentras, Châteaurenard, Le Pontet, Pernes les fontaines et Sorgues). Le souci d'homogénéité impose d'évaluer d'abord la population de la commune d'Avignon 6 mois après l'évaluation publiée, soit environ 91200 habitants, si les tendances passées se sont maintenues en valeur. La population a été recensée en 2004, 2005, 2006 et 2007 pour 30 autres communes de l'aire urbaine, autorisant une estimation fiable de leur population au 1^{er} juillet 2005. Restaient 8 communes représentant 13,2 % de la population de l'aire urbaine en 1999 et pour lesquelles aucune donnée récente n'était fournie. Elles ont fait l'objet d'une projection raisonnée à partir de l'évolution observée de 1990 à 1999 et d'un facteur de correction traduisant l'écart moyen observé pour les 36 autres communes entre cette méthode de calcul et les données estimées déduites de l'observation.

Le premier fait qui saute aux yeux est la croissance de la population qui peut être observée à tous les niveaux de l'aire urbaine. La commune centre faisait exception à cette règle et semblait avoir amorcé une dépopulation lente que les estimations les plus récentes ne viennent pas confirmer. La partie la moins urbaine de l'aire est aussi celle qui enregistre les croissances les plus rapides même si cette évolution semble se modérer un peu dans la période récente. Pour tous les autres découpages urbains d'Avignon, les estimations récentes montrent une accélération sensible de la croissance démographique depuis l'an 2000. Nous sommes donc en présence d'un phénomène urbain particulièrement dynamique et en extension géographique, ce qui justifie pleinement le niveau d'analyse de l'aire urbaine.

Si l'on remet en perspective cette croissance sur la longue période inter-censitaire (1982-1990-1999), on constate qu'effectivement l'aire urbaine d'Avignon a vu sa population croître plus rapidement que la moyenne des villes de plus de 100 000 habitants et que celle des villes moyennes. Par contre son dynamisme est moins marqué que l'ensemble des grandes villes de l'« Arc latin ».

Tableau n° 3.1-2 : Croissance de la population, des emplois et des retraités

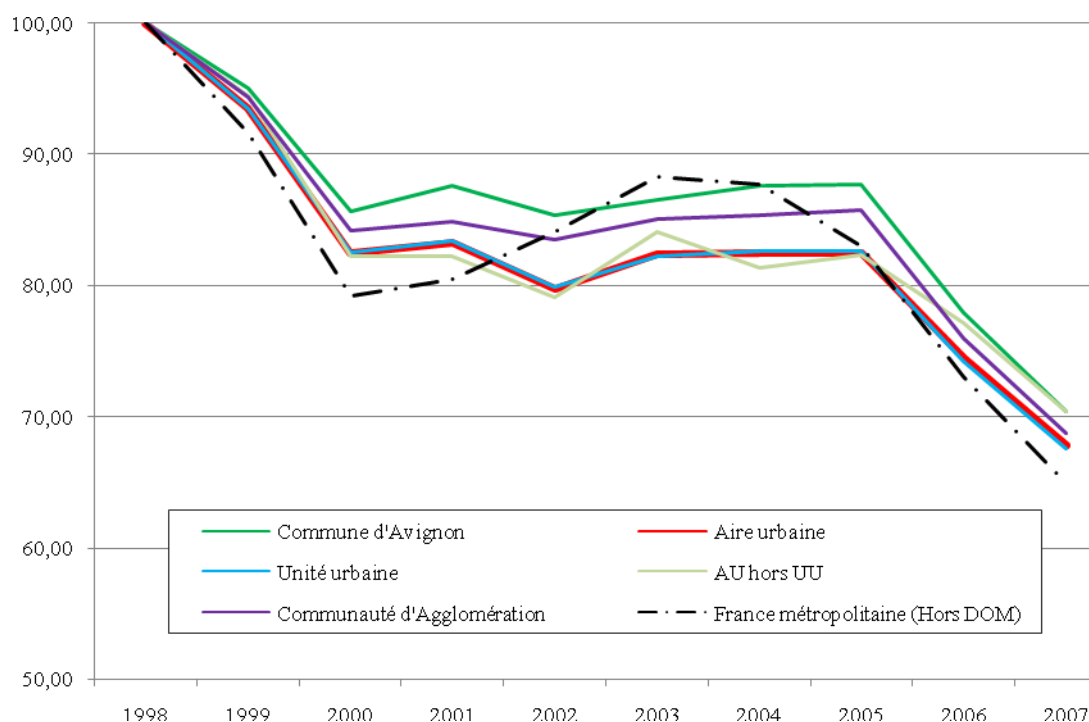
% d'accroissement :	Population			Emplois			Retraités		
	99/82	99/90	90/82	99/82	99/90	90/82	99/82	99/90	90/82
Avignon (AU-99)	+ 37,5	+ 24,3	+ 10,6	+ 14,3	+ 4,4	+ 9,5	+ 67,2	+ 28,4	+ 30,2
Ensemble des AU < 300 000 h. et > 100 000 h. en 99	+ 34,7	+ 24,9	+ 7,8	+ 10,2	+ 5,4	+ 4,6	+ 76,8	+ 35,5	+ 30,5
Ensemble des AU > 100 000 h. en 99	+ 37,0	+ 25,0	+ 9,6	+ 11,5	+ 4,3	+ 6,9	+ 74,0	+ 33,2	+ 30,6
Ensemble des AU > 100 000 h. en 99 « Arc Latin »	+ 46,5	+ 28,0	+ 14,4	+ 15,4	+ 5,9	+ 9,0	+ 82,2	+ 31,6	+ 38,5

Source : INSEE RGP 82,90 & 99

Le tableau n° 3.1-2 montre en outre qu'en ce qui concerne les emplois, Avignon s'est montré plus dynamique que la moyenne des villes de sa catégorie mais pas autant que la plupart des grandes villes du sud de la France. L'aire urbaine s'est montrée attractive pour l'emploi mais relativement moins pour les retraités qui ont vu leur nombre augmenter beaucoup plus vite dans les autres villes. Le point le plus préoccupant concerne le chômage qui est régulièrement plus élevé dans l'aire urbaine d'Avignon qu'au niveau national. En 1990, le recensement général y comptabilise un taux de chômage de 13,7 % (pour 10,8 % au niveau de la France hors DOM-TOM) et ce chiffre s'élève à 16,3 % en 1999 (pour 12,8 % en moyenne nationale). Cet indicateur est tout particulièrement concentré sur la commune d'Avignon où il atteint 21,3 % au recensement de 1999.

Le graphique n° 3.1-1 permet de suivre l'évolution du chômage depuis le dernier recensement. Il montre qu'Avignon suit globalement l'importante décline du chômage mais de façon amortie, ce qui semble traduire une moindre performance du marché du travail avignonnais par rapport au marché national. Fin 2007, la situation de l'emploi semble donc s'être moins bien améliorée pour les différentes zones d'Avignon que pour la moyenne nationale.

Graphique n° 3.1-1 : Evolution du nombre de chômeurs dans les différentes zones urbaines d'Avignon. (INSEE : demandes d'emploi non satisfaites au 31 décembre de chaque année, base 100 pour 1998)



La commune centrale (Avignon) apparaît relativement pauvre : elle concentre 70 % du logement social de l'agglomération soit 12 950 habitations HLM ; 61 % des ménages résidents y sont locataires (55 % en moyenne en France) ; la proportion de foyers non imposables est de 57,4 % à Avignon en 2004 contre 47,1 % pour la moyenne nationale. Cette pauvreté déteint sur l'ensemble de l'aire urbaine (51,6 %) et de l'unité urbaine (52,3 %) ; seule la part de l'aire urbaine située hors des limites de l'agglomération présente un ratio inférieur à la moyenne nationale (46,2 %). Cette caractéristique limite les rentrées fiscales des collectivités locales et a conduit à un surendettement dont la ville sort peu à peu grâce aux ressources fiscales procurées par les entreprises. Avignon est donc plutôt une ville avec des ménages pauvres : la classe moyenne s'est peu à peu localisée dans les communes périphériques tout en travaillant à Avignon et en utilisant les services de la commune sans pour autant participer à leur financement. La création de la communauté d'agglomération et la solidarité fiscale qui en découle a notamment pour but de remédier à cette situation mais son périmètre est loin de recouvrir celui de l'aire urbaine.

3.1.2 – Activités économiques

Le premier diagnostic établi sur les statistiques du chômage doit être complété et plus que nuancé par une analyse de l'évolution de l'emploi dans l'aire urbaine avignonnaise. Globalement, celle-ci s'avère plus dynamique que la moyenne nationale avec un taux de croissance des emplois salariés de 8,3 % de fin 2004 à fin 2006 selon les fichiers CLAP de l'INSEE, à comparer aux 6,5 % donnés par la même source pour le territoire de la France métropolitaine. Cet avantage dynamique n'est pas simplement conjoncturel car il vient confirmer une tendance de longue période observable dans les recensements généraux de la population : de 1982 à 1999 les actifs ayant un emploi ont progressé de 14,3 % en Avignon (aire urbaine) contre 6,6 % en moyenne nationale. Cet écart est plus important entre 1982 et 1990 (9,5 % contre 3,2) qu'entre 1990 et 1999 (4,4 % contre 3,3) mais il reste toujours dans le

même sens. Ce constat doit venir nous rappeler que l'analyse du marché du travail ne doit pas se limiter aux chiffres du chômage et qu'il a été souvent observé par le passé que les zones où les emplois progressent le plus rapidement sont aussi celles qui connaissent d'importants effectifs de demandeurs d'emploi, incités à rester sur place ou même attirés par la perspective d'y trouver plus rapidement du travail.

Une partie des causes de ce dynamisme de l'emploi peut être trouvée dans les grandes spécialisations que l'on trouve au sein de l'aire urbaine. Une analyse de type « structure-tendance » (plus communément appelée *shift & share*) montre en effet que les spécialisations de l'aire urbaine en 1982 permettent d'espérer un dynamisme global de l'emploi de 7,1 %, ce qui est déjà supérieur à la performance nationale de 6,6 % observable de 1982 à 1999. Cependant, ce calcul souligne aussi l'importance de l'effet d'attractivité exercé par l'aire urbaine d'Avignon sur l'emploi puisque l'emploi y a crû deux fois plus rapidement que par le jeu de ce seul effet de la composition sectorielle.

a) Les spécialisations du tissu économique avignonnais

La situation géographique d'Avignon est à l'origine de la plupart des spécialisations qui s'y sont développées : agriculture, commerce de gros et transport sont les piliers traditionnels de l'économie locale, auxquels viennent s'ajouter des fonctions de commandement administratif et d'attraction commerciale sur un territoire assez étendu.

La plaine du Comtat qui conjugue ensoleillement méditerranéen et facilités d'irrigation a depuis longtemps favorisé le développement d'une agriculture riche et qui a su défendre ses avantages en misant sur les cultures de primeur, sur la transformation industrielle ou sur la valorisation par la qualité. L'activité agricole perdure aujourd'hui et constitue encore fin 2006 une des grandes spécialisations qui peuvent être observées au niveau des emplois et au sein même de l'aire urbaine. Le second pôle de spécialisation concerne le commerce de gros et d'intermédiation qui a certainement profité de l'avantage de localisation offert par un point d'éclatement du trafic. Comme le montre le tableau n°3.1-3, cette activité continue de se développer plus vite qu'au niveau national, confirmant la vocation de transit de l'aire urbaine d'Avignon. Le troisième point fort moteur de l'aire urbaine continue aussi de se renforcer : il s'agit des transports et communications mais l'activité de ce secteur se développe surtout autour des activités d'exécution au détriment des activités supérieures de planification et d'organisation du fret. Le développement touristique explique pour une large part celui du secteur hôtelier qui apparaît comme un point fort secondaire d'Avignon. Enfin, l'analyse des moteurs économiques amène à souligner deux domaines de spécialisation manufacturière qui sont en perte de vitesse (secteur agro-alimentaire et céramique) ainsi que le retard accumulé dans le développement des services de conseil-études et de la recherche. Le secteur informatique ne compte que 406 salariés au 31 décembre 2006 alors qu'il « devrait » en compter 1775 s'il était autant développé qu'au niveau national. De même, le secteur de la publicité et des études de marché reste notoirement sous dimensionné (462 salariés contre 694 à proportion de la France). S'agissant de la recherche, il faut tenir compte de sa spécialisation autour de l'agro-biologie qui en fait un pôle national ; l'évolution qu'elle connaît reste cependant un sujet de préoccupation.

Un certain nombre d'activités induites par la population sont significativement sur-représentées dans l'aire urbaine témoignant d'un rayonnement local de la ville qui bénéficie des fonctions de centralité et de commandement administratif sur une zone plus étendue : le secteur du commerce de détail, très développé, est le principal bénéficiaire de cet hinterland large, de l'accessibilité et de l'attractivité touristique de la ville. L'administration publique, le

secteur de la santé et l'enseignement servent à l'évidence un bassin de peuplement plus large que celui de la seule aire urbaine. Il faut par contre souligner la relative faiblesse des emplois de services aux particuliers et surtout des services sociaux et collectifs dont pourtant la pauvreté de la population aurait pu susciter le développement. L'importance du secteur associatif recèle sans doute l'explication mais son contenu est *a priori* très hétérogène sans qu'il soit possible d'en préciser le détail.

Tableau n° 3.1-3 : Emplois salariés* de l'aire urbaine d'Avignon selon le secteur d'activité

	Effectif salarié 31-12-2006	Quotients de localisation**		Evolution 2004-2006 (%)	
		31-12-2006	31-12-2004	AU Avignon	France
1) Moteurs économiques					
Agriculture	1906	178,4	153,7	+ 26,3	+ 7,0
Mines, extraction	131	47,2	46,5	+ 7,4	+ 4,0
Industries de transf.	11 285	64,0	66,8	- 1,5	+ 1,1
dont :					
<i>Ind. Agro-alimentaires</i>	3583	122,4	131,2	- 1,6	+ 3,6
<i>Verre, Mat. Constr., céramiques</i>	2189	329,8	362,7	- 8,3	- 0,9
Transport, communi.	9373	113,9	113,2	+ 22,8	+ 18,9
dont :					
<i>organisation du fret</i>	692	117,2	144,5	- 11,2	+ 7,7
Commerce de gros & intermédiaires	6761	128,3	133,0	+ 8,7	+ 8,5
Hôtellerie, rest.	4725	107,9	108,6	+ 6,0	+ 8,0
Conseils & études	4971	68,6	66,2	+ 31,8	+ 9,4
dont :					
<i>Informatique</i>	406	22,9	25,5	+ 16,7	+ 28,0
<i>Ingénierie</i>	1388	85,7	88,4	+ 21,0	+ 22,7
<i>Service professionnels</i>	1784	89,5	90,6	+ 17,4	+ 16,8
<i>Publicité, marketing</i>	462	66,5	57,0	+ 37,5	+ 15,7
<i>Administration d'entreprises</i>	931	79,7	57,8	+ 55,4	+ 10,8
Serv. opérationnels	3970	94,0	101,0	+ 25,8	+ 19,5
Recherche	648	84,3	98,6	- 6,4	+ 7,6
2) Activités dépendant de la population					
Bâtiment, génie civil	7881	107,2	105,6	- 1,5	+ 1,1
Utilités (Eau, gaz,..)	1741	98,4	93,6	+ 7,8	+ 5,3
Commerce de détail	13 705	129,6	131,6	+ 12,3	+ 5,0
Services aux partic.	1960	72,6	76,6	+ 14,7	+ 13,5
Immobilier	1798	92,4	91,3	+ 3,2	+ 7,0
Banques, assurances	3004	79,3	66,9	+ 15,3	+ 12,0
Enseignement	8979	103,3	99,9	- 2,8	- 7,6
Santé	9159	113,2	113,4	+ 8,2	+ 6,6
Services sociaux ou collectifs	5516	87,4	89,4	+ 12,3	+ 12,9
Administr. publique	14 442	114,4	110,1	+ 5,7	- 0,0
Associations & extra-territorial	2561	163,6	191,6	- 6,4	+ 7,8
Ensemble	114 516	100,0	100,0	+ 8,3	+ 6,5

*Source : INSEE, CLAP2006 & 2004, cette source ne comptabilise ni les emplois non-salariés ni les emplois intérimaires
L'évolution 2004-2006 est fournie sous toutes réserves car 2004 est la première année de publication de cette source.

**Le quotient de localisation compare le poids relatif d'une activité dans un territoire avec celui d'un territoire de référence (ici la France métropolitaine, hors DOM-TOM). Une valeur de 100 indique une pondération identique, une valeur inférieure une sous-représentation et une valeur supérieure à 100 une sur-représentation de l'activité concernée dans le territoire étudié.

L'activité du commerce de détail se répartit en 2 grandes zones :

- l'hyper centre concentre 20 % des locaux et est marqué par l'importance de l'équipement de la personne et plus précisément de l'habillement (64 % des commerces de l'hyper centre). Mises à part les enseignes de prestige localisées dans les trois rues principales (rue de la République, rue Joseph Vernet et rue Saint Agricole), l'appareil commercial de l'hyper centre est en mauvaise posture et souffre de la concurrence des commerces de la périphérie. De nombreux magasins du centre historique sont fermés ou cherchent un **nouvel exploitant**. Cette évolution est préoccupante car c'est l'un des principaux atouts de l'attraction touristique de la cité qui se trouve ainsi affecté.
- Le péricentre et les quartiers périphériques (respectivement 27 et 30 % des locaux) présentent une offre très focalisée sur le domaine alimentaire. Les trois grands pôles commerciaux (Avignon Nord Le Pontet, Avignon Cap Sud, Avignon Courtine) situés dans la périphérie sont tous organisés autour d'une grande enseigne alimentaire. Les zones commerciales autour de ces enseignes sont centrées sur l'équipement de la personne.

b) Les zones d'activité d'Avignon

L'agglomération regroupe 14 823 entreprises, 810 hectares de zones économiques dont 25 % de zones commerciales sur 22 319 hectares de superficie totale. Ces espaces sont dynamiques : la création de bureaux et d'espaces tertiaires atteint 10 000 m² par an.

L'agglomération dispose de 4 zones d'activités :

- Pôle d'activité de Fontcouverte. Historiquement, c'est le premier pôle de développement économique mis en œuvre en 1965 pour permettre aux entreprises localisées auparavant à l'intérieur des remparts de se redéployer. Ce pôle offre une excellente localisation géographique avec un accès rapide à l'autoroute A7, à l'aéroport et au port fluvial. La circulation et le repérage des activités est facile. Sur la surface du pôle de 45 hectares sont localisées 220 entreprises occupant 2800 salariés essentiellement dans la distribution interindustrielle, commerce de gros et petite industrie. A cette zone peut être rattaché le marché d'intérêt national qui a peu à peu perdu sa spécificité de marché de produits agricoles frais pour devenir un espace commercial (libre service de gros) et de services (banques, assurances, formation professionnelle).
- La zone d'activité de Courtine, créée en 1971, a souffert pendant longtemps de son enclavement entre Rhône et Durance. L'arrivée du TGV en juin 2001 a amélioré son accessibilité via le TGV mais les problèmes de connexion routière demeurent. La voie de contournement est-ouest de la ville (Liaison Est-Ouest, dite LEO) résoudra ces difficultés lorsqu'elle sera mise en service. Cette voie rapide est en construction pour la moitié de sa longueur mais le financement de la deuxième moitié qui permettra le franchissement du Rhône vers le Languedoc est actuellement suspendu. L'autre grand projet logistique concerne le raccordement ferroviaire de la gare TGV à celle du centre ville (liaison baptisée la virgule ferroviaire) : il a été inscrit au contrat de plan Etat – Région PACA pour une mise en service prévue dès 2010. Près de 300 entreprises sont localisées sur cette zone dont près de la moitié sont des activités de services, 39 % des commerces et 11 % des industries. Ces entreprises emploient 4500 salariés. La levée du plan de

prévention des risques d'inondation en mars 2006 a donné lieu à l'éclosion de nouveaux projets d'immeubles de bureaux, d'hôtels, de commerces et de cinémas, suscités par la proximité de la gare TGV (3 millions de passagers par an, 60 liaisons TGV par jour) et par l'anticipation du décloisonnement routier par la Liaison Est-Ouest.

- Le technopôle d'Agroparc a été créé en 1999. Si son démarrage a été progressif et lent, on recense actuellement 290 organisations privées et publiques présentes sur le site et employant 7000 personnes. La vocation technopolitaine est incarnée par la présence de 6 centres de recherche public et privés, 11 organismes de formation (lycée, IUT, université) et une pépinière d'entreprises hébergeant 90 entreprises en démarrage. Ce technopôle est situé tout près de l'aéroport et de l'autoroute A7. Cette facilité d'accès, le cadre paysager soigné et la réorientation depuis 2003 vers l'immobilier de bureau explique la forte croissance de cet espace d'entreprises qui séduit les activités tertiaires et un certain nombre de sièges sociaux s'y sont implantés : siège mondial de Lafarge Plâtre, siège de la Banque de France Vaucluse, de la communauté d'agglomération du grand Avignon, de Mc Cormick-Ducros, Philagro France. L'orientation agroalimentaire se retrouve dans les activités de production (Naturex), de recherche (INRA) et dans le Pôle de compétitivité européen d'innovation des fruits et légumes (PEIFL).
- Une zone franche urbaine a été créée par l'Etat en 2006 sur une partie des quartiers Monclar, Saint Chamand, Croix des Oiseaux, Barbière et Croix Rouge caractérisés par une population de 10 000 habitants, un très fort taux de chômage, une proportion importante de jeunes de moins de 25 ans et un taux élevé de non diplômés. Cette zone a connu un démarrage lent dû notamment à la faiblesse de l'offre de locaux professionnels. La ville a donc entrepris la reconversion de plusieurs bâtiments et la construction de nouveaux pour offrir des ateliers et des bureaux. Une centaine d'entreprises sont maintenant implantées, essentiellement de très petites entreprises de services à la personne et d'artisanat.

L'état des lieux qui vient d'être effectué décrit la situation actuelle au mieux des statistiques les plus récentes disponibles. Une mise en perspective sur le long terme (utilisant les recensements de 1982, 1990 et 1999) vient utilement renforcer certains diagnostics et montrer des tendances profondes à l'œuvre au sein du système productif de l'aire urbaine avignonnaise.

Le Tableau n° 3.1-4 montre, en effet, que les grands points forts identifiés sur les données de fin 2006 étaient déjà bien développés il y a une vingtaine d'années. Le développement touristique et celui de la recherche paraissent cependant plus récents et ont connu une croissance soutenue durant le dernier quart du 20^{ème} siècle. Les données des recensements qui comptabilisent tous les emplois, salariés ou indépendants viennent apporter une nuance au diagnostic de faiblesse porté sur le secteur des conseils et études dont la situation ne paraît pas aussi dramatique qu'au vu des seules données sur les emplois salariés. Sans doute ce secteur est-il plus éclaté en petites entreprises dans l'aire urbaine d'Avignon qu'il ne l'est en moyenne. Les recensements confirment cependant le retard du développement du secteur informatique, que son sur-dynamisme local est loin de suffire à combler. L'évolution de 1982 à 1999 montre en outre un déficit de croissance significatif dans le domaine des conseils pour les affaires et la gestion. Ce secteur a vu ses effectifs quasiment quadrupler (+ 292,7 %) au

niveau national tandis qu'en Avignon ceux-ci ont moins que triplé (+ 176,5 %) ; tous les autres secteurs de conseil ont crû plus rapidement qu'en moyenne.

Tableau n° 3.1-4 : Emplois de l'aire urbaine d'Avignon selon le secteur d'activité, évolution de 1982 à 1999

	Actifs ayant un emploi (1999)	Quotients de localisation			Evolution 1982-1999 (%)	
		1982	1990	1999	AU Avignon	France
1) Moteurs économiques						
Agriculture	6312	121,8	128,8	143,0	- 32,3	- 46,3
Mines, extraction	239	59,0	56,4	114,8	- 33,6	- 68,2
Industries de transf.	12 362	61,5	69,4	68,7	- 11,3	- 25,1
Transport, communi.	6946	104,1	102,9	101,5	+ 15,3	+ 10,3
Commerce de gros & intermédiaires	6628	152,1	139,3	133,0	- 3,4	+ 2,9
Hôtels, cafés, restaur.	3988	88,9	97,4	106,7	+ 69,0	+ 31,3
Org. Consulaires etc	404	122,0	119,9	122,5	+ 21,7	+ 13,0
Conseils & études	3732	94,8	94,0	75,2	+ 97,7	+ 132,2
dont :						
<i>Informatique</i>	422	31,7	47,9	44,5	+ 859,1	+ 536,9
<i>Ingénierie</i>	862	95,8	89,2	98,5	+ 72,4	+ 56,2
<i>Architectes</i>	243	105,6	125,7	104,7	+ 10,5	+ 3,9
<i>Conseils juridiques</i>	584	102,0	133,4	92,6	+ 22,7	+ 26,0
<i>Publicité (création)</i>	294	87,2	72,6	90,7	+ 75,0	+ 56,7
<i>Conseils en Gestion</i>	1327	103,5	104,3	67,9	+ 176,5	+ 292,7
Autres serv. aux entr.	4588	82,7	85,5	91,5	+ 235,4	+ 182,5
Recherche	640	67,5	134,5	98,8	+ 158,1	+ 64,4
Organis. Etrangères	9	0,0	10,2	11,0	NS	+ 22,5
2) Activités dépendant de la population						
Bâtiment, génie civil	6422	121,0	112,4	104,2	- 30,7	- 25,0
Utilités (Eau, gaz,..)	1658	138,7	118,3	119,9	- 3,8	+ 3,7
Commerce de détail	10 854	129,4	133,3	130,6	+ 9,1	+ 6,9
Services aux partic.	4619	107,2	92,7	95,9	+ 26,1	+ 31,3
Immobilier	1199	86,0	81,3	92,7	+ 42,1	+ 22,8
Banques, assurances	2970	84,3	93,5	93,5	+ 24,8	+ 4,9
Enseignement	8119	111,3	112,6	104,0	+ 38,5	+ 38,1
Santé	7712	114,6	106,7	109,1	+ 28,1	+ 25,4
Services sociaux	7190	76,8	77,5	96,7	+ 145,9	+ 82,1
Administr. Publique	9601	113,8	101,0	100,8	+ 24,8	+ 31,4
Ensemble	106 192	100,0	100,0	100,0	+ 14,3	+ 6,6

*Source : INSEE, RGP 1982, 1990 & 1999

S'agissant des activités liées à la population, le commerce de détail est le seul secteur à voir son importance se renforcer. Une telle dynamique s'explique vraisemblablement par le développement touristique qui a caractérisé la période mais aussi par l'attractivité de la position géographique. Les autres piliers du commandement local (enseignement, santé et administration publique) voient leur spécificité s'éroder au cours des vingt dernières années du siècle, ce qui semble indiquer que cette fonction de commandement local compte de moins en moins dans le développement économique de la ville.

c) Un tissu économique attractif et se diversifiant

L'attractivité de l'aire urbaine d'Avignon est manifeste sur la période 1982-1999. Elle concerne un grand nombre d'activités (14 sur les 21 de la nomenclature d'analyse) et notamment des activités ressortant typiquement du bloc moteur sur lequel un territoire peut compter pour assurer sa croissance en longue période (agriculture, industries extractives, industries de transformation, transports, hôtellerie, recherche, services aux entreprises). Un point faible de cette évolution doit cependant être souligné : Avignon a du mal à attirer certaines activités supérieures des services marchands aux entreprises dans le secteur informatique et surtout dans celui des conseils en gestion. Si elle se poursuit, cette tendance peut à terme fragiliser l'avantage dynamique dont a bénéficié l'emploi de cette aire urbaine sur toute la période étudiée car ces deux secteurs jouent incontestablement un rôle de premier plan dans la constitution de l'environnement économique local des entreprises.

Si l'on cherche à faire le bilan des différentes périodes étudiées, le constat qui s'impose est que l'économie d'Avignon s'est diversifiée régulièrement, prise dans son ensemble. Au niveau des 21 secteurs d'analyse, le nombre de ceux que l'on peut considérer comme correctement représentés dans l'aire urbaine d'Avignon s'accroît de période en période, quel que soit le seuil retenu (12 en 1982 ont un quotient de localisation supérieur à 90, 15 en 1990 et 18 en 1999 ; au seuil de 95 ce sont 11, puis 12 puis 15 activités qui peuvent être retenues). Ce mouvement de diversification du tissu économique local est également sensible au niveau de l'indicateur d'équilibre qui compare la répartition des activités en Avignon et au niveau national : l'écart absolu moyen des poids relatifs diminue régulièrement passant de 0,57 points de pourcentage à 0,44 puis 0,36 en 1999. Cette même tendance vers l'équilibre et la diversité prévaut si l'on reprend les mêmes décomptes au niveau de détail plus élevé du secteur des services marchands aux entreprises. Cette évolution peut être considérée comme un point positif, si l'on prend en compte les résultats de l'analyse explicative de la première partie de ce rapport qui retiennent ce facteur comme important de dynamisme économique pour les villes moyennes en France. La situation d'Avignon n'est pas aussi favorable si l'on considère les emplois de haut niveau et tout spécialement ceux du secteur des services aux entreprises qui ont été identifiés par cette même analyse comme le principal facteur de dynamisme du bloc moteur des villes moyennes.

3.1.3 – Emplois supérieurs

Globalement, l'aire urbaine d'Avignon ne présente pas un taux d'encadrement très différent de la moyenne nationale. En 1982, 25,2 % des actifs ayant un emploi dans l'aire urbaine ressortent des catégories de cadres supérieurs ou patrons (24,0 % en France). En 1990 les deux ratios se rapprochent (24,7 % en Avignon et 24,2 en France) pour se confondre quasiment en 1999 (22,5 % pour Avignon versus 22,6 pour la moyenne nationale). Avignon montre donc globalement un léger déficit d'attraction des cadres mais ceux-ci représentent une proportion « honorable » de l'emploi. Les données plus récentes tirées des fichiers CLAP ne portent que sur les emplois salariés et seuls les dirigeants ayant ce statut sont donc pris en compte. Elles montrent, au niveau global, un relatif sous-développement de l'emploi cadre dans l'aire urbaine puisque ceux-ci ne représentent fin 2006 que 14,4 % des salariés (pour 18,6 % en moyenne nationale). Fin 2004, la situation était comparable mais un peu moins défavorable à Avignon (15,2 % versus 18,7 en moyenne). Il est probable qu'en se limitant aux seuls salariés les données CLAP ont accentué un phénomène déjà perceptible au niveau des recensements.

En effet, si l'on considère que les différents secteurs d'activité n'ont pas tous la même « propension » à créer des emplois cadres, on peut calculer l'effectif de cadres « normal » correspondant aux poids relatifs des différents secteurs dans l'aire urbaine si chacun de ces secteurs avait eu, dans l'aire urbaine, un taux d'encadrement identique au taux d'encadrement moyen de ce secteur tel qu'il peut être observé et mesuré au niveau national. Ce mode de calcul (analogue au « *shift and share* » utilisé en dynamique) permet de mettre en évidence les carences ou les performances propres aux secteurs localisés. Pour l'aire urbaine d'Avignon, le constat est préoccupant : que ce soit en 2004 ou en 2006 pour les seuls cadres salariés, ou en 1982, 1990 et 1999 pour l'ensemble des actifs cadres, la performance d'Avignon est nettement inférieure à ce qu'elle pourrait être du fait de ses spécialisations sectorielles. Le tableau n° 3.1-5 permet ainsi de quantifier le déficit de cadres que l'on peut enregistrer sur l'aire urbaine d'Avignon : il en manquerait 1020 en 1982, 1441 en 1990 et 1106 en 1999. En 2004, pour les seuls cadres salariés, le déficit serait de 2795 puis en 2006 de 3766 dans les deux cas l'écart est calculé par rapport à l'effectif cadre calculé à proportion du taux d'encadrement de chaque secteur au niveau national (niveau de détail 21 secteurs pour le RGP, 20 pour les fichiers CLAP)

Tableau n°3.1-5 : Evolution de l'emploi cadre dans l'aire urbaine d'Avignon

	Effectifs cadres (milliers pour la France)					Taux d'encadrement (%)				
	1982	1990	1999	2004*	2006*	1982	1990	1999	2004	2006
Aire urbaine d'Avignon (valeurs observées)	23 392	25 088	23 847	16 043	16 529	25,2	24,7	22,5	15,2	14,4
Avignon (AU) (calculé au taux national secteur par secteur)	24 372	26 529	24 953	18 838	20 295	26,2	26,1	23,5	17,8	17,7
Déficit global	1020	1441	1106	2795	3766	1,0	1,4	1,0	2,6	3,3
France (hors DOM)	5140,5	5334,1	5143,0	3802,9	4023,8	24,0	24,2	22,6	18,7	18,6

Source : INSEE, RGP 1982, 1990, 1999 et *CLAP 2004 & 2006 (salariés seulement)

Malgré le caractère partiel des données CLAP, il semble bien qu'elles témoignent d'une évolution inquiétante pour l'avenir : fin 2006, aucun des 20 secteurs d'activité retenus ne présente un taux d'encadrement supérieur à celui observé au niveau du secteur national. Les secteurs les plus encadrés comme l'enseignement (59 %) ou la recherche (52 %) sont plus encadrés en moyenne en France (62 % et 58 %). Le secteur des conseils et études qui emploie une forte proportion de cadres salariés au niveau national (42 %) n'en occupe que 26 % dans l'aire urbaine d'Avignon. Il n'en a pas toujours été ainsi : selon les CLAP 2004, quatre secteurs employaient fin 2004 plus de salariés cadres en Avignon qu'au niveau national (à due proportion) : il s'agissait de l'agriculture (4,3 % contre 4,2 %), des industries extractives (petit secteur qui n'occupe en tout qu'une centaine de salariés mais parmi lesquels 15 % sont des cadres, contre 13 % en France), de l'hôtellerie (3,8 % contre 3,6 %) et, surtout, des services aux particuliers (24 % contre 20 % en moyenne). Durant les années antérieures, les recensements donnaient aussi une image plus nuancée de l'encadrement des différents secteurs dans l'aire urbaine avignonnaise : on retrouve les industries extractives et les services aux particuliers qui ont eu régulièrement des taux d'encadrement supérieurs à la moyenne de leur secteur en France aux trois recensements étudiés ; mais il faut leur ajouter les industries de transformation, les services sociaux, la santé et les activités immobilières très bien encadrés en 1982, 1990 et 1999. Il faut aussi mentionner les services aux entreprises (hors

conseils et études) qui sont mieux encadrés en 1990 et 1999 ainsi que la recherche dont l'encadrement s'améliore jusqu'à devenir « normal » en 1999. Deux secteurs ont vu leur taux d'encadrement, fort en 1982, se dégrader progressivement au cours des deux recensements suivants : l'enseignement et les « utilités » (distribution d'eau, gaz, électricité, assainissement et déchets).

La remise en perspective de ces données semble bien décrire une tendance à la déqualification au moins relative des emplois dans l'aire urbaine d'Avignon. L'analyse explicative menée en première partie de ce rapport a montré que la qualification des emplois dans les secteurs de services aux entreprises était une variable stratégique pour le dynamisme des villes moyennes en France. Nous avons donc porté une attention toute particulière à l'évolution de ces activités dans l'aire urbaine d'Avignon et nous pouvons constater que les deux périodes étudiées conduisent au même diagnostic préoccupant pour l'avenir : Avignon manque de cadres dans le domaine des services aux entreprises, même pris au sens large, et ce déficit paraît aller en s'aggravant, comme le montre le tableau n° 3.1-6.

Tableau n°3.1-6 : Evolution de l'emploi cadre des secteurs de services aux entreprises** (au sens large) dans l'aire urbaine d'Avignon

	Effectifs cadres (milliers pour la France)					Taux d'encadrement (%)				
	1982	1990	1999	2004*	2006*	1982	1990	1999	2004	2006
Aire urbaine d'Avignon (valeurs observées)	2804	3996	4711	3418	3409	17,1	20,3	20,9	14,7	13,2
France (hors DOM)	652,4	896,6	1139,4	981,6	1102,2	19,8	23,1	23,6	22,5	22,6

Source : INSEE, RGP 1982, 1990, 1999 et *CLAP 2004 & 2006 (salariés seulement)

**les 5 secteurs retenus ici sont les Services de transport-communication, commerces de gros et intermédiation, recherche, services de conseils et études, services opérationnels

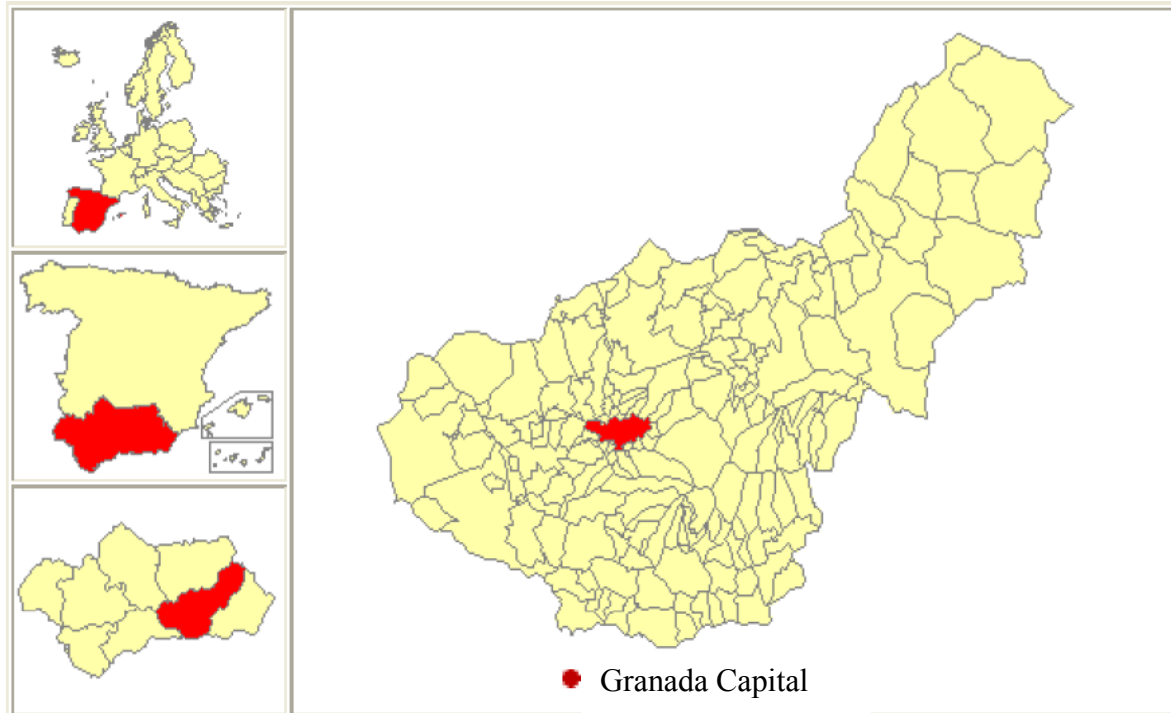
o
o o

Avignon apparaît donc aujourd'hui comme une ville moyenne en croissance qui par sa taille démographique pourrait être considérée comme une petite métropole. L'emploi y a connu une dynamique intéressante qui a conduit notamment son tissu économique et son bloc moteur à se diversifier tout en renforçant les piliers traditionnels sur lesquels a reposé son développement économique (agriculture, transports, commerce de gros, puis plus récemment tourisme et recherche), ce qui est de bon augure pour l'avenir. Cependant un aspect essentiel demeure très préoccupant : la capacité d'Avignon d'attirer des emplois de haut niveau paraît fragile et menacée, surtout dans le domaine des services aux entreprises qui constituent le milieu environnant favorisant le développement économique de longue période. L'agglomération, avec le technopôle Agroparc, dispose d'un outil foncier et de promotion économique susceptible d'attirer des sièges sociaux ou de susciter la création de services supérieurs aux entreprises. C'est sans doute là, avec le développement des emplois de haut niveau qui peuvent y être attirés, que se jouent les possibilités de développement à long terme de la ville.

3.2 – Grenade, une petite métropole tertiaire et universitaire²⁹

The province of Granada is situated in the south of Spain, in the eastern part of the Andalusian region. As shown on figure 3.2-1, Granada is located approximately at the center of its Province.

Figure 3.2-1: Maps of Spain, Andalusia and Granada Province



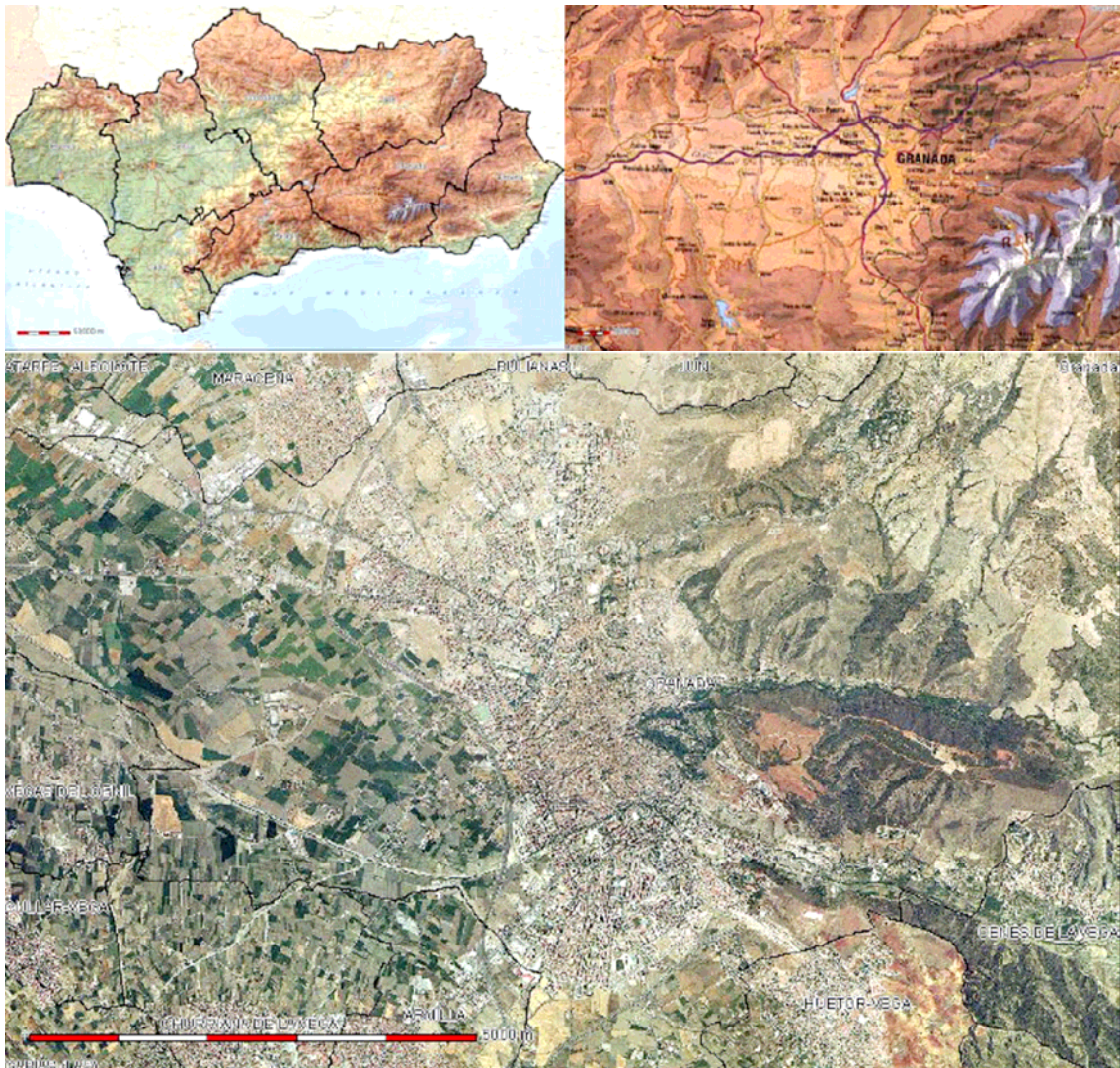
The province of Granada has a surface area of 12,633 km², which represents 14.42% of the Andalusian territory and 2.5% of Spain. The number of inhabitants in 2003 amounted to 828,107 which is 10.9% of the total Andalusian population. The population density is 65, much lower than the Andalusian and national averages.

The municipality of Granada, lying in the east of the region, has a latitude of 37°10' and a longitude of 3°36', with an altitude of 738 metres above sea level. This location gives it a particular character due to its having such a high altitude while at the same time being close to the beach.

The surface occupied by the agricultural Vega area and the surrounding mountains have over time conditioned the socioeconomic development, resulting in strong physical and territorial integration of the municipal space. Granada also appears to be a complex space because of the diversity of its natural elements and anthropic origin.

²⁹ Cette analyse a été réalisée et rédigée en langue anglaise par José-Antonio Camacho-Ballesta et José-Luis Navarro-Espigares, professeurs à la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Grenade.

Figure 3.2-2: Zooming on the Granada urban area



3.2.1 – City size and spatial extension

Regarding the municipality, the extension of the capital covers about 88 km². Although this represents only 0.007% of the province, 28.7% of the total population is concentrated there. Thus, the city of Granada, with 237,663 residents, is the most populated municipality in the province, having a density per square kilometer of 2,700 inhabitants.

In accordance with official statistical nomenclature, the municipality of Granada is composed of five singular population entities: Granada, Lancha del Genil, Cerrillo de Maracena, Bobadilla and Alquería del Fargue. In addition, the local government has divided the territory in eight administrative Municipal Districts (Albaicín, Beiro, Centro, Chana, Genil, Norte, Ronda and Zaidín) and 36 neighborhoods.

The capital is surrounded by a large metropolitan area that includes most of the Vega and the lower reaches of the bordering mountains. This urban agglomeration can be considered a unique territorial unit if we take into account various aspects such as its physiography,

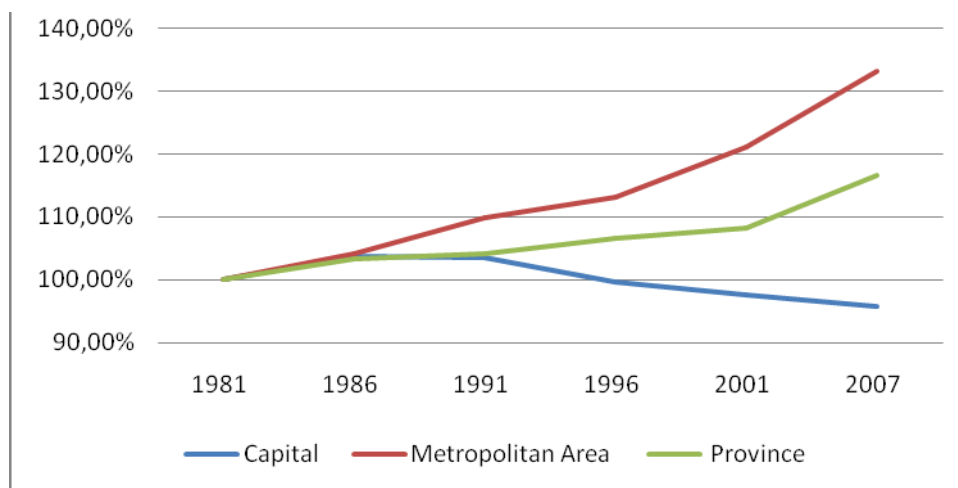
internal population movements, delivered services, daily mobility, housing market, and integration of the labour market. However, it is not an homogeneous economic space, but rather it is inefficient in terms of agglomeration economies, and it also has difficulties in accomplishing requirements for new economic activities. His transformation process is unsatisfactory because it generates several negative effects: unnecessary use of environmental resources, differences between the functional and structural city, urban chaos, inadequate infrastructure, equipment and services to the collective needs of citizens, limiting the development of economic system of the area.

Within this conurbation, is taking place a metropolitan area, as the new administrative space for the provision of services. This include besides the capital 31 municipalities of the urban surroundings: Albolote, Alfacar, Alhendín, Armilla, Atarfe, Cájar, Cenes Vega, Cijuela, Cúllar-Vega, Chauchina, Churriana Vega, Dílar, Fuente Vaqueros, Las Gabias, Gójar, Güevéjar, Huétor-Vega, Jun, Láchar, Maracena, Monachil, Ogíjares, Otura, Peligros, Pinos Genil, Pinos Puente, Pulianas, Santa Fe, Vegas del Genil, Víznar and La Zubia. The territory of the metropolitan area covers an area of 830km² superficial (6.6% of the provincial area) and a population for 2007 of 489,480 inhabitants (55.4% of the province), presenting a population density of 590hb / km².

a) Demographic analysis

On January 1, 2007 the population in Grenada capital, according to official figures from National Statistics Institute (INE), amounted to 236,207 inhabitants, this represents 26.7% of total provincial. This demographic weight has fallen six points since the nineties. According to the municipal census, the city of Granada has maintained a negative trend since the mid-nineties to the present day, rising to lose in the period between about 15 thousand dwellers (5.7%), and between the years 2001-2007 by 2.9% more.

Figure 3.2-3: Evolution of population in different Granada territories



Source: INE

This population drain benefited the entire metropolitan area which, in a general way, presents a growth higher than the provincial average and in line with that of Andalusia. During the period between 1996 and 2007 the 31 municipalities in the urban environment as a whole grew 48.5%. This increase rate has led to the metropolitan area to represent 55.3% of the population of the province. The causes of this movement of population from the metropolitan center to the periphery have to be found more in the price hikes of housing than in the vegetative dynamics of the city.

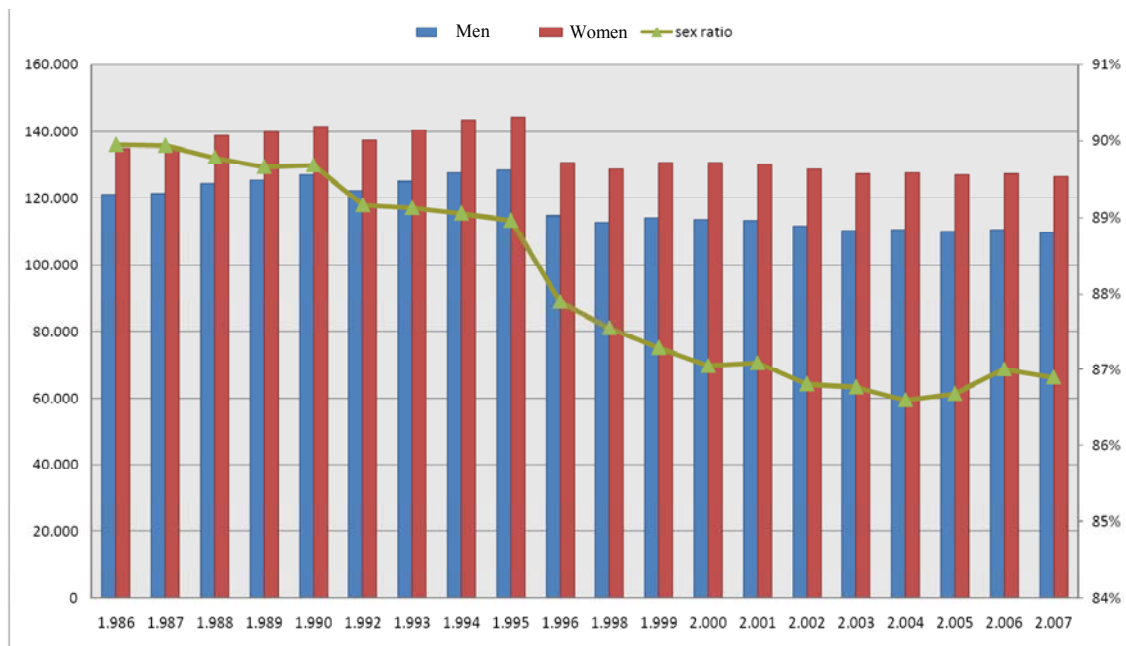
Table 3.2-1: Population of Granada by territorial area

	Capital		Metropolitan Area		Province	
	Total	Index	Total	Index	Total	Index
1981	246.642	100,00%	367.650	100,00%	758.618	100,00%
1986	256.073	103,82%	383.188	104,23%	783.265	103,25%
1991	255.212	103,47%	403.704	109,81%	790.515	104,20%
1996	245.640	99,59%	416.124	113,18%	808.053	106,52%
2001	240.661	97,58%	445.519	121,18%	821.660	108,31%
2007	236.207	95,77%	489.480	133,14%	884.099	116,54%

Source: INE, Census and Municipal Registers

In 2007 the municipality of Granada presented a relationship of masculinity or sex ratio of 86.9%, i.e. around 87 men per 100 women, this implies that 126,382 inhabitants were women and 109,825 were men. This relationship has been slowed by three percentage points since 1986 (89.9%), in addition, the ratio is about 11 points below the overall provincial (98.1%).

Figure 3.2-4: Population of Granada according to gender



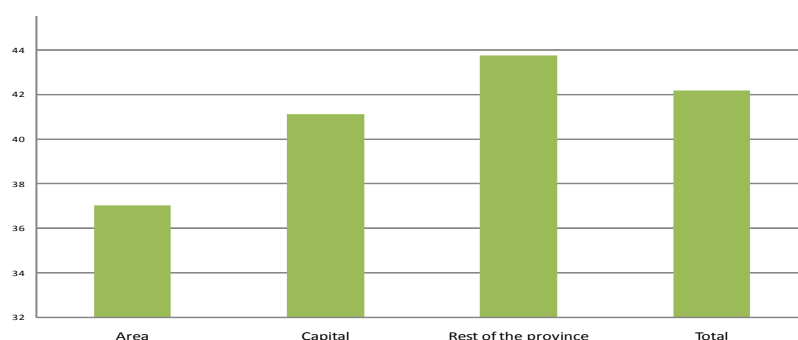
Aging of the population is the most important feature of the age structure in Granada, shared with the whole of Spain and to a lesser extent with the community of Andalusia. Since 1996 the population over 65 years has not only risen gradually but it has surpassed the population under 15 years, this puts the rate of aging in 1.4 significantly greater than the province, the community and even the nation as a whole.

Table 3.2-2: Population of Granada (Capital) by age groups

Año	0-14	15-64	65 y +	Total
1996	41.680	168.189	35.771	245.640
1998	35.548	167.642	38.282	241.472
1999	35.099	169.819	39.848	244.766
2000	34.304	169.905	40.277	244.486
2001	32.529	169.366	41.446	243.341
2002	31.116	167.793	41.613	240.522
2003	30.395	165.951	41.317	237.663
2004	30.487	166.037	41.768	238.292
2005	29.640	165.492	41.850	236.982
2006	30.309	165.212	42.408	237.929
2007	30.605	163.557	42.045	236.207

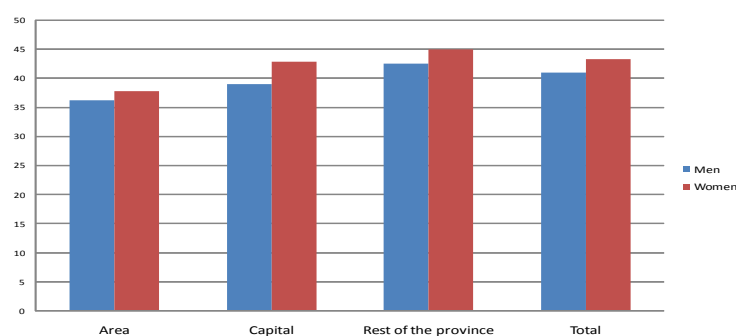
A feature of the population in the metropolitan area is the relative youth of its population. In 2007 the difference between the average age of the resident population in the metropolitan area and the rest of the province was about seven years. The population of the capital presented an intermediate position (41) closer to the provincial average (42).

Figure 3.2-5: Average Age of population in different Granada territories



In the evolution of the age pyramid of Granada capital can be seen both the feminization and the aging of the population described above. In just over a decade, the narrowing of the pyramid on its base and the thickening of its dome is more than evident. The sharp decline in birth rates and increasing life expectancy, especially for women, are rapidly changing the shape of the age structure.

Figure 3.2-6: Average Age in different Granada territories according to gender



The differences in age between the population of the metropolitan area and the rest of the province are concentrated especially in the female population. The age difference between sexes is minimal in the metropolitan area, characterized by the residence of young couples. However, this difference offers the highest figures in Granada capital, where it achieves nearly five years.

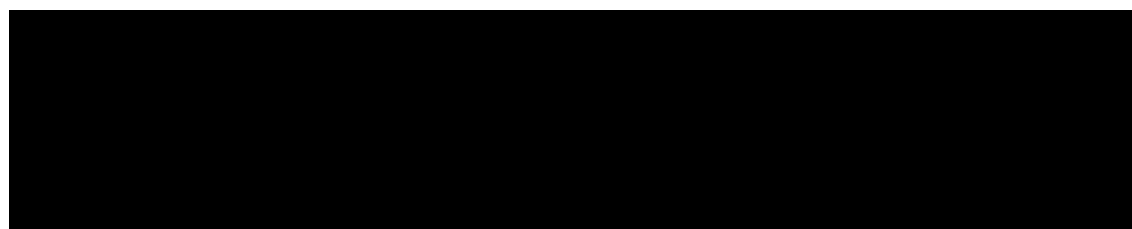
Table 3.2-3: Registered population (over 16 years old) in Granada according to level of education

	Granada Capital				Province	
	Men	Women	Total	%	Total	%
Illiterate	1.172	3.828	5.000	2.80	27.257	4.09
Primary School	23.027	32.711	55.738	31.20	260.516	39.11
Secondary School	43.223	22.841	66.064	36.98	283.548	42.57
University Degree	24.451	27.411	51.862	29.03	94.721	14.22
TOTAL	91.873	86.791	178.664	100.00	666.042	100.00

Source: INE, Census 2001

According to the latest data available with statistic reliability (2001 Census), the instruction level presents a clear distinction by sex. There are a higher percentage of women at lower levels that tends to balance out toward the middle and senior levels. In addition, the population of the capital has better skill levels that the province since the percentage of people with lower levels (illiterates and primary education) was thirteen points lower, at the basic levels or media had some balance and, for those with higher education (third grade) the difference in favour of capital stood at more than 15 points.

Table 3.2-4: Foreign population registered in Granada according to continent of origin



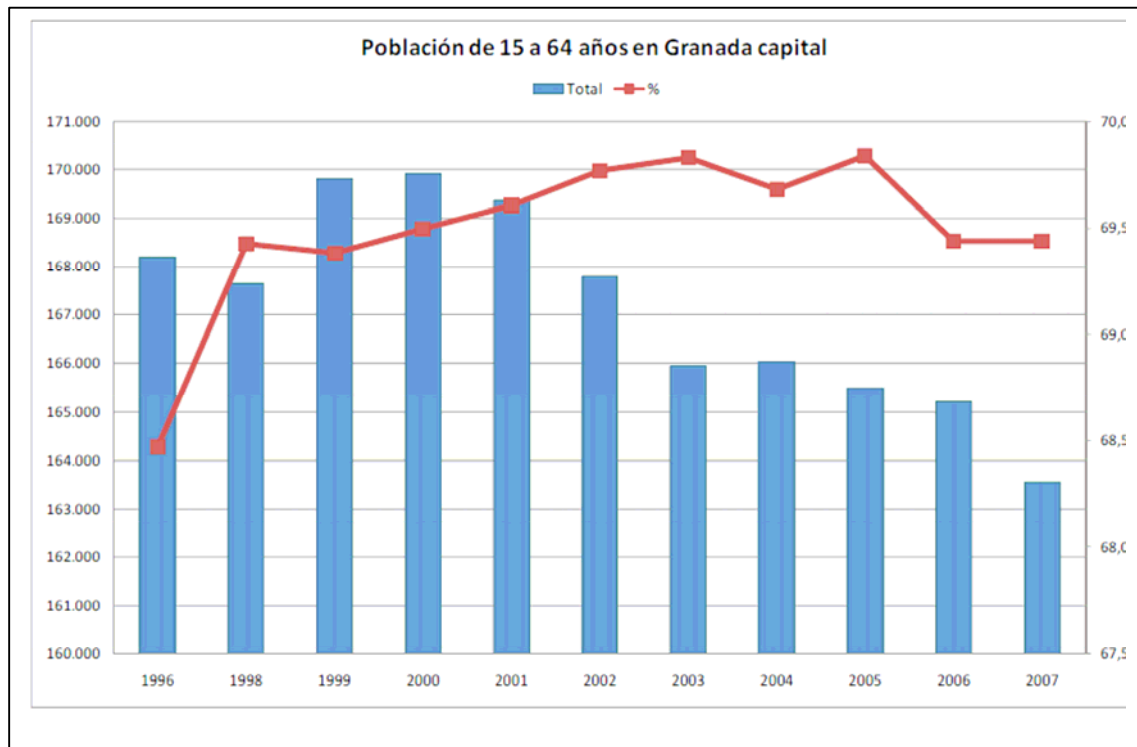
Source: INE, Census 2001

In accordance with the last review of the municipal census dated from 2007, the foreign population registered in Granada capital amounted to 13,323 persons, 5.6% of the total. This figure has increased almost threefold since 2001 (4,594). By gender, men predominate slightly (53.4%) over women (46.6%). This population comes largely from the Americas (37.7%) and Africa (32.4%). Among the countries of origin highlights Morocco (22.0%) and Ecuador (7.9%).

b) The labor market in Granada

In 2007 the population belonging to the working age group(15-64 years old) in Granada capital reached 163,557, of which 52.2% were women and the remaining 47.8% men. This population accounted for 69.2% of the total population enumerated, a percentage higher than the whole provincial (68.4%) and the total of the autonomous community (69.1%).

Figure 3.2-7: Evolution of population aged from 15 to 64 in Granada capital



The number of people between 15-64 years has fallen by 3.4% since 2001, a reduction slightly higher than the entire population in the city. This differential evolution has resulted in a decrease of six tenths on the weight of the potentially active population in the total population. This regressive dynamic contrasts with the behaviour of territorial environment because both the province and the autonomous region have increased the number of inhabitants at this age. The structure by sex and age groups in Granada capital is characterized by an aging and feminisation of workforce. By gender women have a greater potential in all age groups except the youngest. The dynamic is similar in both sexes except for slight differences detected especially in the older age groups in which women have a higher growth than men in the period studied. Classification by age groups shows a 10% reduction in the workforce among under-25s, and an increase of equal value in the groups of the population between 40 and 59 years.

With regard to the province, the capital has a greater weight in higher ages, while the province has a higher percentage of middle age. People under 25 are homogeneously distributed. At the end of 2007, The unemployment registered by the Public Employment Service for the municipality of Granada reached the figure of 15,971 unemployed people. This represents 33.8% of all provincial. That percentage has dropped since 2001 in just over six points, after a period of significant growth in the second half of the nineties. The evolution of unemployment during 2007 has been negative, as the number of people registered as at the offices of the SAE has increased by 6.7%. This increase is part of an upward trend line that began in 2004, regardless of the methodological change in calculating the unemployment introduced in May 2005. As a positive note, this rising of unemployment in the city of Granada is lower than in other territorial areas as the province or autonomous region.

Drawing on the proportion of registered unemployment on the workforce, gives us an indicator to compare in more detail the situation in the municipality of Granada over other territories. The analysis of this indicator shows that the capital has a “global rate of registered

unemployment”, throughout the series, superior to all provincial, regional and national levels. We can also observe a negative trend in recent years because since 2000 the percentage of unemployed has risen by nearly two points.

Table 3.2-5: Evolution of unemployment ratios in Granada territories in comparison with Region and Country

Year	Capital	Granada	Andalucia	España
2000	7,90%	6,00%	7,30%	5,80%
2001	8,10%	6,20%	6,90%	5,50%
2002	8,30%	6,30%	6,90%	5,50%
2003	8,60%	6,60%	7,20%	5,70%
2004	8,50%	6,40%	6,90%	5,70%
2005	7,70%	5,80%	6,40%	5,50%
2006	9,10%	7,10%	8,70%	6,60%
2007	9,80%	7,80%	9,20%	6,80%

Source: INE

Differentiated by sex, during 2007 the unemployment impact much more to the men (+14.5%) than women (+1.6%), however, female unemployment accounts for 57.1% (9,126) versus 42.9% of men (6,845). The differential between the sexes has been decreasing slowly since the beginning of the decade to reach 14.3 points, despite the fact that in 2005 there was a sharp increase due to methodological changes.

According to age, 33.2% of registered unemployment was concentrated in the group of 25 to 34 years, followed in importance by the group older than 44 years. This age group has gone from being the less populated ten years ago (16.4%) to occupy the second place with 30.2%. Conversely, the group of younger population (<25 years) who was second in the number of unemployed a decade ago has come to represent just 13.3%.

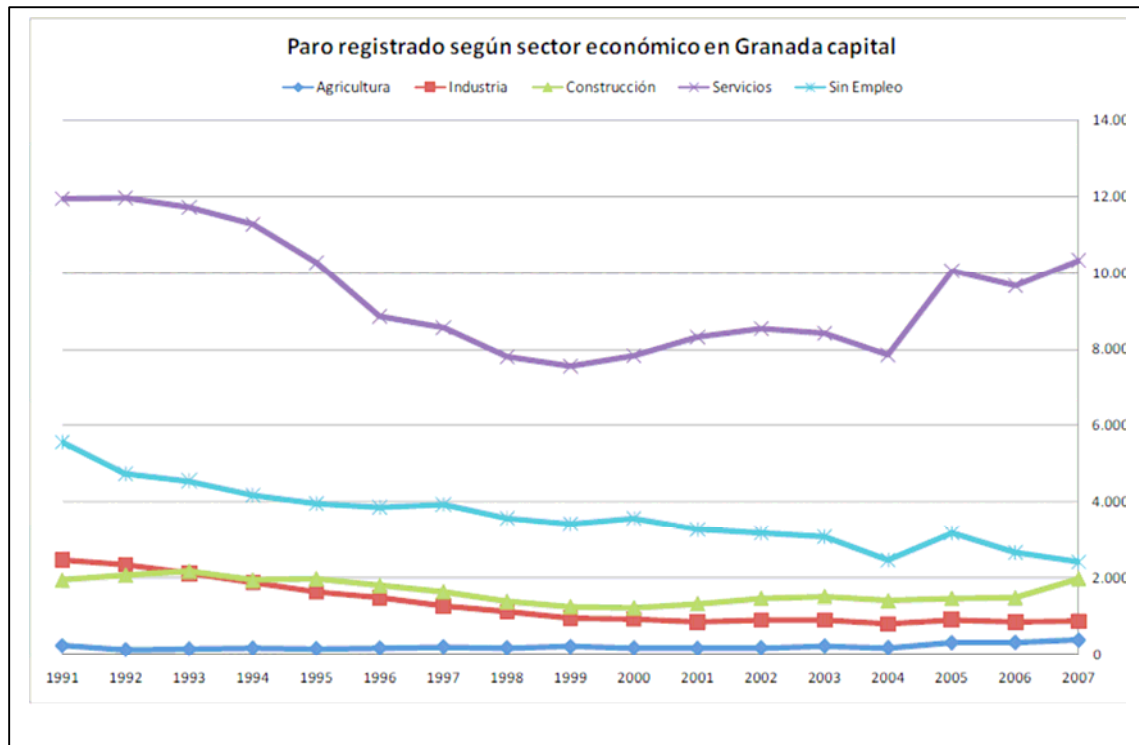
Table 3.2-6: Unemployment in Granada Capital according to educational level

	Illiterate	Primary School	Primary School	Secondary School	Post-Secondary	Total
2005	58	636	239	10.626	4.360	15.919
2006	98	654	393	10.045	3.772	14.962
2007	110	717	534	10.772	3.838	15.971

Source: Andalusian Employment Service

Regarding the level of studies, Granada capital is characterized by the strong relative weight (24.0%) of the unemployed population with higher academic levels (post-secondary), more than double the national average, and more so if they are women. By contrast, the percentage of the lower educational levels (5.3%) is at about half the percentage for the whole state. Taking into account deviations caused by the methodological change introduced in 2005, the dynamics between the years 2000-2006 shows a steady decline of registered unemployment in the levels of higher education, while in the intermediate levels (secondary) and low (primary / illiterate) have followed a reverse trend of increases. During 2007, all educational levels have been increasing the number of unemployed.

Figure 3.2-8: Registered unemployment by economic activity in Granada Capital



If we exclude the distribution by sector to the group group who were seeking their first job (15.2% of the total), services account for nearly 76.2% of unemployed registered by economic sectors in the city, followed at a considerable distance by construction 14.5% and industry 6.5%, both sectors have less weight in the municipal structure than in the metropolitan area. The collective who are seeking their first job and the Industry have had a better development than the other, as they have halved their numbers in just over ten years. Services and Construction in the past four years increased the number of unemployed, and they also increased their weight in the structure of unemployment by sector.

In close connection with economic activity, the structure of unemployment according to the occupation group is characterized by the strong presence of professionals associated with the service sector and construction. Highlights the groups of “unskilled workers” (23.1%), “catering, personal and trade services” (22.0%), and “technician and scientists” (18.8%). During recent years almost all groups of occupation have increased in number, except for technicians and scientists. This evolution has caused a change in the structure of weights of different groups, so that unskilled workers have increased their percentage of unemployed in five points, while the group of technicians and scientists has been reduced by 6.7%.

The distribution of unemployment by sector shows that in all municipalities in the metropolitan area, the service sector focuses greater percentage (58%), followed by the unemployed without previous employment (19%) and the sector construction (13%). In the Metropolitan Ring (excluding the capital) higher percentages of applicants for employment in the industrial and construction sectors are observed and lower percentages for services.

Some differences arising from the production specialization can be identified when the different territorial areas are compared. Thus, in the Metropolitan Ring there is a greater

weight of unemployed in industry and construction with respect to the capital, while those seeking work in real estate and rental and those who have not worked before, have an increased importance in Granada compared to the municipalities of the Ring. In other industries there are no major differences between the Metropolitan Ring and the Municipality of Granada.

In 2002, a study on the labor market in the metropolitan area of Granada showed the following characteristics:

- The province of Granada has an activity rate below that of Andalusia and Spain.
- In addition, there is a large difference in unemployment rates of Granada and Andalusia, with respect to Spain. While recent years have shortened the distances, the province of Granada has experienced a greater convergence with regard to the national average.
- In the metropolitan area the male active population is higher than the female. This difference is even greater in the municipalities of the ring.
- Overall, the metropolitan area has an unemployment rate of 20.1%, equal to that of the ring and the capital.
- In the period 1998-2002 the evolution of registered unemployment has been positive. However, in 2002, unemployment throughout the metropolitan area has worsened, especially in the municipalities of the ring.
- In 2002, 60% of registered unemployment was concentrated in the municipality of Granada, while the remaining 40% are located in the metropolitan ring.
- The population between 20 and 44 years is that which supports more than 50% of unemployment. The segment between 25-29 years reaches a weight of approximately 20%, being the group with higher numbers of unemployed.
- Job seekers registered in the municipality of Granada are characterized by having a more skilled profile (Technical and scientific professionals and intellectuals, employees of an administrative nature), while in the municipalities of the metropolitan ring, the unemployed have a profile-oriented professions artisans or workers without specific training.
- The number of people registered in the National Institute for Employment (INEM) with superior education is higher in the metropolitan area than in the capital.
- In the metropolitan area there is a greater weight of unemployed in industry and construction with respect to the capital, while those seeking work in real estate and rental and those who have not worked before, have a greater importance in the capital Granada compared to municipalities in the ring.

3.2.2 – Economic activities

a) global employment and activities

According to the Social Security records, at the end of 2007 had in Granada capital (zip codes 18001 to 18015), a total of 127,939 affiliated in Social Security, representing nearly 37.6% of the entire affiliated in the province. The annual dynamics shows a growth rate of 1.9%, a figure lower than the previous year (4.3%), and below the rates of Andalusia (2.7%) and Spain (3.2%). When considering the regime of affiliation, it appears that the General regime has much more weight in the capital (83.1%) than in the province (62.5%), and besides, it has continued to strengthen its position (+3 , 7%) in the series since 1997. During 2007, as in previous years, the general regime focused almost the entire rise (94.1%), autonomous

professionals grew modestly (1.1%), and to the contrary, the regime of domestic staff fell by 1.1%.

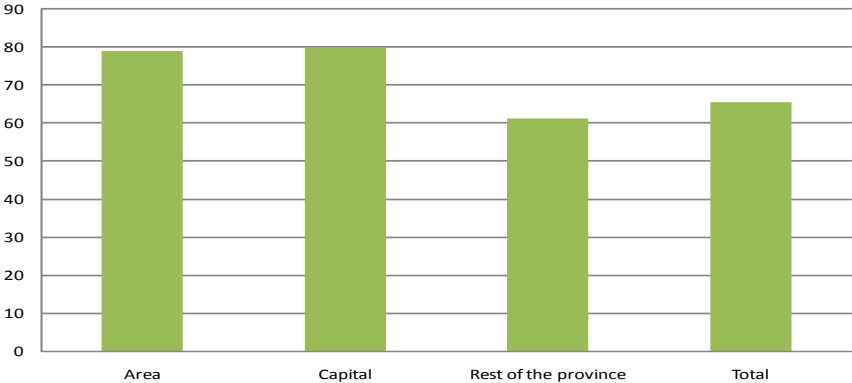
Table 3.2-7: Evolution of affiliated to Social Security in Granada Capital

Year	General	Autonomous	Domestic Staff	Agriculture	Other	Total
2000	81.134	14.403	923	4.095	4	100.559
2001	83.182	14.480	1.034	4.472	3	103.171
2002	86.319	14.333	1.028	4.606	1	106.287
2003	89.978	14.757	1.174	4.516	2	110.427
2004	93.555	15.064	1.318	4.527	2	114.466
2005	99.064	15.278	2.068	3.974	3	120.387
2006	104.112	15.578	1.876	3.962	3	125.531
2007	106.379	15.747	1.856	3.954	3	127.939

Source: TGSS Statistics. (Data as on 31st December). Zip Codes: 18001-18015.

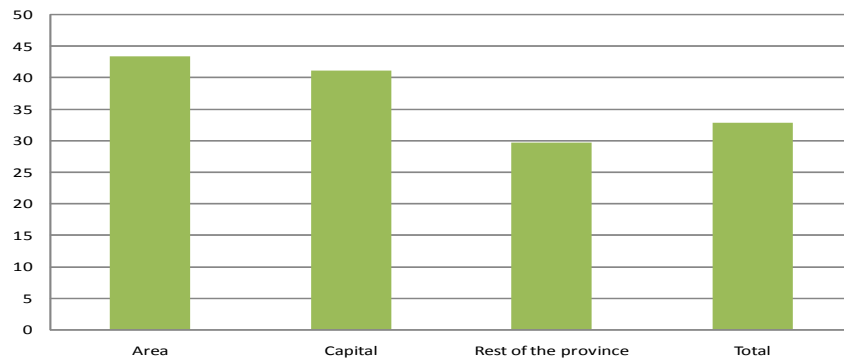
With the gender-disaggregated data, the distribution of affiliated (2007) is more favourable to the men who make up 55.3% compared to 44.7% of women. This negative relationship to the female, however, has improved in recent years and that since 1997 their share has grown by around three percentage points. On the whole the bulk of the social security registration is concentrated in the group of people between 25 and 44 years (56.7%), in all age groups, women have less workers than men except in the more than 64 years, not though women have more weight percentage than men in the group of 20-30 years and especially after age 50. According to the various categories of contribution men are more represented in the General and Independent, while women are more in agriculture and domestic staff. Employment rates are markedly higher in the metropolitan area than in the rest of the province. In this case, the metropolitan area offers a very homogeneous picture with little differences between the capital and the metropolitan ring, both around 80%. In the rest of the province the occupancy rate is much lower; it maintains a difference of about 20 percentage points.

Figure 3.2-9: Employment rates in different Granada territories in 2001



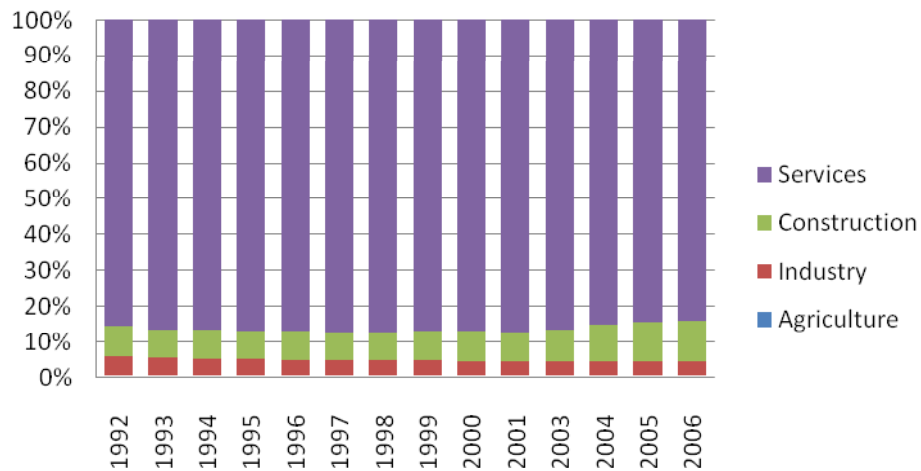
By connecting the number of employed with the total resident population in each area we can see that the resulting ratio improved the relative position of the metropolitan area compared with Granada capital. The relative difference between the capital and the rest of the province remains unchanged. Occupancy rate under this alternative formula offers a level of 30% for the rest of the province, roughly equivalent to 75% of the value reached in Granada capital.

Figure 3.2-10: Employment rates in different Granada territories in 2001



In the municipality of Granada, according to the latest data available from the Economic Activities³⁰ Tax (IAE), in 2006 were registered a total of 31,443 economic activities, of which 76.2% were business, 23.4% professionals, and the remaining 0.3% are grouped under the category of art. This structure is somewhat different to all provincial because an increase in the weight of business was observed at the expense of professionals. The evolution of economic activities by the year 2006 presents a moderate increase of 4%, a percentage significantly lower than the previous two years when it was above 15%.

Figure 3.2-11: Economic activities in Granada Capital by large sectors

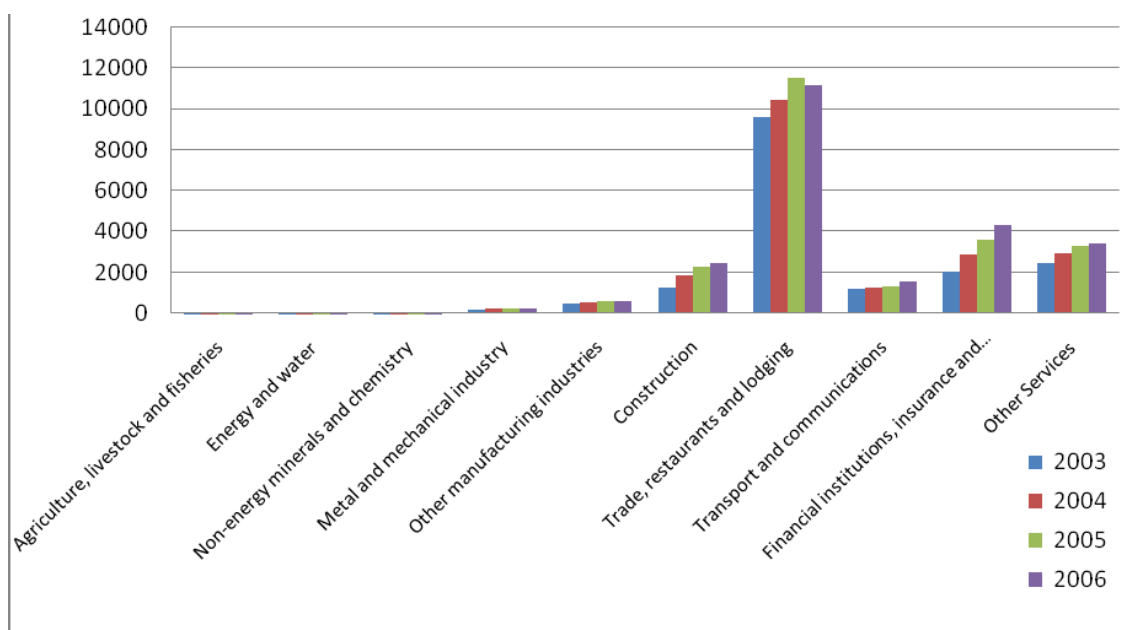


In relation to the sectoral structure, most economic activities, 82.4% (26,477), belong to the services sector, Agriculture is of little significance (0.3%), the Industrial sector concentrates 3.8% of the activities, and Construction integrates 11.6% of the total.

The dynamic of the last year has been very positive for Construction which increased the volume of activities by 7.7%, and in addition, since 2001 has increased its weight in the set at 3.5 percentage points. Industry has been steadily losing importance since 1992, and the Services sector, which focuses most new activities, since 2001 has lost weight for the benefit of building activity.

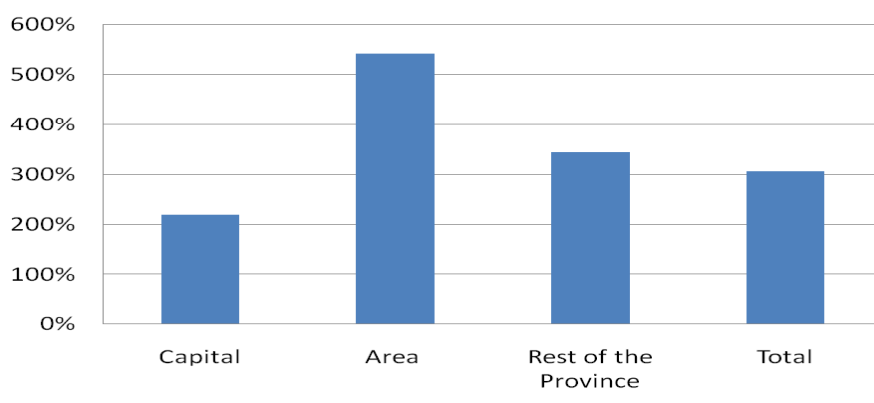
³⁰ Economic activity: production action resulting from a combination of resources (equipment, manpower, manufacturing processes, products) that leads to the creation of certain goods or providing services. The activities can be carried out or not for profit.

Figure 3.2-12: Business Activities in Granada Capital by activity branches



From the analysis of business activities disaggregated by activity branches (division IAE), we observe the predominance of division “Trade, catering and accommodation”, which accounts for 46.7% of the total, however, that activity, has lost over the past ten years just over 12% of weight in the set. The second place is occupied by the “financial institutions, insurance and business services” which accounted for 18.1%. This IAE division unlike the previous one, for the same period under review (1996-2006) has gained weight 10 points percentage. The division “Other services” concentrates 14.2% of the business activities of the capital and almost have not changed its relative importance in the last ten years.

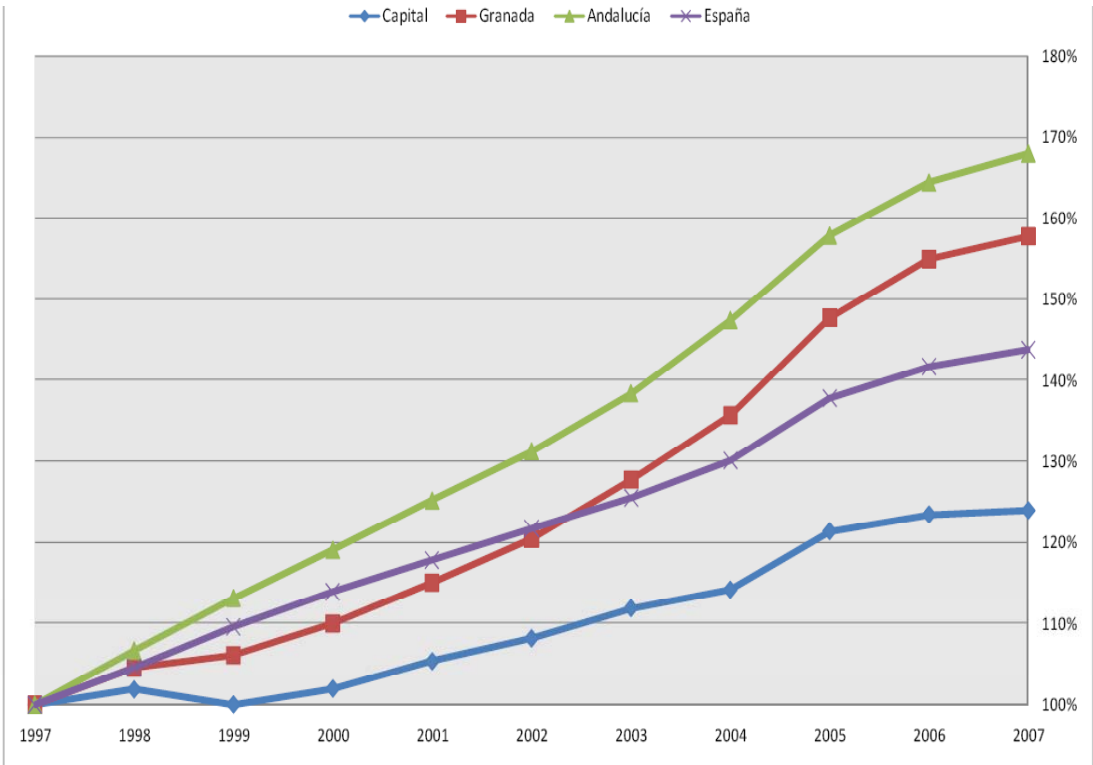
Figure 3.2-13: Income taxes cumulative rate of variation 1990-2005



However, the growth of economic activity in Granada capital, measured in terms of income generated not reach even half of the increase in the metropolitan area. In 2005 total income declared in the tax on personal income in the metropolitan area exceeds 5.4 times the amount declared in 1990. This ratio for the whole of the province stands at 3.0 and a 2.2 in Granada capital. The indicator of income declared is a clear reflection of the shift of economic activity from the city center toward the metropolitan ring.

The number of companies registered in the Social Security during 2007 in Granada capital (zip codes 18001 to 18015) reached the figure of 10,641, which represents a slight annual growth of 0.4%. The evolution of business in Grenada capital shows a positive growth since 1999 but less than other higher territorial scope. This evolution also presents two speeds, first until 2005 characterized by strong average growth of about 3%, second from 2005 to 2007 it slows down until it becomes almost nil. This differential in rates has led to the gradual loss of capital weight in the total provincial, from representing 44.3% in 1997 to 34.6% at present.

Figure 3.2-14: Evolution of the number of firms registered in Social Security (Base 100 for 1997)



b) Main economic activities

Business structure in Granada clearly presents a tertiarized profile, not only because the services sector accounts for 86% of the companies (and 87% of workers) but also because its weight in the set is in a continuous progress. Service sector is followed at a distance by Construction with 8.7% of the total, but with a fluctuating dynamic around eight percent. At the opposite end Agriculture represents only 0.2% of the companies. Industry with 5.4% of the companies (and 4.3% of workers) reflects the industrial impoverishment of the capital. This loss of importance of the industrial sector not only has to do with general processes but also with local mechanisms related to lack of tradition and availability of industrial land in the municipality, which favors the development of industrial parks in the metropolitan area.

Regarding the average size of the companies, Granada capital in 2007 reached the mark of 10 workers per firm. This size is the result of a continuous increasing trend since 1996.

Figure 3.2-15: Evolution of numbers of firms, employees and average size of firms in Granada Capital, 1995-2007



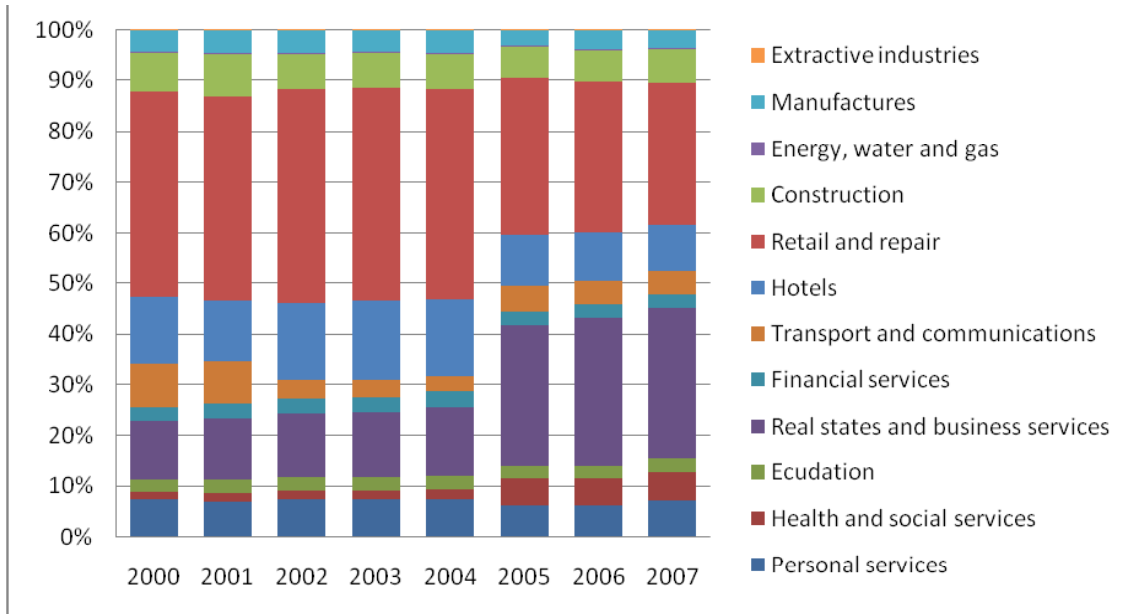
With data disaggregated territorially we can observe that business activity is concentrated in the center and south of the city. The Center zone focuses just over 36% of the set, followed by Ronda and Zaidín areas with 14.0% and 12.4% respectively. On the opposite side North and Albaizin areas hardly represent each of them, 5% of the total registered companies in the city. Dynamic in last years has been very positive for Albaizin and North, and bad for the Genil and Center areas.

According to the Directory of Establishments with Economic Activity in Andalusia (DIRCE), the number of establishments³¹ located in Granada capital during 2007 sums up 24,887, representing 36.5% of total producing units in the province. Trend in the last ten years shows considerable growth of 72%.

Regarding the type of business establishments in the city, two branches of activity stand out on the other, Real Estate and Business Services with 29.7%, and Trade and repairs with 27.9%. The remainder activities do not exceed 10%. Nevertheless, in the last three years we can see a strengthening of the activities of Real States, Construction and Business Services companies and, on the other hand a decrease of more traditional activities such as the Trade and Hotels.

³¹ The term Establishment refers to a unit producing goods and / or services which develops one or more economic or social activities, under the responsibility of an owner or company, in a permanent place. Agricultural activities, Public Administration, itinerant activities or home activities are not included.

Figure 3.2-16: Evolution of economic activity of establishments located in Granada Capital, 2000-2007

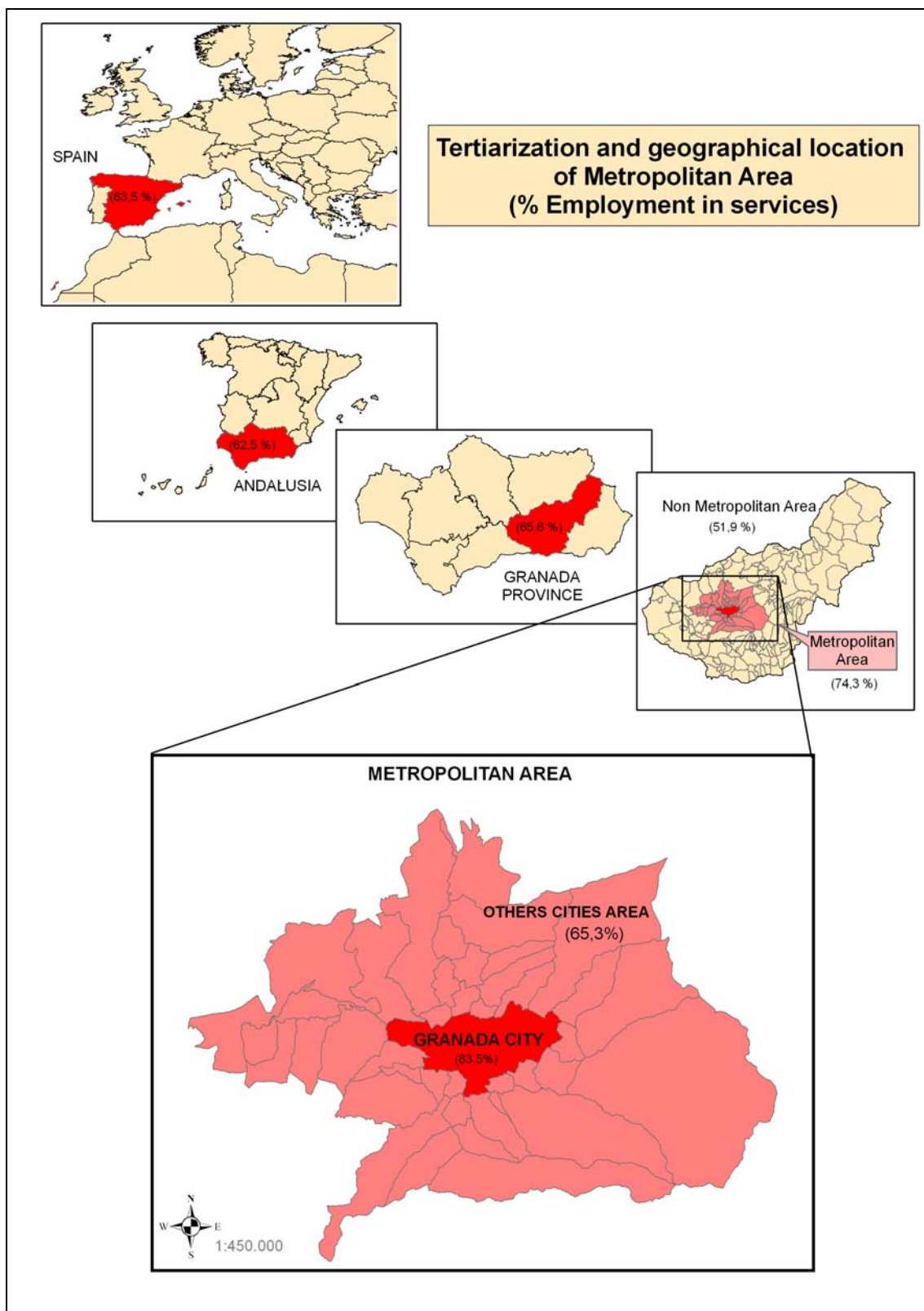


In the municipality of Granada 89.3% of the establishments have fewer than 5 employees and less than 1% of these production units have more than 100 workers. During recent years the size business that has shown an increased pace of growth has been that of micro-enterprises with fewer than 5 employees.

In the territorial analysis done, we have found that the most relevant issue is the significant differences in weight of the tertiary sector. As we can see on the figure 3.2-17, the center of the metropolitan area (Granada city), shows its potential as an epicenter of the tertiary activity, both for the metropolitan area and for the whole of the province. So goes from 83.5% of employment in services in the City, to 65.3% in the rest of the metropolitan area and 51% in the rest of the province.

We can characterize the area of Granada city as highly tertiarized, with the presence of both public and private services. The rest of the metropolitan area is less tertiarized but with a greater emphasis on business services, as industrial activity is located in this territory. In the rest of the province set up by the Non Metropolitan Area, service activities are much reduced giving greater prominence to agricultural activity, with specialization index of 3.59.

Figure 3.2-17: Tertiarization of economic activity and geographical location



An overall vision of the indices of specialization that are given in the table 3.2-8 shows firstly that specialization in agricultural sectors concerns all areas studied around Granada except the metropolitan area itself.

Table 3.2-8: Specialization index of large sectors in Granada Territories

Specialization Index of sectors: Spain=1				
	Agriculture	Industry	Construction	Services
Andalusia	1,97	0,63	1,14	0,98
Granada Province	1,77	0,51	1,18	1,03
Metropolitan Area	0,57	0,51	1,05	1,17
Granada City	0,25	0,38	0,67	1,31
Only Metropolitan Area	0,91	0,65	1,45	1,03
Non Metropolitan Area	3,59	0,50	1,37	0,82

Sources: INE, Census, 2001

Secondly, the lack or weakness of manufacturing activities appears to prevail in all the territories surveyed. Thirdly, a wide spread specialization in construction activities has developed in all surveyed territories around Granada, except in its core, the city of Granada. There, the high price of urban land at the center of the metropolitan area, has probably limited the growth of the construction sector at the pace the rest of the metropolitan area. Lastly, the service sector appears to be the main metropolitan specialization, with a particularly high specialization index for Granada city. Table 3.2-9 gives more detailed information on the service sectors location.

Table 3.2-9: Specialization index of service activities in Granada Territories

Specialization Index of activities branches: Spain=1						
Branches	Andalusia	Granada Province	Metropolitan Area	Granada City	Only Metropolitan Area (non City)	Non Metropolitan Area
G. Wholesale and retail trade; repair of motor vehicles, motorcycles and personal and household goods	1,05	1,04	1,09	1,02	1,16	0,98
H. Hotels and restaurants	1,03	1,03	1,00	1,05	0,96	1,06
I. Transport, storage and communication	0,82	0,74	0,76	0,73	0,79	0,72
J. Financial intermediation	0,76	0,82	1,02	1,30	0,73	0,52
K. Real estate, renting and business activities	0,8	0,77	0,97	1,18	0,74	0,46
L. Public administration and defence; compulsory social security	1,17	1,24	1,41	1,55	1,26	0,99
M. Education	1,07	1,42	1,75	2,38	1,09	0,92
N. Health and social work	1,02	1,19	1,54	2,00	1,06	0,66
O. Other community, social and personal service activities	0,87	0,85	0,99	1,01	0,96	0,64
P. Private households with employed persons	0,96	1,06	1,30	1,25	1,35	0,68

Sources: INE, Census, 2001

The breakdown by service activities reveals that the metropolitan area of Granada is a tertiarized area where quite every detailed activity is developed and presents fairly high specialization index, with the unique exception of transport and communications. The main engine of that development seems to be in the city of Granada, where public services play a central role, with education, health care and services and public administration. But the capital is also the only place where business services and real estate have developed enough to offer a fairly high specialization index.

Transport and communications are less relevant than in the rest of Spain mainly due to limitations of accessibility to large networks of communication. Transport by rail and sea are very limited due to poor infrastructure, air transport has been driven only by lines of low-cost, as competition from the international airport of Malaga limits its role in the Granada province. Thus the only element that is left is road transport as an alternative. With regard to communications, most of the parent companies are national or multinational and never developed a technology cluster in the metropolitan area.

Outside the metropolitan area, the only specialization in services is in line with hotels and restaurants due especially to beach tourism in the tropical coast of Granada. For the whole of the province sectorial specialization appears more diffuse as the table shows, but the inclusion of the metropolitan area is the main reason of these rather high figures.

Figure 3.2-18: Locational patterns of 10 service activities



Locational patterns gathered together in figure 3.2-18 present two main shapes that are of interest to observe. The first shape denotes a neat preference for centrality: the values are declining from left to right and may rise again in the larger areas (Province, Andalusia or Spain) but never being as high as in the Granada city or metropolis. It is the case with Education, Health, Finance, Public Administration, Real Estate and Business Services.

- In the field of education, the presence of the university, one of the largest in Spain with 80,000 students at present days, generates both directly and indirectly (schools, secondary schools, private university), a very active environment, especially in the city.
- The importance of healthcare services is determined by the characteristics of the two major hospitals, highly specialized dimension above provincial, because they have a character in many of its sub-specialties.
- Financial services are an important activity in the metropolitan area of Granada, due to high concentration of activity in the capital where two financial entities have located their headquarters: “Caja Granada” with an important regional market and “Caja Rural de Granada” with an equally important provincial market.
- The local provincial government has a significant presence in employment in the metropolitan area, especially in the capital.
- The existence of the university and the wide representation of public administrations have favored the presence of many service companies and professionals in particular lawyers, with one of the highest rates in Spain. The real estate services development is probably tied to the rapid climbing of land use prices in the core city of Granada.

The second shape denotes a preference for metropolitan locations but less in the center and more in the ring, probably due to land use costs. Retail trade illustrates clearly this location scheme, with the shopping centers and Car repairing centers located in the Belt, but transportation and domestic services present a similar scheme.

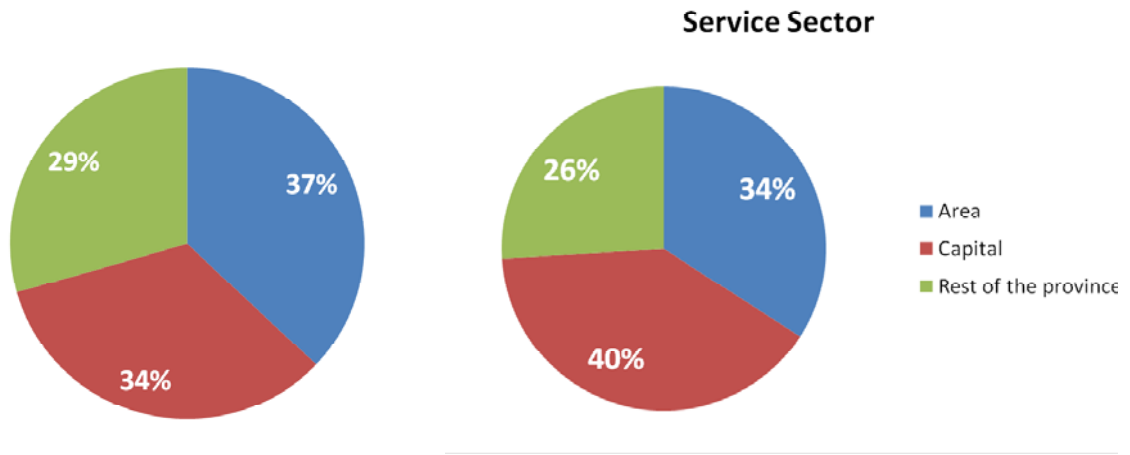
Two activities are remaining: Hotel and catering, which we could easily consider as attracted by centrality, but facing a multiple center context as the touristic interest of the old city with all its monuments is matched (and diversified at the province level point of view) by the touristic potential of the Mediterranean shore with the beaches of the “Casta Tropical” supplemented by the incipient momentum of rural tourism in the rest of the province, outside the metropolitan area. Community and social services are more developed in the metropolitan area but very equally and don't seem to have any preference between center city and surroundings.

3.2.3 – Firms creation and projects for the future

a) Newly created firms

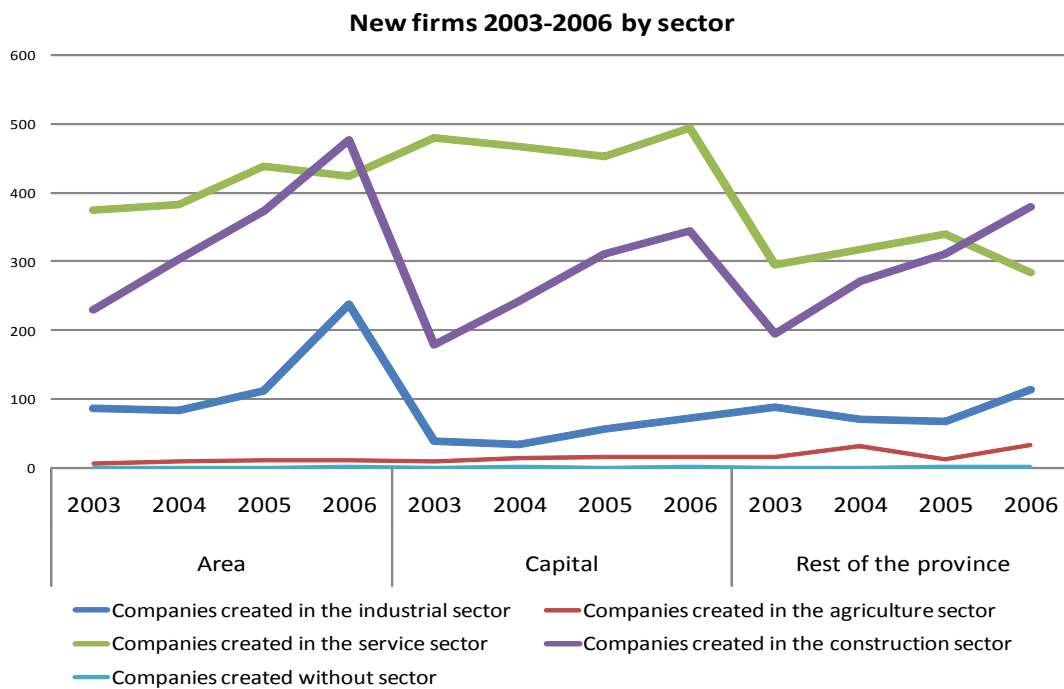
In recent years, the creation of new enterprises has been concentrated in the metropolitan area and in Granada capital. This indicator gives a picture fully consistent with the analysis of income generation in different areas. However, Granada capital gains the leadership when we analyse the enlargement of enterprises in the services sector.

Figure 3.2-19: Firms created 2003-2006 according to location
All activities and service sector



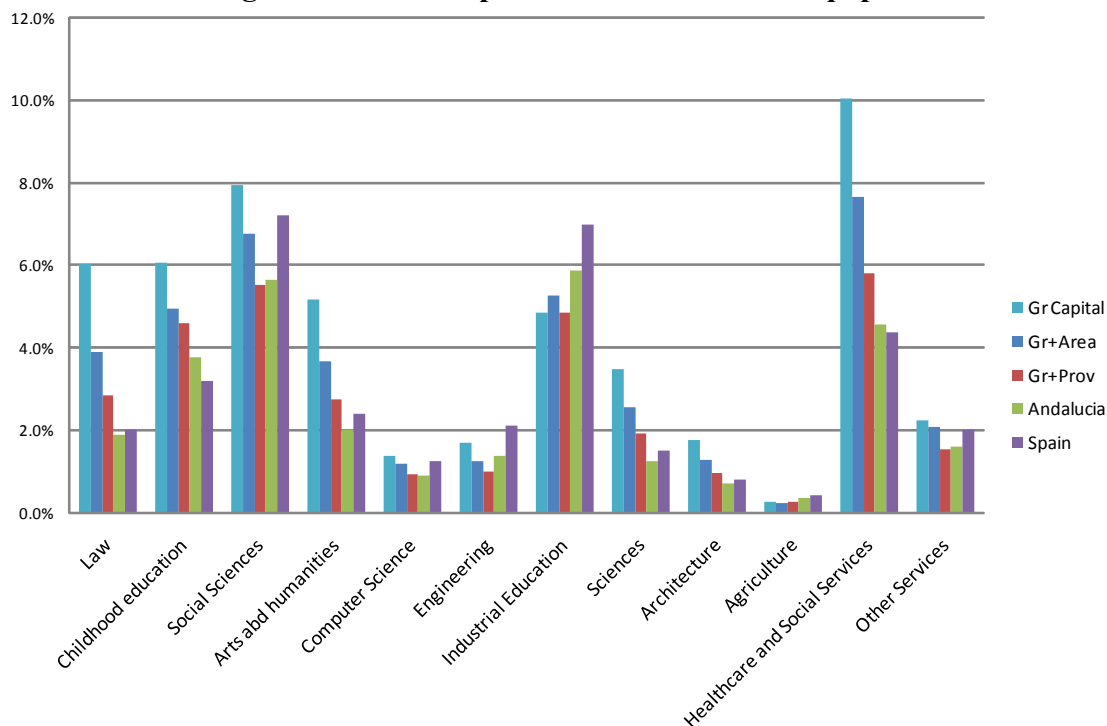
The reduction in the percentage of new businesses created in the services sector from 37% to 34% highlights the importance of the limitations outlined for new sources of employment in the metropolitan ring.

Figure 3.2-20: Firms created 2003-2006 according to sector and location



The chart in Figure 3.2-20 shows clearly the dominance of the metropolitan area in the creation of enterprises in the manufacturing sector and construction, while the capital maintains the leadership in the service sector.

Figure 3.2-21: Completed studies of resident population



The supremacy of Granada capital in the service sector stems from the professional specialization. Studies completed by the residents in Granada, especially in Granada capital, as illustrated in figure 3.2-21, shows an intense concentration in the services sector. In specialties such as health sciences and law, participation rates rise above the double the national rate. Only in the industrial studies and engineering the national rate surpasses the provincial, furthermore metropolitan area exceeds Granada capital in only one speciality: industrial educated people.

b) Industrial, Science and technological Parks projects

b1) The Industrial and Technological Park, PROFITEGRA

The idea of creating a park, Industrial and Technological Granada emerges as a solution to the need of generating an industrial framework capable of facing the present and embracing the future.

The Association Profitegra was set up in June 2000 as a union of a large group of industrialists from Granada whose main objective was to expand and enhance industrial production in the province.

As a promoter of the project, in July 2001, the Trading Corporation "Metropolitan Park, Industrial and Technological Granada" was established. Among the partners of this project are the regional and local public administrations, the two financial institutions of Granada, in addition to having different agreements with the University of Granada through the Office for Transfer of Research Results and the Foundation Enterprise-University.

The park has an area of over 4 million square meters. It is located at El Temple, in the municipality of Escúzar, at less than 20 kilometers from Granada Capital. The choice of this place was made after a careful study of many other municipalities that met the prerequisites for management of these features.

Currently, the Metropolitan Park Society is composed of 83 companies who have paid around 45 million euros, of which 9 relate to social capital. The combined turnover of existing businesses members is higher than the 1,000 million euros. This project will not only

consolidate this billing but it should have a multiplier effect of high direct and indirect impact for the province. All partners are committed to make investments with a value exceeding 300 million euros (228 million euros in civil works and urban development and 72 million euros in new technologies and equipment) and creating over 12,500 jobs (3,500 new direct jobs and 9,000 indirect jobs at a regional level). Which these investments will be realized what is intended to be the largest Industrial Park in Spain.

The basic structure of the 4 million square meters is as follows:

- **Industrial Extensive Use Area** (2,024,598 m²). It will house the industries promoting this project and it is distributed in large parcels, which must not exceed 60% occupancy. The attached table below reflects the various activities that are grouped in this area:

Table 3.2-10: Space Allocated to different types of industries in the Industrial Extensive Use Area

INDUSTRIES	M ²
Metal Product Manufacturing	310.000
Transportation Equipment Manufacturing	260.000
Food Manufacturing	255.000
Wood, Paper and Plastic Products Manufacturing	130.000
Machinery Manufacturing	275.964
Chemical Manufacturing	260.000
Transportation	255.000
Computer Systems Design and Related Services	130.000
	1.875.964

- **Industrial Intensive Use Area** (263,339 m²). It is designed to concentrate businesses or ancillary services with small superficial needs, ranging from 500 m² to 5,000 m², to gather around 150 companies. They are concentrated in one place, to differentiate their location.
- **Technological Industrial Use Area** (220,207 m²). This area is located in the central area of the Park. It will include Buildings and High Technology Research, Development, Administrative, Business Incubator, Headquarters, Social Assistance, Health, Control, Security, Assembly hall, Financial Institutions, and so on. It is a novelty that an Industrial Park and in fact promoted by entrepreneurs, is interested in creating an area exclusively dedicated to research and technology.

Furthermore, the Park has projected other complementary areas dedicated to: Industrial Services, Commercial Equipment, Sports Equipment, Social Equipment, Public Use, and for Infrastructure. (<http://www.parquemetroolitano.com/pages/presentacion.php>)

b2) The Health Science Technological Park of Granada

The Granada Health Science Technological Park (PTS) is well situated to the south of the capital city of Granada, a university city with a long tradition in healthcare, biomedicine and life sciences. The Health Science Technological Park aims to offer resource for the creation, implementation and expansion of institutes and companies, which converts knowledge into economic and social development, especially in the Pharmaceutical, Health Sciences, Healthcare and Food industries, making it the first park specialised in healthcare in Spain and one of very few throughout the world.

PTS Granada relies on the University of Granada's experience and history in the health sciences field, which gives the park an innovative feel. The park has the facilities necessary to offer all the benefits of a modern technological space and aims to integrate the fields of Health Care, Business Development, Research and Teaching with a particular focus on Health and Biomedicine.

PTS covers an area of 625,000 m² with 350,000 m² of building land for the different areas of the park. The University of Granada's experience and history gives the Health Science Technological Park an innovative feel. The park has the facilities necessary to offer all the benefits of a modern technological space which takes on and facilitates Biomedical Research with business development.

PTS Granada is a model for the transfer of basic clinical Research and Technology in the field of health and biomedicine which contributes to economic development via:

- The promotion of interdisciplinary research in biomedicine at an international level in order to make medical advances through the understanding, diagnosis, treatment, cure and prevention of illnesses.
- The protection and transfer of knowledge generated especially in the field of health and biomedicine.
- The consolidation of a health sciences business framework based on technology and aimed at clinical practice.
- Being a centre of excellence for healthcare which meets the healthcare needs of patients.

The Health Science Technological Park, which was created with the aim of becoming the first ever Health Campus, is supported by: the Autonomous Government of Andalusia via its Ministries for Innovation, Science and Business, Health, and Public Works and Transport; the University of Granada; the councils of Granada and Armilla; the Provincial Council of Granada; the Spanish Council for Scientific Research (CSIC); the banks Caja Granada and Caja Rural; the Granada Confederation of Entrepreneurs (CGE); and the Granada Chamber of Commerce, Industry and Navigation.

Of the 625,000m² which make up the total surface area of the Health Science Technological Park, 110,000m² are used to house buildings dedicated to research, development and innovation, 120,000m² for healthcare purposes and 98,000m² for teaching purposes. Public facilities in the Park include 6000 parking spaces, transport links to the centre of Granada and to Armilla via bus or soon via line 1 of the future underground which will open to passengers in 2009.

The park has an underground services and facilities gallery covering an area of 3600m² and which is 2.5 metres high and 2.5 metres wide, which is used by each and every one of the buildings within the PTS. The gallery was designed to incorporate infrastructures for other energy sources and services, such as a high capacity fibre optic network providing the Park with the latest telecommunication technologies.

The Health Science Technological Park, which currently employs more than 500 workers, has already become one of the biggest employers throughout the province of Granada. This figure represents a quarter of the total number of jobs which the biomedical centre is estimated to

provide when all its centers will be working at their full capacity, which will be around the year 2010.

In the Research and Development and Innovation area of the Health Science Technological Park, the European Business Innovation Centre (BIC Granada) is used by 37 companies employing a total of 243 people. The López Neyra Parasitology and Biomedicine Institute is employing over one hundred researchers. The Advanced Multifunctional Centre for Simulation and Technological Innovation (SMAT) employs 25 people, not including the education professionals contracted in order to cover the needs of training programmes.

About 14,000 people will work in healthcare, research, teaching and other business areas in the different parts of the Health Science Technological Park:

- Clinical Hospital
- New university faculties: Medicine, Pharmacy, Dentistry, Health Sciences
- Biomedical Research Centre
- Pharmaceutical and Food Development Centre
- ROVI Laboratories
- Telefonica R&D
- Servilens Fit and Cover (Optical Research)
- PTS Business Centre
- Andalusian Institute of Legal Medicine

3.3 – Ljubljana, une petite capitale en voie de métropolisation³²

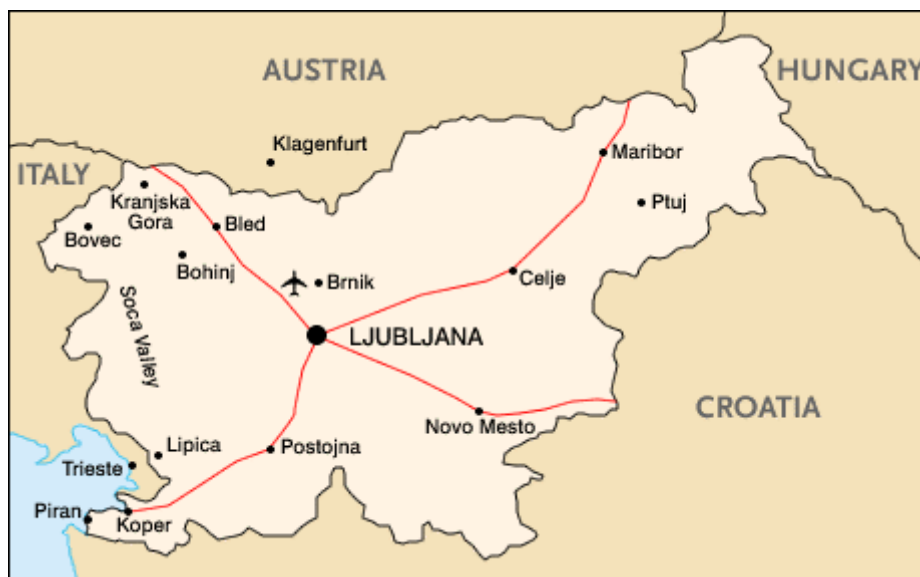
The geographical position of Ljubljana as a gateway from Central Europe to the Mediterranean and the Balkans governed its past. The settlements of pile dwellers, and later Illyrians and Celts, grew up in this region more than 5000 years ago. At the time of Roman Empire, from the 1st to 6th century, the capital of Slovenia was called Emona. Ljubljana is first mentioned in written sources from 1144, its historical rise beginning in the 13th century when it became the capital of the Province of Carniola and in 1335 it came under the Habsburg rule. From the end of the Middle Ages onwards the town gradually assumed the role of the Slovenian cultural capital thanks also to Protestantism as the most powerful social movement of the 16th century. Ljubljana had an important role in Napoleon times, even being the capital of the entire Illyrian province between 1809 and 1813.

The construction of the railway from Vienna to Ljubljana in 1849 and its extension to Trieste in 1857 was a decisive benchmark for further development and organization of the town. World War I brought the breakdown and disintegration of the Habsburg monarchy and Slovenia joined the new state, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenians. After World War II Ljubljana became the capital of Slovenia, one of the six republics forming the Socialist Federal Republic of Yugoslavia. Since 1991 Ljubljana is the capital city of the Republic of Slovenia³³.

3.3.1 - City Size and geographical location

Unlike other middle-sized cities included in this case study analysis, Ljubljana is at the same time also the capital of Slovenia, a feature that is reflected in its political, economic and administrative role.

Figure 3.3-1: Map of Slovenia with the main traffic corridors



³² Cette analyse a été réalisée et rédigée en langue anglaise par Metka STARE, professeur à la Faculté de Sciences Sociales à l'Université de Ljubljana.

³³ Abbreviated version from <http://www.ljubljana.si/en/tourism/ljubljana/history/default.html>

Ljubljana is the largest city in the Republic of Slovenia with 267,369 inhabitants³⁴ living in an area of 163.8 km² (data for 2006). Ljubljana municipality is composed of 17 districts. The city of Ljubljana forms part of a Larger Urban Zone (LUZ), the Central Slovenia statistical region, which covers an area of 2,555 km² with 488,364 inhabitants. The City of Maribor³⁵ ranks as the second largest city in Slovenia with a population of 93,847 living in an area covering 37.6 km². Geographically, Ljubljana is situated in the center of Slovenia (with the total population of 2 million and 20,300 km²) that enables its residents to reach Adriatic coast, ski terrains or spa resorts within an hour by highway (Figure 3.3-1). Distance to the closest airport is 25 km.

Ljubljana's location at the crossroads of traffic corridors from the Central Europe to the Mediterranean on the one hand and to the Balkans on the other hand gives to the city privileged position and a good starting point to reach Venice (247 km) Vienna (358 km) or Zagreb (150 km) by motorways.³⁶

Ljubljana is an important political, trade, business, transport, exhibition, scientific, educational and cultural center of Slovenia and home to the main national governmental institutions. After Slovenia declared independence on June 25th, 1991, Ljubljana also obtained the status of the capital of the State. This new status entailed the location of foreign representative offices of companies and states : Ljubljana hosts all the foreign embassies in Slovenia and, on the whole, 58 of the 64 foreign embassies or consular offices of entire Slovenia are located in the capital³⁷. In addition, Slovenia's membership in the EU brought new momentum to the development of Ljubljana. In the first six months of 2008, Slovenia was the first new member state to take over the Presidency of the EU Council that further contributed to the recognition of Slovenia and Ljubljana.

Ljubljana hosts the largest university in Slovenia which counts approximately 45,000 graduate students. Owing to a large number of faculties, research institutes with international reputation, a number of international scientific conferences and exhibitions are annually held in Ljubljana. On the cultural point of view, Ljubljana offers theatres, museums and galleries but also one of the oldest philharmonic societies in the world. It has several picturesque parks and wooded areas, some of which stretching right into the city centre. On account of all its features Ljubljana has become increasingly an attractive tourist destination. The number of foreign visitors to Ljubljana increased substantially in the recent period - from 2002 to 2006 their number rised from 190,000 up to 350,000³⁸.

3.3.2 – Economic situation of Ljubljana

Cities generate broad economic, social and cultural effect much beyond the city boundaries and significantly contribute to employment and overall regional development. Ljubljana as the capital city of Slovenia to a large extent influences the employment distribution by activities and skills of the total economy that will be addressed in the following two chapters.

³⁴ As of 31.12..2006, <http://www.ljubljana.si/si/ljubljana/stevilke/default.html> (Ljubljana Municipality website)

³⁵ Urban Audit Project <http://www.urbandaudit.org/CityProfiles.aspx>.

³⁶ Distances given by Via Michelin, <http://www.viamichelin.com/viamichelin/gbr/tpl/hme/MaHomePage.htm>

³⁷ Data from September 2008 :

http://www.slovenia.info/en/Tuja-veleposlani%C5%A1tva-v-Sloveniji.htm?ctg_embassies_in_slo=0&lng=2

³⁸ It has to be noted that the number of foreign tourists increased particularly since 2004 when Slovenia joined the EU and the first low price carrier started to operate flights to Ljubljana from London and Berlin.

a) Data and methodology

The principal aim of Ljubljana case study is to explore economic situation in Ljubljana and in particular the location of business services. This is usually done on the basis of population and employment statistics that are obtained from Census or other sources of data at the level of municipality. However, it has to be taken into account that the Census provides only very limited data by municipalities when account is made of issues relevant for present analysis. The last Census in Slovenia was carried out in 2002 but there are very few comparable data by municipalities with the Census performed in 1991, due to significant changes in the territorial composition of municipalities since then that affected Ljubljana as well³⁹. Additional methodological problems appear concerning the different classification of activities (in 1991 data in Slovenia were collected using the Common classification of activities applied in Yugoslavia while from 1995 onwards Standard classification of activities that is aligned to NACE- Rev.1 is used in Slovenia). Owing to these difficulties, intertemporal comparisons prior to 1995 are not sensible.

The most relevant statistical source for present analysis is the Statistical Register of Employment (SRDAP) held by the Statistical Office of the Republic of Slovenia (SORS). This source offers long time series on the 1995-2007 period which is really convenient to our purpose. We rely on SRDAP to explore the patterns of employment location in services and in business services in Ljubljana and in Slovenia. Throughout the paper we use the term employed persons to denote persons in employment, according to labour force survey. Persons in employment are persons in paid employment with employment contracts or self-employed persons who have compulsory social insurance⁴⁰.

b) From past to present - transition to market oriented economy

During the 1960s, 1970s and 1980s Ljubljana was a rather well industrialized city where many manufacturing companies were located, ranging from machinery and electrical equipment manufacturing to food production and pharmaceuticals. These companies employed a large number of Ljubljana's inhabitants, but also inhabitants of the surrounding smaller cities that migrated daily to Ljubljana. Some of these companies were very competitive and considered as export champions in former Yugoslavia. Since Ljubljana was the administrative centre of the federated republic of Slovenia a large part of public services were located there, in particular various administrative offices, the only University in Slovenia at that time, as well as the largest hospital and supplementary services. The provision of good access to public services (social security, health, education) was considered one of the building blocks of the socialist system that supported solidarity and equality among citizens. On the other hand market services remained modestly developed due to the prevailing "materialistic concept" of valuing production that was characteristic for former socialist countries (Stare, 2007). Consequently, market services were rather poorly developed in Ljubljana as well, with trade and transport being the most important. Financial and in particular business services were underdeveloped and some did not even exist prior to the introduction of market oriented reforms (e.g. asset valuation, auditing, management consultancy, etc). It is however important to note that manufacturing companies internalised

³⁹ For example some smaller municipalities located 15-20km from Ljubljana that belonged to municipality of Ljubljana till 1995 afterwards became independent governing bodies- new municipalities.

⁴⁰ These employment data may present partial bias on location pattern: Some companies with headquarters in Ljubljana and affiliates elsewhere in Slovenia may register to the compulsory social insurance at the headquarters address some of the people they actually employ in their other affiliates. The employment in Ljubljana can thereby be inflated in the data used.

most business related services so that R&D, design, accountancy, technical services and others were provided in-house and not bought on the market.

In parallel to becoming the capital of the newly independent State in 1991, Ljubljana, its businesses and institutions had to accommodate to both, the shocks caused by radical shrinkage of the former domestic market (in ex-Yugoslavia) and to the transition of economy to market oriented system. Even though Slovenia never exercised central planning in a way as other former socialist economies did and had started to introduce some elements of market economy already in the late 1960s⁴¹, the transformation of the economic system implied significant structural changes.

c) Facts and figures on Ljubljana's economy

Owing to the loss of the Yugoslavian market for Slovenian exporters of goods and services, as well as the discontinuation of the links with its suppliers of intermediate goods Slovenia experienced a decline in economic growth and downsizing of employment in the early 1990s. The unemployment rate increased in parallel to the decline in manufacturing employment since the newly created small firms in various service activities could not absorb the large numbers of people laid off in manufacturing, also due to the skills mismatch. Nevertheless, economic activity in Slovenia recovered rather quickly and the employment started to grow again. As evidenced in Table 3.3-1 unemployment continued to decrease also in the new millennium and in 2007 recorded a 7.7 % rate.

In Ljubljana the unemployment level was even lower (6.8%) while in the second largest city in Slovenia – Maribor much higher unemployment rate was experienced and the difference to Ljubljana remains significant⁴². Similar trends are recorded in employment rate where Ljubljana already achieved fairly high level. The striking deviation of Ljubljana from Slovenian average is displayed in regard of the share of population with tertiary education. The second largest city Maribor performs much worse in that regard possibly also due to the fact that, being a declining area in the 1990s and in the beginning of new millennium, it could not provide attractive jobs to people with tertiary education.

Table 3.3-1: Employment, education and companies' population, 2003 and 2007

	2003			2007		
	Slovenia	Ljubljana	Maribor	Slovenia	Ljubljana	Maribor
Registered unemployment in %	10.9	8.6	17.7	7.7	6.8	11.8
Employment rate in %	62.4	63.0	61.8	65.5	66.7	64.0
% of tertiary educated population >15 age (Census data 2002)	12.9	24.0	17.2			
	2000			2006		
Number of companies	90,832	17,617	5,478	100,569	20,866	6,292

Source: SORS, SI-Stat <http://www.stat.si/pxweb/Dialog/statfile2.asp>

⁴¹ Slovenian companies were allowed to trade with foreign partners directly without intermediation of state trading companies and some had already established subsidiaries in Africa (e.g. coffee plantation and drugs production).

⁴² Maribor was in the past a highly industrialized city with a large share of metal processing and automotive industry. The city has suffered the most after the loss of Yugoslavian market and was faced with severe problems of displaced workers.

Contrary to that, Ljubljana experienced fairly dynamic developments in the last fifteen years with buoyant business, university and cultural sphere. During the period 2000 – 2006, the creation of new companies was at a much higher level in Ljubljana (+18.4 %) than in the average of Slovenia (+10.7 %) ⁴³. These features attract population and labor force and also enhance daily commuting to workplaces in Ljubljana. Even though, Ljubljana accounts for approximately 13 % of the total population of Slovenia that is much lower than is the case in some other smaller economies ⁴⁴. On one hand, the reasons for more balanced distribution of population in Slovenia and for rather modest regional differences in per capita GDP can be attributed to regional policies in the past that have stimulated polycentric development. On the other hand the gradual approach to market-oriented reforms in the 1990s alleviated transition-induced divergences, including the deterioration of regional disparities, characteristic for some new EU-member states ⁴⁵.

In more recent period (2000-2007) Ljubljana has recorded a decline in population (-1.5 %) while Slovenia's population increased for 1.8% in the same period. The reasons behind such trends could be attributed to the deficient supply of apartments in Ljubljana and steep rise of their prices, directing young families to look for less expensive settlement locations in other municipalities of Ljubljana urban zone or even farther away. Such patterns of settlement solutions tend to increase the number of daily commuters (for work and schooling) that travel to Ljubljana ⁴⁶. This poses problems related to traffic congestion and environment pollution, particularly due to the fact that commuters rely on private rather than public transport ⁴⁷ (Bole, 2004).

As mentioned the growth of employment in Slovenia has resumed already in the second half of the 1990s and even accelerated after 2000. In the period 1995-2000 total employment increased for approximately 18,500 persons and for additional 54,000 persons between 2000 and 2007. Similarly, the increase of employment in Ljubljana in the first period amounted to less than 10,000 people while in the second period the net gain was approximately 28,000 people. In 2007 the number of employed persons in Ljubljana for the first time surpassed 200,000 persons. Due to faster employment growth in Ljubljana than on average in Slovenia the share of the capital city in total employment expanded from 21.5% in 1995 to 24.1% in 2007 (Table 3.3-2). The distribution of employment by sectors in the period 1995-2007 reveals trends towards declining role of secondary sector (mainly on account of severe drop in manufacturing) and shift towards tertiary activities both in Slovenia and Ljubljana.

As expected the downsizing of secondary activities was particularly strong in Ljubljana. Consequently, Ljubljana's focus on service activities (77.3 %) is much higher than on average in Slovenia (58.7%) although the gap has decreased in the period under observation. Deviation of employment shares in Ljubljana from the Slovenian average is higher in non-market services than in market services that might be related to a fairly centralized public

⁴³ Large majority of all companies in Ljubljana in 2006 was registered in business services (36.2%), distribution (27%) and construction (10.4%).

⁴⁴ E.g. the capitals of Latvia and Estonia account for over 30% of total population (Worldatlas).

⁴⁵ Although regional differences in GDP per capita have been increasing in Slovenia as well, these differences are considered as modest. In 2005 the most developed region had 2.2 times higher GDP per capita than the least developed region, which ranks Slovenia among countries with smallest regional disparities in the EU 27 (Eurostat-Regions, 2006).

⁴⁶ It is estimated that approximately 70,000 employees and 40,000 students and pupils are commuting daily from neighboring municipalities to Ljubljana (Bole, 2004).

⁴⁷ High level of automobiles usage and very low occupancy (less than 1.5 passenger per vehicle) is a special feature of Slovenia's daily mobility (Bole, 2004).

administration in Slovenia. Regions as core administrative units were not established until 2008 and the whole Slovenia was considered NUTS 2 region⁴⁸ (Pečar, 2008). Consequently, Ljubljana was the central location for all public services and institutions. In the next section we explore developments in services employment in Ljubljana in larger detail, in particular in business services.

Table 3.3-2: Employment by sectors, Slovenia and Ljubljana, 1995, 2000 and 2007, in %

	Number of employed persons						Share of Ljubljana		
	Slovenia			Ljubljana			%		
	1995	2000	2007	1995	2000	2007	1995	2000	2007
Primary activities	49,018	34,751	22,641	1,450	1,263	811	3.0	3.6	3.6
Secondary activities	332,693	317,677	325,574	48,258	44,688	45,386	14.5	14.1	13.9
Tertiary activities	388,649	436,392	494,778	116,160	129,267	157,213	29.9	29.6	31.8
<i>Market services</i>	249,320	279,753	330,654	74,877	83,808	101,398	30.0	30.0	30.7
<i>Non market services</i>	139,329	156,639	164,124	41,283	45,459	55,815	29.6	29.0	34.0
TOTAL	770,360	788,820	842,993	165,868	175,218	203,410	21.5	22.2	24.1
	%	%	%	%	%	%			
Primary activities	6.36	4.41	2.69	0.87	0.72	0.40			
Secondary activities	43.19	40.27	38.62	29.09	25.50	22.31			
Tertiary activities	50.45	55.32	58.69	70.03	73.77	77.29			
<i>Market services</i>	30.03	32.73	36.14	40.98	43.53	45.75			
<i>Non market services</i>	20.42	22.59	22.55	29.05	30.25	31.54			
TOTAL	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00			

Source: own calculations based on Statistical Register of Employment (SRDAP) of the Statistical Office of the Republic of Slovenia (SORS).

3.3.3 – Services and business services in Ljubljana

Ljubljana has made significant progress towards high service orientation since 1995 that could also be related to growing creative potential of the city. As argued by a number of studies the generation of knowledge and its efficient transfer to business and society crucially depends on the creative class and its geographical distribution (Florida, 2005; Allen, 2006). Ljubljana seems to be well placed in that regard as it accounted for 40% of the total number of creative professions⁴⁹ in Slovenia in 2006 (Ravbar, 2007). Such a level of concentration suggests that further growth of high skill services may be expected. It has been empirically demonstrated that cities with a high proportion of creative class tend to get more creative by attracting still more creative labor (Lorenzen and Andersen, 2007).

⁴⁸ Effective on January 1st, 2008 Slovenia was divided into two cohesion regions at NUTS 2 level- East and West Slovenia. There are however 12 NUTS 3 regions that correspond to Slovenian statistical regions.

⁴⁹ According to Florida (2002) the creative class includes three subgroups: *the creative core* occupied in technical or educational creative professions; *the creative professionals* occupied in generic or managerial creative professions, and *bohemians* occupied in artistic creative professions.

a) The growth of services employment in the period 1995-2007

The employment shifts between major economic activities have been very dynamic in the last twelve years in Slovenia and Ljubljana alike. In the period 1995-2007 they have experienced a huge decline in employment in agriculture, mining and manufacturing. In total, downsizing of workforce accounted to 62,600 people in Slovenia out of which 12,000 were recorded in Ljubljana. On the other hand different service activities have generated 106,000 jobs in Slovenia, of which 41,000 in Ljubljana (Table 3.3-3). The largest number of new jobs in Ljubljana was created in business services (12,200) with consultancy services accounting for almost 7,600 new jobs and operational services for 4,600 jobs. Their rapid growth (69 % and 131 % respectively on the whole 12 years period) can be attributed to different factors: the low level of development of these services in Ljubljana in the past, increasing externalization of some service functions previously performed within manufacturing or other service firms, growing demand for various business services due to strengthened competition and the appearance of new services related to information-communication technologies.

Table 3.3-3: Changes in employment in Slovenia and Ljubljana, 1995-2007

NACE, Rev.1	Activity	Employment change, 1995-2007			
		in %		Number of employees	
		Slovenia	Ljubljana	Slovenia	Ljubljana
01+02+05	Agric., fisheries, forestry	-53.5	-38.7	-21,718	-469
(10-14)+23	Mines, extractive activity	-55.2	-71.4	-4,659	-170
(15-36)-23-37	Manufacturing	-13.7	-32.7	-36,210	-11,214
45	Construction	53.7	64.5	28,259	7,338
60-64	Transport and communications	23.8	27.3	10,937	3,024
40+41+90+37	Utilities	5.3	38.8	832	1,004
50+52	Retail trade	13.9	29.6	8,993	4,116
51	Wholesale trade	14.9	-3.2	5,262	-452
55	Hotels and catering	25.0	27.1	6,597	1,096
92+93+95	Personal, other services	44.5	21.0	8,002	1,448
70	Real estate services	176.1	119.5	2,684	902
65-67	Financial services	48.1	68.9	7,325	4,188
72+(741-744)	Consultancy services	65.9	69.0	17,504	7,597
71+(745-748)	Operational services	121.2	130.7	13,206	4,580
80	Education	17.5	13.3	8,817	1,668
73	Research and development	17.8	0.7	824	22
851+852	Health	12.3	31.2	4,073	2,962
853	Social services	12.4	3.0	1,582	72
75	Public administration	32.4	64.1	12,353	9737
91	Associations	-39.3	5.8	-2,030	93
50-95	Services	27.3	35.3	106,129	41,053
Total	Total	9.4	22.6	72,633	37,542

Source: own calculations based on Statistical Register of Employment (SORS).

Although the expansion of business services employment was dynamic in Slovenia in general it could not match the growth of employment of these services in Ljubljana. Another growth pole of services employment in Ljubljana was public administration where additional 9,700 new jobs were opened between 1995 and 2007 that accounted for almost 80 % of all new jobs in public administration in Slovenia (Table 3.3-3). Such dynamic growth of employment in public administration reveals not only strong demand for administrative support to the accession of Slovenia to the EU, but also the need to adequately equip new institutions needed

for the efficient implementation and monitoring of market oriented reforms (e.g. autonomous regulatory agencies or veterinary inspection services) located almost exclusively in Ljubljana. Significant increase in financial services employment (69 %) on one hand reflects the gap in development of these services and consequent accelerated catching up to the standards of developed economies, and on the other hand substantial demand for advanced financial services from businesses and citizens alike. Employment in retail trade has registered substantial growth in Ljubljana in the period 1995-2007 owing to improved purchasing power of the population, but also to the arrival of big international retailers such as *Interspar* and *Leclerc*. The latter have in the beginning located only in Ljubljana and have forced local retailers to accommodate to the trend of opening large shopping centers. In other parts of Slovenia the arrival of international chains was somewhat delayed so the growth of employment in retail was not as quick as in Ljubljana. On the other hand the employment in wholesale in Ljubljana has even declined as a result of the dissolution of some companies and of the reorganization of others that have externalized non-core activities. Contrary to Ljubljana employment in wholesale trade has increased in other parts of Slovenia.

Apart for public administration, health services were among the most rapidly expanding in the public services. Employment in health services has increased for almost 3,000 persons and accounted for $\frac{3}{4}$ of the total increase in Slovenia, illustrating the strengthened role of health services in the capital city. The opposite trends could be observed in research and development services which are considered the key element of improved competitiveness. It seems that these services have experienced very poor employment growth in Ljubljana in the observed period compared to the situation in Slovenia. In the first sub-period (1995-2000) the employment in R&D in Ljubljana has even declined while in the second sub-period it started to recover slowly. The reasons for such trends and their sequencing seem to be related to transition problems and the accompanying decline of some manufacturing companies that were the major clients of R&D institutions and companies. Accordingly, R&D services suppliers had to downsize their capacities and employment. Other plausible explanation could be related to the fact that in the last ten years Slovenian R&D policy supported the establishment of research and development capacities in other cities (along with the establishment of new universities) in order to better address the needs of local business and to decrease over-centralization of R&D activity in Ljubljana. Consequently, new employment in R&D services was created mostly outside Ljubljana.

b) Location of service activities in Ljubljana relative to Slovenia

To further illustrate the patterns of locations of services and of business services in Ljubljana relative to Slovenia and to identify trends in the period 1995-2007 we have calculated location quotients⁵⁰ for 20 activities according to NACE –Rev.1.

⁵⁰ The location quotient indicates the intensity of location of individual activity in certain geographical area compared to the average (comparator geographical area :

$$LQ_i = \frac{\left(\frac{E_{LJ,i}}{E_{SI,i}} \right)}{\frac{\sum E_{LJ}}{\sum E_{SI}}}$$

where E_i denotes employment in activity i and ΣE denotes total employment in Ljubljana/Slovenia.

A value of $LQ > 1$ points that individual activity locates more intensively in one geographical area than on average while value of $LQ < 1$ shows that individual activity locates less intensively in geographical area than on average.

Table 3.3-4 reveals the intensity of location for individual activities in Ljubljana and its evolution over the observed period. Not surprisingly, manufacturing activities have seen further decrease in importance in Ljubljana's economy relative to Slovenian average. Consequently, service activities were and still are over-represented in employment in Ljubljana but after 1995 a decreasing trend in the location quotient can be observed. Nevertheless, the actual decline in the concentration of services employment occurred only until 2000 whereas the level of disproportion remains quite similar afterwards.

Table 3.3-4: Location quotients for employment in Ljubljana, 1995, 2000, 2007

NACE-Rev.1	Activity	Location quotient		
		1995	2000	2007
01+02+05	Agriculture, fisheries, forestry	0.14	0.16	0.16
(10-14)+23	Mines, extractive activities	0.13	0.17	0.07
(15-36)-23-37	Manufacturing	0.60	0.51	0.42
45	Construction	1.00	1.07	0.96
60-64	Transport and communications	1.12	1.12	1.02
40+41+90+37	Utilities	0.77	0.76	0.91
50+52	Retail trade	1.00	1.06	1.01
51	Wholesale trade	1.88	1.65	1.41
55	Hotels and catering	0.71	0.71	0.65
92+93+95	Personal and other services	1.78	1.57	1.33
70	Real estate services	2.30	1.86	1.63
65-67	Financial services	1.85	1.80	1.89
72+(741-744)	Consultancy services	1.92	1.86	1.75
71+(745-748)	Operative services	1.49	1.40	1.39
80	Education	1.16	1.10	1.00
73	Research and development	3.34	2.96	2.54
851+852	Health	1.34	1.42	1.39
853	Social services	0.87	0.64	0.71
75	Public administration	1.85	1.72	2.05
91	Associations	1.45	2.41	2.25
	Services	1.39	1.33	1.32
	Total	1.00	1.00	1.00

Source: own calculations based on Statistical Register of Employment (SORS).

Individual service activities have different characteristics in regard of LQ and have experienced various trajectories concerning the location of employment in the period under observation. At present only hotels, catering and social services are underrepresented in employment in Ljubljana compared to the average in Slovenia.

Transport and communication, retail services and education seem to have rather balanced employment shares that was achieved only recently while in the past this was not the case, the only exception being retail services that is characterized as basic service.

All other service activities reveal disproportionately larger employment shares in Ljubljana than in Slovenia on average. Most of them have however decreased disproportions while in financial services, public administration and in associations⁵¹ the deviation of Ljubljana has

⁵¹ Professional, political, religious and expert associations, trade unions and employers associations.

progressed further. For financial services and associations such trends are expected as they tend to locate in central locations. For public administration large and increasing over-representation of employment in Ljubljana is the consequence of centralization of administrative authority in the capital due to still non-existing regional level of governance and authority⁵². The establishment of regions with respective administrative and institutional organization and decentralization could in the future encourage more dynamic development of other cities in Slovenia.

R&D services score the highest in regard of LQ reaching above 2.5 implying that employment share in R&D in Ljubljana was 2.5 times higher than in Slovenia in 2007. Since 1995 the unbalance has declined substantially owing to reasons already explained in the previous section. Health services have experienced growing disproportions in the period up to 2000 and the reversal of trends. The development of real estate services employment is a typical reflection of the transition process. While these services did not exist in the previous political system or were very limited in scope they started to gain in importance with the introduction of market oriented reforms. In the middle of 1990s the employment in real estate services in Ljubljana was over-represented in relation to the average for Slovenia with LQ for real estate services employment scoring second highest, only after R&D services. By the year 2000 it significantly declined and by 2007 even further revealing the normal process of faster development of real estate services outside Ljubljana.

c) Business services concentration

In line with theoretical underpinnings business services tend to locate disproportionately in central cities and Ljubljana is no exception to that. Moreover, as the capital city it provides additional incentive for the location of companies supplying business services. Indeed, these services are over-represented in Ljubljana and even though the trend in the period 1995-2007 has been reversed for both groups of business services, the decline was relatively modest. LQ was and is higher in consultancy services employment than in operational services suggesting that the attractiveness of Ljubljana for services requiring highly skilled employees with specialized knowledge is particularly strong.

Notwithstanding the fact that all individual business services are over-represented in Ljubljana compared to the average in Slovenia ($LQ > 1$) they however reveal differences in regard of location concentration and changes over time (Table 3.3-5). Among all business services, advertising has experienced the most persistent and outstanding trend of increased intensity of employment in Ljubljana throughout the period 1995-2007; the LQ for 2007 indicates that the share of advertising in Ljubljana's employment is 143 % higher than the average employment share of advertising in Slovenia. The reasons for such trends seem to be related to the fact that advertising companies tend to locate as close as possible to their major customers⁵³ as possible to enable frequent personal communication with them.

While the LQ in computer services employment is rather high the tendencies in the period 1995-2007 indicate slight decline in the deviation from the average employment share in

⁵² Due to the failure of political parties for several years to agree on the territorial division of regions total Slovenia still lacks intermediate level of administrative authority (regions). The lower level of administrative authority is municipality where close to 200 municipalities are established.

⁵³ The customers are private companies as well as public institutions. On one hand the majority of large Slovenian companies and banks have headquarters in Ljubljana and spend substantial budgets on advertising; on the other hand, public sector institutions also increasingly employ advertising agencies for the promotion of their activities.

Slovenia. Legal, accounting and consultancy services, which occupy the largest share of business services' employment both in Ljubljana and in Slovenia have increased the deviation of Ljubljana from Slovenian average only slightly since 1995.

Table 3.3-5: Location quotients for business services employment in Ljubljana, 1995, 2000, 2007

NACE, Rev. 1	BUSINESS SERVICES	1995	2000	2007
		Location quotient		
72+(741-744)	Consultancy services	1.92	1.86	1.75
72	Computer and related activities	2.32	2.54	2.35
741	Legal, accounting and consultancy services	1.50	1.59	1.59
742	Architectural and engineering services	2.25	1.82	1.43
743	Technical testing and analysis	1.69	1.34	1.25
744	Advertising	1.94	2.29	2.43
71+745do748	Operational services	1.49	1.40	1.39
71	Renting of machinery and equipment	2.21	1.24	0.53
745	Labor recruitment	2.14	2.44	1.47
746	Investigation, security	1.99	1.75	1.65
747	Industrial cleaning	1.04	0.99	1.36
748	Miscell. business services	1.54	1.64	1.18

Source: own calculations based on Statistical Register of Employment (SRDAP) of the Statistical Office of the Republic of Slovenia (SORS).

In the period under observation renting of machinery, labor recruitment services, architectural and engineering services have seen the steepest decrease in employment share of Ljubljana compared to the average for Slovenia. Such trends could suggest that these services are moving closer to the customers but also that other cities in Slovenia are improving the supply. Nevertheless, other explanatory factors, specific for disaggregated services, might be valid as well. A case in place is renting of machinery and equipment where different trends in individual types of services produced a substantial decline of the location quotient for employment in Ljubljana (from 2.21 in 1995 to 0.53 in 2007). In the period 1995-2000 this decline was caused by a huge and disproportionate decrease of employment in renting of automobiles in Ljubljana compared to Slovenian average⁵⁴ whereas in the second period (2000-2007) it reflected an enormous increase of employment in renting of construction equipment in Slovenia, outside Ljubljana⁵⁵.

⁵⁴ It has to be noted that in the beginning of 1990s renting of automobiles for business purposes was a fairly novel service activity on the Slovenian market and has expanded dynamically, particularly in the capital city. In uncertain economic situation and declining economic growth that followed the independence of Slovenia the companies preferred not to buy automobiles but rather to rent them from specialised suppliers of such services. After Slovenian economy regained growth momentum in the second half of 1990s and companies felt more secure and financially capable of buying automobiles for business purposes the demand for renting services decreased.

⁵⁵ Most probably, this can be related and explained by a very intensive construction of highways in Slovenia (outside Ljubljana). It required a large construction equipment capacity that exceeded the supply of Slovenian construction companies. Accordingly, new companies for renting of construction equipment were set-up and

Decreasing concentration of employment in Ljubljana appears also in investigation, security and miscellaneous services. Industrial cleaning is a special case as these services are the only business services where employment was quite evenly distributed until 2000. Since then the concentration of employment in Ljubljana started to grow that is quite uncommon given the fact that employment in those services is location bound. The observed trend might reflect the acquisition of smaller firms outside Ljubljana by companies with headquarters in Ljubljana and affiliates elsewhere. If the employees in affiliates are not registered for compulsory social insurance in the municipality of affiliate location the employment in Ljubljana could be artificially inflated and could affect the trends in LQ for industrial cleaning services.

During the first years of the transition process business services were rather modestly developed in Slovenia and Ljubljana. The catching up first occurred in Ljubljana due to both strong demand for such services and to sufficient pool of highly skilled workforce. In addition, services that have not existed in the past system (e.g. labor recruitment) initially appeared in Ljubljana and then spread in other cities around Slovenia owing to evolving demand from manufacturing and service sectors. The discussion on business services location confirms over representation of these services in employment in Ljubljana relative to Slovenia. It is however important that disproportions are decreasing and it is our educated guess that such trends may reflect the growing capacity of other cities in Slovenia to supply business services, also due to encouraging regional policy and supportive environment for new firms' creation. On the other hand, the increasing demand for business services at the local level may have played an important pull factor in enhancing business services development outside Ljubljana. It is to be seen how various drivers will influence the location of business services in Slovenia in the future.

The distribution of business services employment in Ljubljana among central and suburban locations could provide further insight into the characteristics of spatial location of individual business services. Unfortunately, data base used for the present analysis (Statistical Register of Employment of the Statistical Office of the Republic of Slovenia) does not provide for such disaggregated data. Anecdotal evidence however suggests that legal, accounting and consultancy services, advertising and labor recruitment services tend to concentrate in the center of Ljubljana while in other business services such concentration is less obvious.

d) Business services and skills intensity

Knowledge and skill intensity is an important distinguishing feature of business services although it differs substantially across individual business services. The more demanding business services that provide specialized expertise and advice to customers (such as for example architectural, engineering and legal services) require much larger proportion of employees with higher education than those services underpinning the regular functioning of firms or institutions (e.g. cleaning or security services). In the next section we examine knowledge and skill intensity of business services employment in Ljubljana relative to Slovenia and explore the shifts in the period 1995-2007. Knowledge and skills intensity is approximated by the level of achieved education of employees using data set of the Statistical Register of Employment (SRDAP) of the Statistical Office of the Republic of Slovenia (SORS) that distinguishes between eleven levels of education achievement. For the purpose

located close to the construction sites outside Ljubljana (including affiliates of foreign companies established in Slovenia).

of comparability with other case studies we aggregate these levels to more standardized education categories and distinguish between high skill, medium skill and low skill level⁵⁶.

Table 3.3-6 reveals that the main feature of the overall employment change in the period 1995-2007 was the dynamic increase in high skill employment, both in Slovenia and Ljubljana although Ljubljana recorded somewhat faster growth. However, low skill employment declined at a slower pace in Slovenia than in Ljubljana, possibly on account of lower share of such employment in Ljubljana already in 1995. Medium-skilled employment has seen a modest and almost similar raise in Slovenia and Ljubljana.

Table 3.3-6: Change in employment in Slovenia and Ljubljana, by skill level, 1995-2007

Skill level:	Index of employment change					
	Slovenia 1995- 2007			Ljubljana 1995-2007		
	High	Medium	Low	High	Medium	Low
Consultancy services	216.5	146.3	94.0	222.4	139.6	97.7
Computer and related act.	472.6	311.1	180.5	503.9	347.9	277.1
Legal, accounting, consulting	220.3	138.8	104.6	249.8	148.5	167.0
Architectural & engineering	144.7	102.0	72.1	112.6	65.8	42.7
Techn. Testing & analysis	476.8	312.4	54.7	314.8	211.1	100.0
Advertising	257.2	143.5	98.6	378.3	183.3	136.0
Operational services	357.2	256.2	172.3	347.0	229.3	212.3
Machinery & equipm. renting	221.4	168.2	103.8	113.0	33.0	100.0
Labor recruitment	2600.0	4600.0	14433.3	2654.5	3968.4	6245.5
Investigation, security	450.0	261.1	76.3	373.3	231.9	76.6
Industrial cleaning	288.6	193.6	164.0	523.1	251.4	250.4
Miscellaneous business	257.6	165.5	152.1	215.9	149.7	97.6
Business services	225.1	174.6	145.5	229.1	161.4	165.2
Total activities	170.8	111.3	74.6	176.9	111.6	87.8

Source: own calculations based on Statistical Register of Employment (SRDAP) of the Statistical Office of the Republic of Slovenia (SORS).

In business services upward trend in high-skill employment was much higher than in total employment and the number of high-skilled employment in business services more than doubled both in Slovenia and Ljubljana. The most rapid increase was experienced in computer services, technical testing and analysis and in Ljubljana also in advertising. Particularly strong growth in high-skilled employment was recorded in operational services not only on account of extreme jump of high skill employment in labor recruitment services⁵⁷ but also in other activities. In Ljubljana industrial cleaning and security services recorded a considerable growth of high skill employment. Medium skill and low skill employment increased quite rapidly in operational services in Slovenia and Ljubljana. In consultancy

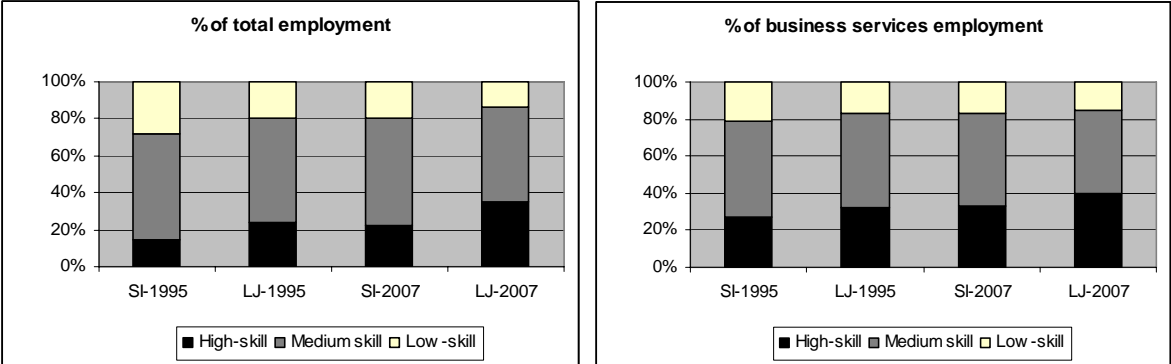
⁵⁶ Skill categories are derived by aggregating different levels of International Standard Classification of Education (ISCED 1997): high skill includes ICSED levels 6, 5A and 5B; medium skill includes ICSED level 4 and 3; low skill includes ICSED level 2, 1 and 0.

⁵⁷ It has to be noted that the number of employees in labour recruitment services was very low in 1995 and even a modest increase of employees in absolute number represented a significant relative changes. Besides, due to methodological changes introduced in 2002 the labour force employed via labour employment agencies was statistically registered in labour recruitment activity although the labour was actually employed elsewhere, most notably in construction and manufacturing. Hence, the increase of low skill and medium skill employment in labour recruitment services was even higher.

services only medium skill employment was growing while low skill employment declined in the period 1995-2007. Such trends confirm that in consultancy services both in Slovenia and Ljubljana the change in employment was focused on high skill employment growth that is in line with the increasing specialization trends and required specialized knowledge.

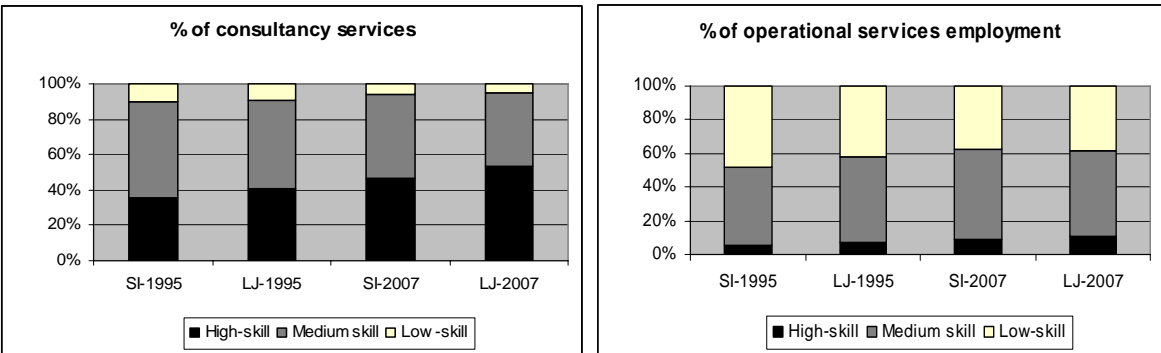
By and large, the above trends tend to suggest that rather similar changes in skill levels occurred in employment in Slovenia and Ljubljana in the past twelve years. Ljubljana maintains much larger share of high-skill employment in total employment as well as in business services, however the lag of Slovenia was slightly reduced during the period 1995-2007 (see Figures 3.3-2 and 3.3-3). Consultancy services have experienced a raise in high-skill employment in Slovenia and Ljubljana and have in 2007 respectively accounted for 46% and 53% of total employment respectively. Breakdown of operational services employment reveals a considerably different structure with a small share of high skill employees, dominant share of medium skill and significant, however shrinking share of low skill employees (Figures 3.3-4 and 3.3-5).

Figures 3.3-2 & 3.3-3: Distribution by skill level in total employment and in Service sector, comparison 1995-2007 for Slovenia (SI) and Ljubljana (LJ)



Source: own calculations based on Statistical Register of Employment (SRDAP) of the Statistical Office of the Republic of Slovenia (SORS).

Figures 3.3-4 & 3.3-5: Distribution by skill level in consulting and in operational services sectors, comparison 1995-2007 for Slovenia (SI) and Ljubljana (LJ)



Source: own calculations based on Statistical Register of Employment (SRDAP) of the Statistical Office of the Republic of Slovenia (SORS).

Distribution of total employment and business services employment by skill levels reveals some expected differences between Slovenia and Ljubljana that are further analyzed in the following section. We examine the intensity of employment location in Ljubljana disaggregated by the skill level compared to Slovenia and the changes in the period 1995-2007. The respective location quotients are displayed in Table 3.3-7.

Table 3.3-7: Location quotients for total employment and business services employment in Ljubljana, by skill level, 1995, 2000 and 2007

Skill level:	1995			2000			2007		
	High	Medium	Low	High	Medium	Low	High	Medium	Low
Total activities	1.67	0.99	0.68	1.65	0.92	0.72	1.54	0.88	0.72
Business services	1.20	0.98	0.80	1.25	0.94	0.77	1.21	0.89	0.90
Consultancy services	1.13	0.93	0.90	1.16	0.90	0.83	1.14	0.87	0.92
Consultancy services	1.13	0.93	0.90	1.16	0.90	0.83	1.14	0.87	0.92
Computer services	1.17	0.94	0.60	1.12	0.92	0.72	1.09	0.93	0.82
Legal, account., consulting	1.23	0.89	0.81	1.28	0.83	0.70	1.17	0.81	1.10
Architectural, engineering	1.04	0.95	1.07	1.07	0.94	1.04	1.14	0.87	0.89
Techn. Testing & analysis	1.81	0.87	0.16	1.59	0.69	0.28	1.44	0.71	0.34
Advertising	1.15	0.97	0.85	1.25	0.93	0.73	1.20	0.88	0.83
Operational services	1.29	1.11	0.87	1.37	1.06	0.88	1.20	0.95	1.02
Machinery & equipment renting	1.15	1.10	0.38	1.95	0.91	0.78	2.19	0.81	1.36
Labor recruitment	1.19	0.72	1.99	0.51	1.18	1.27	1.58	0.81	1.12
Investigation, security	1.00	1.04	0.94	1.01	1.02	0.94	0.89	1.00	1.02
Industrial cleaning	0.83	1.10	0.96	1.09	0.87	1.05	1.03	0.98	1.01
Miscellaneous business	1.29	0.89	1.09	1.35	0.90	1.02	1.26	0.94	0.82

Source: own calculations based on Statistical Register of Employment (SRDAP) of the Statistical Office of the Republic of Slovenia (SORS).

Total employment indicates a clear overrepresentation of high skilled employees in Ljubljana relative to Slovenia although the intensity has been decreasing since 1995 and particularly so after 2000. It confirms not only the increasing share of high skill employees in total employment of Slovenia, but possibly also the attraction of other places outside Ljubljana for high skilled employees. Medium skill employment was very evenly represented in Ljubljana and Slovenia already at the outset but has since 1995 experienced a trend toward lesser intensity in Ljubljana. In line with the expectations, the discrepancy in low skill employment under representation persists since Ljubljana attracts much fewer employees with such skills than Slovenia. In business services high skill employment is disproportionately located in Ljubljana however the deviation is rather modest and stable over the period 1995-2007. Medium skill employment in business services displayed a balanced distribution in the beginning of the period but has afterwards turned toward less balanced location for Ljubljana. On the contrary, less skill employment in business services seems to reveal trends towards more even distribution even though Ljubljana remains less intensive location for such skills in business services.

The breakdown of business services to consultancy and operational services reveals some variations in location intensity by skill level of employment and in its evolution over time. High-skill employment in consultancy and in operational services tends to locate with disproportionate intensity in Ljubljana, with operational services experiencing stronger

deviation from Slovenian average. Less disproportionate location of high skill employment in consultancy services than in operational services could be to some extent attributed to the dominant feature of consultancy services that are supposed to provide well argued expert based solutions to customer problems. Most of the consultancy services require a certain pool of employees with high skills and competences, irrespective of the location of the company performing such services. Moreover frequent interactions with the customers that take part in co-production of services favor geographical proximity. Those characteristics probably underpin rather stable values of the location quotient for consultancy services in Ljubljana in the observed period. In individual consultancy services trends toward more balanced/disproportionate distribution of high skills across Slovenia might be the result of a growing number of high skill employees in other parts of Slovenia (e.g. in technical testing and analysis) or of specific conditions for individual services.

Somewhat different situation could be observed in operational services where high skill employment intensity in Ljubljana is higher relative to consultancy services but with a downward trend in the overall period. It could suggest the catching up of operational services suppliers outside Ljubljana in terms of high skill employment. Nevertheless, a caveat applies to such an explanation as the trends in operational services are strongly influenced by a lump category of miscellaneous services that represent almost half of high skill employment in operational services in both Slovenia and Ljubljana.

CONCLUDING REMARKS

Apart for its favorable geographical location in the center of Slovenia and at a crossroads from Central Europe to the Mediterranean and the Balkans, Ljubljana as a capital city of the Republic of Slovenia enjoys special position in regard of its political, administrative, economic, scientific and cultural role. Ljubljana is the largest city in Slovenia with nearly 270,000 inhabitants and generates broad economic, social and cultural impact much beyond its boundaries, contributing significantly to employment and overall regional development. Owing to the loss of the Yugoslavian market in the early 1990s Slovenia and Ljubljana experienced a decline in economic activity and downsizing of employment. Nevertheless, the recovery followed rather quickly and the employment started to grow. Since 1995 Ljubljana has experienced fairly dynamic developments with buoyant business, administrative, university and cultural sphere. These features attract population and labour force and also enhance daily commuting to workplaces. Even though, Ljubljana accounts for only 13 % of the total population in Slovenia that is much lower than is the case in some other smaller economies.

Due to faster employment growth in Ljubljana than on average in Slovenia the share of the capital city in total employment expanded from 21.5% in 1995 to 24.1% in 2007 along with sectoral changes in employment. A decline of the secondary sector (mainly the severe drop in manufacturing) and shift towards tertiary activities prevailed in both Slovenia and Ljubljana. Ljubljana's focus on service activities employment (77.3 % in 2007) is much higher than on average in Slovenia (58.7 %) although differences between the two diminished in the period under observation. Deviation of employment shares in Ljubljana from the Slovenian average is higher in non-market services than in market services owing also to a fairly centralised public administration in Slovenia. However, the largest number of new jobs in Ljubljana in the period 1995-2007 was created in business services (12,200) reflecting on one hand the low level of development of these services in Ljubljana in the past, but on the other hand also

the increasing externalisation of some service functions previously performed within manufacturing or other service firms, growing demand for various business services and the appearance of new services related to information-communication technologies. Although the expansion of business services employment was dynamic in Slovenia as well it could not match the growth in Ljubljana.

According to the theoretical underpinnings and empirical findings business services tend to locate disproportionately in central cities. We have established that Ljubljana is no exception to that, moreover, as the capital city it provides additional incentives for the location of companies supplying business services. Both groups of business services (consultancy and operational services) are vastly over-represented in Ljubljana but disproportions have been decreasing in the observed period (except for advertising). It is our educated guess that such trends might reflect the catching up and growing capacity of other cities in Slovenia to supply business services, also due to encouraging regional policy and supportive environment for new firms' creation. On the other hand, the increasing demand for business services at the local level could have played an important pull factor in enhancing business services development outside Ljubljana. It is to be seen how various drivers will influence the location of business services in Slovenia in the future.

The analysis of employment change in the period 1995-2007 by skill level points to the dynamic increase in high skill employment, both in Slovenia and Ljubljana although Ljubljana recorded somewhat faster growth. Ljubljana maintains much larger share of high-skill employment in total employment and to a lesser extent also in business services, however these differences have slightly declined in the observed period. The location quotients confirm overrepresentation of high skill employment in Ljubljana relative to Slovenia and the diminishing intensity particularly after 2000. These point not only to the increasing share of high skill employment in total employment of Slovenia, but possibly also the attraction of other places outside Ljubljana for high skilled employees. Medium skill employment was very evenly represented in Ljubljana and Slovenia but has since 1995 experienced a trend toward lesser intensity in Ljubljana. Also, the deviation in low skill employment persists since Ljubljana is attracting much fewer employees with such skills than Slovenia on average. In business services high skill employment is disproportionately located in Ljubljana however the deviation is rather modest and stable over the period 1995-2007 indicating the characteristics of some business services that require certain share of high skill employment irrespective of the location of the firm. The breakdown of business services to consultancy and operational services reveals some variations in location intensity by skill level of employment and in its evolution over time.

To conclude, the case of Ljubljana reveals a significant growth of services and business services employment in the period 1995-2007. While the degree of overrepresentation of business services in Ljubljana is high it is nevertheless not increasing since 1995 and also the disproportionate share of high skill employment in business services is not expanding. It is difficult to explain what could be the main underlying reasons without thorough analysis however it seems likely that policy of balanced regional development in Slovenia and the gradual approach to transition reforms have contributed to such an outcome. The comparison of evolution of trends in the location of individual business services in Ljubljana with trends in other middle sized cities explored within PUCA project could bring different perspective on the case of Ljubljana and reveal additional explanatory factors.

3.4 – Tarbes, les avantages et les inconvénients d'une position excentrée⁵⁸

Tarbes est située, aux pieds des Pyrénées, à 304 mètres d'altitude au sein de la plaine agricole de l'Adour. La ville est à égale distance (155 km) de Toulouse à l'est et de Bayonne à l'ouest, mais elle ne se trouve qu'à 45 km de Pau, ville avec laquelle elle est reliée par l'autoroute A64. Au sud, la proximité de la frontière espagnole ne doit pas faire illusion car les Pyrénées sont encore difficiles à franchir. L'histoire et le développement de Tarbes apparaissent fortement marqués par ce contexte géographique.

Tarbes est une ville ancienne dont on trouve la trace dès le III^e siècle avant Jésus-Christ et elle joue alors un rôle important pour le commerce du sel. Au XVI^e siècle, les guerres de religion endommagent ou détruisent les principaux bâtiments de la ville qui sont reconstruits 100 ans plus tard. Ainsi le palais épiscopal reconstruit en 1652 est aujourd'hui l'hôtel de la Préfecture. Avec la révolution, Tarbes devient chef-lieu du département des Hautes-Pyrénées et en 1806, Napoléon 1^{er} y rétablit le Haras National dans lequel sera créée la race anglo-arabe à partir du cheval tarbais.

C'est surtout à partir de la guerre de 1870-1871 que la ville prend un caractère industriel et militaire qui perdure aujourd'hui. Son positionnement géographique, loin de l'Allemagne et l'appui du Maréchal Foch, originaire de Tarbes conduisent au développement d'une importante usine de fabrication de pièces d'artillerie et de plusieurs quartiers militaires qui seront à l'origine du développement de GIAT industries. Pour des raisons identiques, mais cette fois en 1940, Joseph Szydlowski et André Planiol, qui avaient fondé deux ans plus tôt Turbomeca autour de leur brevet de compresseurs à circulation variable, déplacent leur usine de Mézière-sur-Seine à St Pé de Bigorre (à 29 km de Tarbes, au sud) près des ateliers d'Hispano Suiza qui y construisait des moteurs d'avion.

La position géographique de Tarbes fut donc, un temps, source de dynamisme. Aujourd'hui la ville, mal reliée à l'Espagne, apparaît très excentrée dans le contexte européen et français. Elle bénéficie malgré tout d'une assez bonne desserte aéroportuaire grâce à l'aéroport international de Tarbes-Lourdes-Pyrénées situé à seulement 9 km de Tarbes et qui offre des liaisons internationales vers de nombreux pays du fait des nombreux pèlerins se rendant à Lourdes. Deuxième aéroport de France en ce qui concerne les vols charters, il offre une capacité d'accueil de 150 000 passagers. Tarbes est en outre desservi par une ligne TGV (encore incomplète) et par l'A64 qui relie Bayonne à Toulouse. La concurrence des villes du grand sud-ouest comme Pau (à 45 km), Bayonne, Bordeaux et Toulouse ne peut être négligée lorsque les temps de déplacements sont réduits par l'amélioration des moyens de communication.

Nous commencerons donc par décrire la ville à travers sa population et son évolution dans les 15 dernières années pour nous concentrer ensuite sur celle des activités et des emplois. Pour affiner notre analyse nous remonterons au début des années 80 et chercherons à comparer Tarbes avec certaines des villes qui lui sont proches ou les moyennes françaises.

⁵⁸ Cette monographie a été réalisée par Marie-Christine MONNOYER

3.4.1. Un cœur urbain dense et une croissance très dispersée

L'aire urbaine de Tarbes comptait en 1999 près de 110 000 habitants et approcherait les 115 000 en 2006. Cette aire urbaine est peu homogène car elle regroupe 97 communes alors que l'unité urbaine, définie en 1999 par la continuité du bâti, identifie 13 communes formant le noyau urbain concentré et qui compte plus de 77 000 habitants. Une communauté d'agglomération existe aussi qui réunit 12 communes dont Tarbes ; sa délimitation diffère sensiblement de l'unité urbaine INSEE, trois communes membres n'en faisant pas partie et quatre communes de l'unité urbaine étant absentes de cette communauté. Tarbes est donc une petite ville moyenne caractérisée par une large dissémination de la population autour d'un centre très densément occupé. Sa proximité avec Pau dont l'aire urbaine dépasse les 210 000 habitants (en 1999) n'est pas un facteur favorable, surtout si l'on tient compte de la tradition de capitale provinciale de cette dernière. Si l'on ajoute que Tarbes est située à égale distance de la métropole régionale Toulouse et de Bayonne, on comprend mieux pourquoi le développement démographique de la ville est si difficile, comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau n° 3.4-1: Superficie, densité et évolution de la population selon le niveau d'analyse.

Tarbes :	Superficie (km ²)	Population			Densité	
		1990	1999	2005*	1999	2005*
					(h/km ²)	
Commune	15	47566	46275	45800	3019	2988
Communauté d'agglomération	116	76421	75758	76367	652	657
Unité urbaine (définition 99)	97	78389	77414	78114	798	805
Aire urbaine (définition 99)	568	109681	109892	113093	193	201
Part de l'AU située hors UU de Tarbes	471	31 292	32478	34979	69	74

*Valeurs estimées au 1^{er} juillet

Source : INSEE RGP 82,90 & 99, portail INSEE données locales

La ville centre perd ses habitants, depuis plus de 20 ans maintenant, au bénéfice de sa grande couronne, mieux insérée dans le bassin d'emplois de l'ensemble Pau-Tarbes. Au niveau de l'aire urbaine, la population recensée ne connaît qu'une croissance faible au regard de celle des villes de même taille sur les 30 dernières années. Entre 1982 et 1999, la population de l'aire urbaine de Tarbes n'a augmenté que de 16,5 % ce qui classe cette ville parmi les aires urbaines les moins dynamiques de France (elle se range au 76^{ème} rang sur les 78 aires de plus de 100 000 habitants). Le solde migratoire négatif de l'aire urbaine (-6800 entre 82 et 99), confirme cette atonie surtout si on le compare avec son équivalent dans l'aire urbaine de Pau (+7100). Cette évolution particulièrement sensible dans la dernière décade du XX^e siècle semble se confirmer au début des années 2000. En effet au niveau de l'ensemble du département la population a diminué de 0,4% entre 1999 et 2004. L'estimation démographique établie pour 2005 à partir des différents recensements partiels effectués par L'INSEE, commune par commune, semble indiquer une reprise de la croissance démographique mais celle-ci continue à s'opérer exclusivement en dehors de la commune de Tarbes et surtout dans la grande périphérie de l'agglomération.

Tableau n° 3.4-2 : Croissance de la population, des emplois et des retraités

% d'accroissement :	Population			Emplois			Retraités		
	99/82	99/90	90/82	99/82	99/90	90/82	99/82	99/90	90/82
Tarbes (AU-99)	+16,5	+12,9	+3,2	+2,7	+0,3	+2,4	+60,7	+23,2	+30,5
Ensemble des AU < 300 000 h. et > 100 000 h. en 99	+34,7	+24,9	+7,8	+10,2	+5,4	+4,6	+76,8	+35,5	+30,5
Ensemble des AU > 100 000 h. en 99	+37,0	+25,0	+9,6	+11,5	+4,3	+6,9	+74,0	+33,2	+30,6

Source : INSEE RGP 82,90 & 99

Le taux de croissance des emplois sur les 20 dernières années du XX^e siècle est faiblement positif et nettement inférieur à celui observé dans la plupart des autres villes moyennes. Selon ce critère, l'aire urbaine de Tarbes se classe au 27^{ème} rang des 36 villes moyennes⁵⁹. Ce classement s'est dégradé dans les années 90 puisque Tarbes passe à la 30^{ème} place pour la période 1990-1999⁶⁰. Le ratio emploi / sur population passe d'ailleurs sur cette période de 42 % à 37 %, alors qu'il reste stable (39 %) au niveau national.

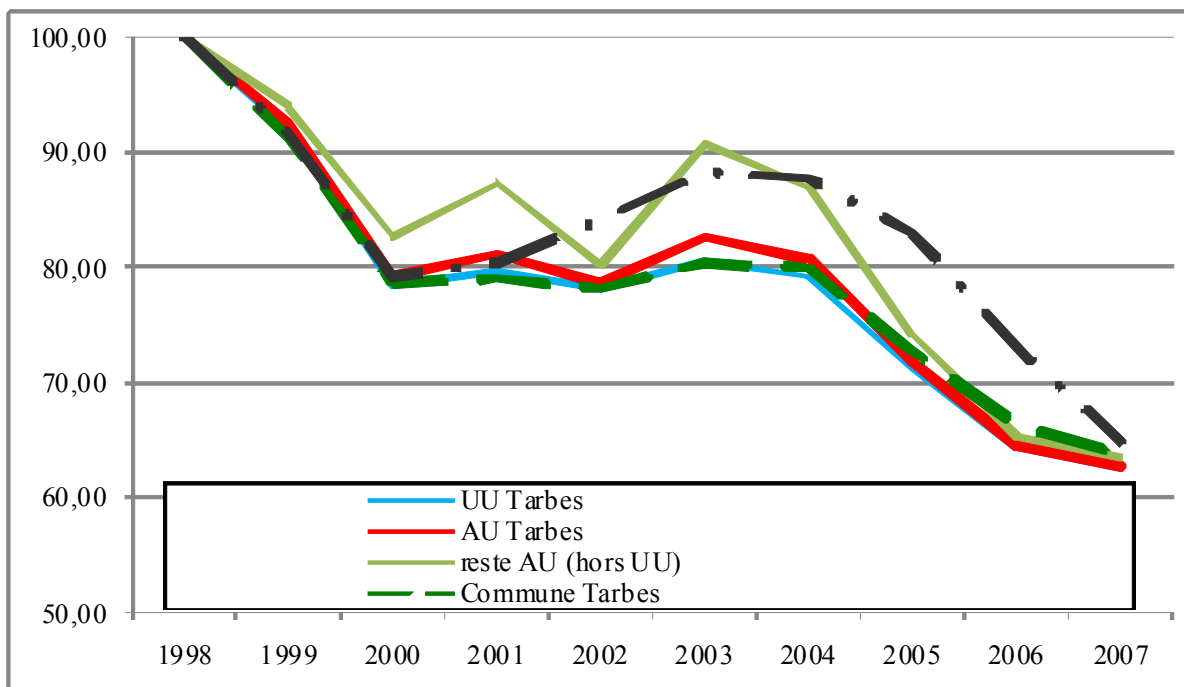
La population retraitée est importante à Tarbes, puisqu'elle représente en 1999 21 % de la population totale de l'aire urbaine. Cela place Tarbes au 7^{ème} rang des 78 aires urbaines de plus de 100 000habitants. Les villes qui présentent ce caractère sont soit des villes de villégiature (Nice, Bayonne, Toulon, Perpignan) soit des villes en reconversion du fait de la disparition progressive d'activités traditionnelles (Roanne, Calais, Nevers, Limoges, Saint-Etienne). Tarbes paraît bien ressortir de la seconde catégorie car il reste évident que, malgré la volonté affirmée de développer le potentiel touristique de la ville, celle-ci reste peu attractive. C'est peut-être dans ce sens que l'on peut interpréter l'évolution moins rapide qu'en moyenne du nombre de retraités telle que les recensements le montrent (Tableau n° 3.4-2).

Le chômage paraît être un problème récurrent à Tarbes avec un taux de 14,3 % en 1999 nettement plus élevé que la moyenne nationale (12,8 %). Il était déjà à ce niveau (14,6 %) en 1990, alors que ce taux était moins élevé en France (10,8 %). Ce problème concerne surtout la commune centre où les taux sont plus élevés et croissants, atteignant près de 20 % en 1999. Au niveau du reste de l'unité urbaine les taux sont proches de la moyenne nationale et dans la grande périphérie (le reste de l'aire urbaine), ils sont nettement inférieurs (9,6 % en 1999) et en baisse. Le graphique 3.4-1 nous montre que de 2002 à 2005 le nombre de chômeurs a diminué à Tarbes nettement plus rapidement qu'au niveau national. Mais cette évolution favorable semble s'interrompre en 2006 et au 31 décembre 2007 l'effectif des chômeurs de l'aire urbaine a pratiquement rejoint le niveau suivi par le chômage national depuis 1999.

⁵⁹ Les 36 aires urbaines ayant entre 100 000 & 200 000 habitants en 1999. Tarbes est au 63^{ème} rang des 78 aires urbaines de plus de 100 000 habitants classées par ordre décroissant de la croissance de l'emploi 82-99.

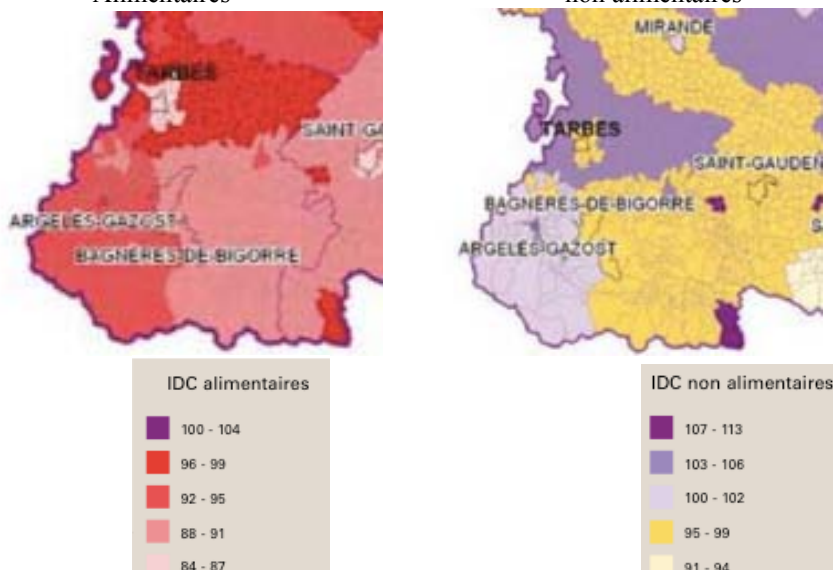
⁶⁰ Et à la 71^{ème} place des 78 aires urbaines de plus de 100 000 habitants classées par ordre décroissant de la croissance de l'emploi 90-99.

Graphique n° 3.4-1: Evolution du nombre de chômeurs dans les différentes zones urbaines de Tarbes. (INSEE : demandes d'emploi non satisfaites au 31 décembre de chaque année, base 100 pour 1998)



Cette situation ne peut être sans conséquence sur le niveau de revenu des ménages et sur le niveau des dépenses qu'ils effectuent. Ainsi, le schéma de développement commercial du département (CCI-65, 2004) montre que le niveau de consommation des ménages est plus faible à Tarbes qu'en France et que dans le reste du Département, et cela aussi bien pour les produits alimentaires que pour les autres. Ce constat est confirmé par les statistiques fiscales qui montrent que la ville centre apparaît relativement pauvre avec seulement 44,4% des ménages soumis aux impôts directs en 2004 (contre 53 % pour l'ensemble de la France hors DOM-TOM). Au niveau de l'ensemble de l'aire urbaine, hors Tarbes, cette proportion se situe à 54 % ce qui confirme la disparité entre le centre et les différentes périphéries.

Cartes n° 3.4-1 & 3.4-2 : Indices de disparité des consommations Alimentaires non alimentaires



source : CCI Tarbes & Préfecture des hautes Pyrénées, 2004

3.4.2. Activités économiques

L'aire urbaine de Tarbes a manifesté de 1982 à 1999 un faible dynamisme en termes d'emplois puisque, nous l'avons vu, ceux-ci n'ont augmenté que de 2,7 % au total alors que, dans le même temps, la France (hors DOM) voyait croître ses emplois de 6,6 %. Une analyse de type « *shift and share* » permet de montrer que ce ne sont pas tant les spécialisations de Tarbes en 1982 qui sont responsables de cette atonie car si chaque secteur avait connu à Tarbes la même évolution qu'en France on aurait enregistré une croissance de 7,5 % des emplois dans cette ville. La responsabilité doit donc être plutôt recherchée dans la faible attractivité de cette aire urbaine pour certains des secteurs les plus dynamiques et les plus porteurs d'avenir comme les conseils et études (secteur informatique notamment) et la recherche qui restent peu développés.

Ce diagnostic global doit toutefois être nuancé par une analyse plus fine de la structure des activités et de son évolution dans l'agglomération. Cette analyse est rendue délicate par la faiblesse de l'appareil statistique depuis l'arrêt de la pratique du recensement. Nous chercherons donc à appréhender l'évolution des 20 dernières années en utilisant des sources qui ne sont pas toujours *stricto sensu* comparables, puis nous tenterons de qualifier ces évolutions en comparant les coefficients de localisation locaux et nationaux.

Tableau n° 3.4-3 : Pourcentages d'emplois de l'aire urbaine de Tarbes selon le secteur d'activité (1982-1990-1999-2006)

Emplois Tarbes 82 Source RGP	Emplois Tarbes 90 Source RGP	Emplois Tarbes 99 Source RGP	Nomenclature en 20 ou 21 postes	Emplois salariés 2006 Source CLAP
5,9	4,7	2,8	Agriculture, pêche	0,5
0,3	0,2	0,2	Mines, activités extractives	0,1
23,0	20,7	14,9	Industries de transformation	13,3
8,3	6,6	5,6	Bâtiment, génie civil	6,3
5,4	5,9	5,6	Transports, communications	6,8
1,3	1,3	0,8	Utilités (distribution eau, gaz, électricité, assainissement)	1,2
11,1	10,4	8,9	Commerce détail	11,6
4,4	4,3	3,5	Commerce de gros & intermédiaires	3,7
2,4	2,9	4,0	Hôtels, cafés & restaurants	3,1
3,6	3,8	4,6	Services aux particuliers	2,3
0,9	0,8	1,0	Immobilier	1,8
2,8	2,6	2,6	Banques, assurances, finance	2,5
0,3	0,4	0,4	Syndicats, organisations professionnelles	ND
1,9	2,5	3,1	Conseils & études	3,8
1,1	1,8	3,9	Autres Services aux entreprises	4,6
8,0	7,7	8,8	Enseignement	8,2
0,1	0,1	0,1	Recherche	0,03
6,6	7,3	8,3	Santé	7,3
3,7	5,0	8,5	Services sociaux	8,3
9,0	10,9	12,3	Administration publique	12,6
0,0	0,0	0,0	Organisations étrangères	ND
ND	ND	ND	Associations & extra-territorial	2,13%
100,0	100,0	100,0	Total	100,0

Source : INSEE, RGP 1982, 1990, 1999 et *CLAP 2006 (salariés seulement)

a) Les spécialisations du tissu économique

Les éléments, relatifs à l'emploi, fournis par le recensement jusqu'en 1999 ne sont pas comparables à ceux fournis par les fichiers CLAP, puisqu'au delà de la rupture de série, les premiers intègrent l'emploi non salarié, ce qui n'est pas le cas des seconds. Nous comparerons donc la composition en valeur relative qui permet de mettre en évidence les modifications structurelles, en particulier dans les activités dans lesquelles la part des non salariés est infime.

Si l'on met de côté les emplois publics, on relève trois grands pôles d'activité à Tarbes : le secteur manufacturier, celui du commerce et enfin le secteur des services, dont la part qui s'adresse aux entreprises présente un intérêt tout particulier pour le développement économique.

a1) les activités industrielles

Les activités militaro-industrielles ont façonné longtemps le tissu des activités tarbaises. Giat industrie, constructeur du char Leclerc, employait plus de 3000 personnes en 1984 n'en comptait plus que 760 à l'annonce de la fermeture en 2003. Les plans de restructuration ont marqué profondément la décennie 90 et les activités industrielles ne se sont revitalisées qu'au cours des premières années 2000. Les chiffres ci-dessus ne le traduisent pas complètement puisque de nombreux tarbais travaillent à Turbomeca, firme installée dans le département des Pyrénées Atlantiques en dehors de l'aire urbaine de Tarbes mais à seulement 35 minutes de trajet. Dans l'aire urbaine proprement dite, on trouve à Louey un gros établissement d'un milliard d'emplois (EADS-SOCATA, en passe d'être racheté par le groupe DAHER) spécialisé dans la construction d'avions d'affaires et de tourisme ; un autre établissement de même importance se trouve à Séméac (ALSTOM-Transport) mais spécialisé dans la construction de matériel ferroviaire.

Carte n°3.4-3 : Positionnement des principales activités industrielles



source : CCI Tarbes & Préfecture des hautes Pyrénées, 2004

Depuis 1942, Turbomeca est installé à Bordes (Pyrénées-Atlantiques). Joseph Szydlowski a su donner à son entreprise un positionnement innovant qu'elle a conservé dans le temps. Aujourd'hui, Turbomeca qui a intégré le groupe Safran en 2000, est avec ses 2550 salariés le leader mondial des turbines d'hélicoptère. Il participe ainsi au Pôle Aéronautique Bordes-Assat, composante avec d'autres industriels présents sur l'aire urbaine de Tarbes comme EADS Socata, du pôle de compétitivité Aerospace Valley, commun aux régions Aquitaine et Midi-Pyrénées sur le thème de l'aéronautique, de l'espace et des systèmes embarqués.

Depuis 2005, la gestion de la zone aéroportuaire de Tarbes-Lourdes-Pyrénées a été confiée au syndicat mixte Pyrenia (comité d'agglomération de Tarbes et 4 autres collectivités territoriales). C'est dans cette zone aéroportuaire et dans le cadre du pôle de compétitivité « Aerospace Valley » qu'est développé le projet « Pamela », qui vise à réaliser, à l'horizon 2015, une plateforme de démonstration de déconstruction des avions en fin de vie. Le syndicat Pyrenia a créé sur le territoire de la commune de Séméac⁶¹ une zone d'activité de 180 ha entièrement dédiée à l'aéronautique. C'est là qu'est désormais implanté un laboratoire consacré à la recherche et au développement des technologies sur l'électronique de puissance qui devrait à court terme devenir pôle de recherches et laboratoire CNRS (PRIMES).

Carte n° 3.4-4 : les implantations d'« Aerospace Valley »



La communauté d'agglomération de Tarbes a par ailleurs entrepris de créer plusieurs zones nouvelles d'activités pour favoriser l'implantation d'entreprises :

- Le parc des Pyrénées à Ibos⁶² sur laquelle s'est par exemple installée une jeune entreprise qui fabrique des pièces biodégradables à partir de céréales.
- Le parc de l'Adour sur lequel les travaux de construction de la nouvelle usine Alstom sont en cours
- L'écoparc de Bordères⁶³,
- La zone artisanale d'Orleix⁶⁴

⁶¹ Cette commune fait partie de la communauté d'agglomération de Tarbes ainsi que de l'unité urbaine définie par l'INSEE

⁶² Cette commune fait partie de la communauté d'agglomération de Tarbes ainsi que de l'aire urbaine définie par l'INSEE, mais n'est pas incluse dans l'unité urbaine définie par la continuité de bâti en 1999.

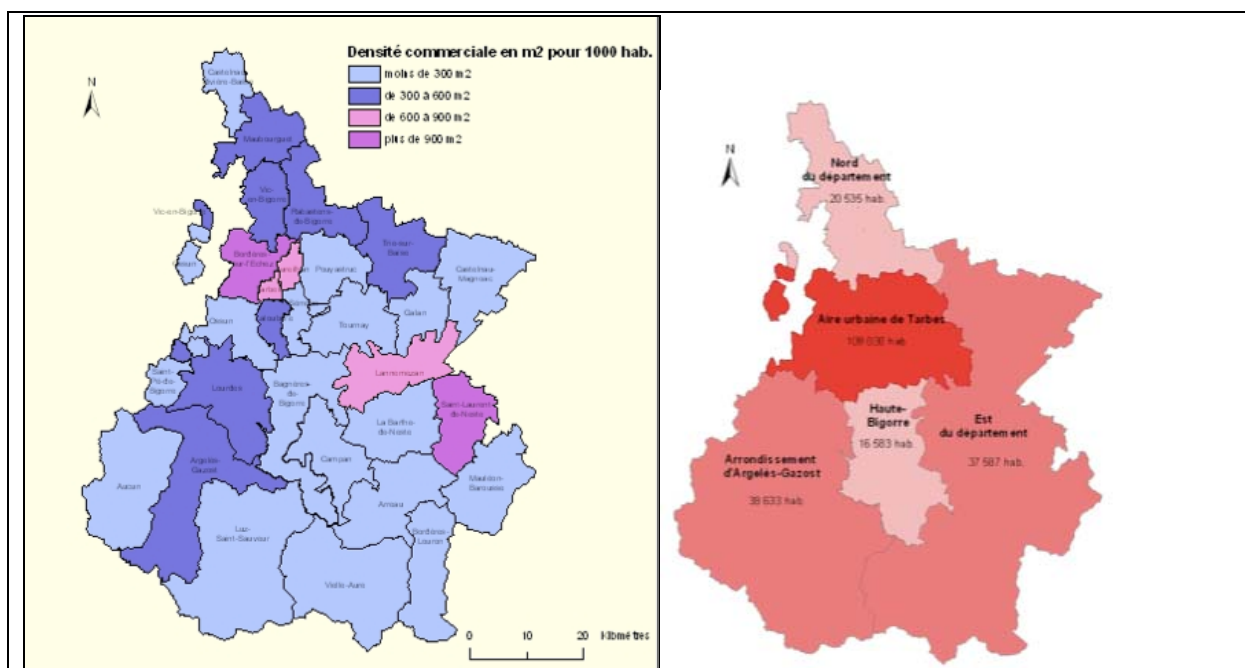
⁶³ Cette commune fait partie de la communauté d'agglomération de Tarbes ainsi que de l'unité urbaine définie par l'INSEE

- 2 hôtels d'entreprises qui fonctionnent comme des pépinières d'entreprises

a2) les activités commerciales

Le secteur du commerce de détail constitue le second acteur de l'économie tarbaise. Il a connu un développement décevant au cours des 20 dernières années du siècle précédent. Avec une surface commerciale de moins de 75 000 m² pour une unité urbaine de plus de 77 000 habitants à cette époque, le commerce de détail tarbais n'atteignait pas en 1999 le seuil de 1 m² par habitant (seuil considéré comme caractéristique des grosses villes moyennes, les plus petites le dépassant fréquemment). Au cours des dix dernières années (CCI Tarbes, 2004), l'appareil commercial de moins de 300 m² a poursuivi son déclin en perdant environ 10 % de ses établissements. La grande distribution a, par contre, poursuivi son extension (+4 % du nombre des établissements entre 1998 et 2004), et ce dans tous les secteurs de la distribution (alimentaire, équipement de la maison, bricolage, équipement sports et loisirs).

Cartes n°3.4-5 & 3.4-6 : Densité commerciale en 2004 et zones de chalandise, commerce non alimentaire, Hautes Pyrénées



source : CCI Tarbes & Préfecture des hautes Pyrénées, 2004

Comme nous l'évoquions précédemment, la ville souffre de la concurrence paloise. Une étude menée par la chambre de commerce de Tarbes (CCI-Tarbes, 1999) fait ainsi apparaître que 28 % des personnes interrogées à Tarbes fréquentent la ville de Pau du fait de la présence plus forte des grandes enseignes, de la variété de l'offre et du caractère agréable de cette ville. Le décalage entre l'offre des deux villes apparaît particulièrement fort pour l'équipement de la personne où, en valeur relative, les surfaces proposées sont 5 fois plus faibles à Tarbes qu'à Pau. Les évaluations émises depuis lors semblent montrer une stabilisation du phénomène (CCI Tarbes, 2004). Toutefois les commerces tarbais ont aussi du mal à tirer parti de l'arrière pays naturel constitué par les vallées des Pyrénées. Deux petites villes sont là présentes Argelès et Lourdes qui par leur développement touristique bloquent l'expansion de la zone de chalandise tarbaise vers le sud. La densité commerciale dans l'ensemble du département des

⁶⁴ Cette commune fait partie de la communauté d'agglomération de Tarbes ainsi que de l'unité urbaine définie par l'INSEE

Hautes-Pyrénées est encore en 2004 supérieure dans de nombreux secteurs (à l'exception de l'équipement de la personne) à la moyenne nationale mais cette densité ne favorise pas le rayonnement de l'appareil commercial tarbais.

En ce qui concerne le commerce de gros, l'appareil tarbais apparaît aussi relativement faible (indice de centralité égal à 1000 et inférieur à celui d'Albi par exemple). On ne constate pas de phénomène d'évasion comme dans le commerce de détail mais il faut noter ici que la ville n'occupe pas une position géographique de grand carrefour qui justifierait une vocation de pôle logistique avec les fonctions d'entreposage et de grossistes qui en découlent. Seules quelques villes moyennes réussissent à développer des commerces de gros qui dépassent le cadre régional souvent grâce à une volonté politique et /ou sectorielle (Dugot, 2002).

a3) Les activités de service

L'existence d'une croissance importante dans certaines branches du secteur des services et le maintien du nombre des emplois dans le secteur bancaire et financier a compensé la réduction du nombre des emplois dans les industries de transformation ou le bâtiment ce qui donne une image positive des évolutions des deux dernières décennies du 20^e siècle. En effet, les services opérationnels aux entreprises, l'hôtellerie restauration ou l'immobilier et dans le domaine des services à la personne, les services de santé, les services sociaux ont réduit les tensions nées de la désindustrialisation, ce qui n'est pas le cas dans d'autres villes moyennes dans le grand sud-ouest français comme Narbonne ou Nîmes.

La ville dispose enfin d'un campus universitaire de plus de 5000 étudiants, rattaché à l'université scientifique Paul Sabatier de Toulouse (4 départements d'IUT et une école d'ingénieurs).

b) Moteurs économiques et activités liées à la population

Le calcul des coefficients de localisation permet de mettre en évidence le caractère spécifique des activités présentes localement ; Son évolution permet de repérer quelles activités connaissent une croissance supérieure au rythme du développement national et se renforcent localement. La structuration de la présentation choisie entre activités motrices et activités dépendant de la population nous permet de pointer les sources du développement local hors de la réponse à la satisfaction des besoins des populations locales.

Le tableau n°3.4-4 révèle la faiblesse quasi générale des activités motrices qui pouvait être observée en 1982 et qui perdure encore, à l'exception notable du secteur des services opérationnels. La sur représentation de ce type d'activités est liée à la propension croissante des entreprises, même des PME, à externaliser les services opérationnels réalisés autrefois en interne (entretien, gardiennage, comptabilité primaire, messagerie...). Une véritable montée en puissance s'est opérée au fil des 30 dernières années sans doute nourrie par les restructurations industrielles qu'a connues l'agglomération. Cette externalisation concerne aussi le secteur de la main d'œuvre temporaire qui a crû deux fois plus vite à Tarbes qu'au niveau national de 1982 à 1999. Les effets de proximité avec les pôles industriels traditionnels semblent avoir joué de façon réelle ici puisqu'en valeur relative, la ville de Pau apparaît moins bien équipée dans ces domaines (Dugot, 2002). Cette dynamique doit toutefois être relativisée si on la compare avec celle d'autres villes moyennes proches (Zuliani, 2003), telles que Rodez, Albi et Castres ou Montauban qui obtiennent des résultats plus intéressants sous l'effet de politiques sectorielles locales (promotion des TIC), ou d'une offre de services technologiques (fret, logistique), ce que laisse percevoir l'analyse « *shift share* » qui fait apparaître sur la dernière décennie un retard par rapport aux potentialités de développement dans cette activité.

Tableau n° 3.4-4 : Evolution des coefficients de localisation dans l'aire urbaine de Tarbes

	Effectif salarié 31-12-2006	Quotients de localisation**				évolution 82-99 (%)	
		31-12-2006	1999	1990	1982	Tarbes	France
1) Moteurs économiques							
Agriculture	192	55,4	68,5	82,1	71,6	-50,5	-46,3
Mines, extraction	26	28,9	101,6	39,7	48,7	-35,9	-68,2
Industries de transf. dont :	4950	86,5	87,8	98,1	95,5	-33,7	-25,1
<i>Constr. Aéronautique</i>	1093	492,6					
<i>Biens d'équipement</i>	1567	143,1					
<i>Verre, MC., céramiques</i>	426	197,7					
Transport, communi.	2538	95,0	86,2	93,7	86,6	+5,8	+10,3
Commerce de gros & intermédiaires	1358	79,4	74,6	86,2	90,8	-18,5	+2,9
Hôtellerie, restaur.	1153	81,1	113,0	87,0	83,2	+72,0	+31,3
Conseils & études dont :	1396	59,3	67,2	79,1	87,5	+71,9	+132,2
<i>Informatique</i>	121	21,0	27,8	13,0	113,7	+50,0	+536,9
<i>Ingénierie</i>	542	89,8	95,3	104,2	73,6	+76,3	+41,2
<i>Service professionnels</i>	491	75,9	91,5	88,9	120,3	-12,7	+19,1
<i>Publicité, marketing</i>	153	67,9	30,4	48,9	35,6	+58,3	+92,3
<i>Administr. d'entreprises</i>	89	23,5	72,7	111,9	90,0	+205,6	+292,7
Serv. opérationnels dont :	1722	125,6	82,9	69,1	63,9	+253,1	+182,5
<i>sécurité, nettoyage & services divers</i>	1454	125,1	79,4	73,1	65,1	+202,7	+157,4
<i>Sélection & mise à dispo. de personnels*</i>	148*	196,7*	86,6	61,3	40,6	+916,2	+394,8
Recherche	11	4,4	9,6	15,1	17,7	-14,3	+64,4
2) Activités dépendant de la population							
Bâtiment, génie civil	2336	97,9	95,7	90,4	100,2	-31,0	-25,0
Utilités (Eau, gaz,..)	429	74,7	63,6	98,8	97,0	-34,4	+3,7
Commerce de détail	4315	125,7	114,2	123,2	133,6	-17,0	+0,7
Services aux partic.	835	95,2	101,7	98,5	97,7	+31,8	+31,3
Immobilier	658	104,2	83,8	69,6	82,2	+20,7	+22,8
Banques, assurances	945	76,8	88,4	78,2	90,7	-1,4	+4,9
Enseignement	3032	107,5	119,2	121,2	140,3	+13,1	+38,1
Santé	2713	103,3	124,7	114,9	116,8	+29,0	+25,4
Services sociaux ou collectifs	3095	151,1	121,3	92,8	91,4	+133,1	+82,1
Administr. publique	4682	114,2	137,5	139,0	123,5	+41,0	+31,4
Associations & extra-territorial	791	155,6					
Total	37177	100,0	100,0	100,0	100,0	+2,7	+6,6

*Hors intérim, les données CLAP ne couvrent pas ce type d'emplois.

**Le quotient de localisation compare le poids relatif d'une activité dans un territoire avec celui d'un territoire de référence (ici la France métropolitaine, hors DOM-TOM). Une valeur de 100 indique une pondération identique, une valeur inférieure une sous-représentation de l'activité concernée dans le territoire. Les valeurs supérieures à 100 identifient des spécialisations du territoire étudié.

En outre, un effet de hiérarchie urbaine paraît avoir joué en défaveur de Tarbes en ce qui concerne les activités d'études et de conseils, tant dans le secteur de l'ingénierie que dans

celui de l'informatique : Pau semble avoir su davantage attirer les sociétés qui travaillent pour les équipementiers de l'aéronautique que Tarbes (Zuliani, 2004). Un tel effet de domination paraît difficile à contrebalancer même la présence des sièges sociaux des entreprises locales ou par le volontarisme des dirigeants (comme on le rencontre à Castres par exemple).

Dans les activités qui sont liées fortement à la consommation locale des ménages ou ménages et entreprises, la seule sur représentation par rapport à la moyenne française concerne le commerce de détail. Nous avons vu précédemment qu'il comporte de réels points faibles et que sa rentabilité est affectée par d'importants phénomènes d'évasion. En revanche dans le tertiaire public ou parapublic, on notera une légère sur représentation avec des taux d'encadrement parfois légèrement supérieur aux moyennes nationales. Les difficultés industrielles qu'a connues la ville ont conduit administrations locales et nationales à renforcer le potentiel existant. Toutefois la dynamique dont pouvaient être porteurs les établissements d'enseignement au début des années 80, ne s'est pas réellement pérennisée au fil des années.

c) Un tissu économique en voie de spécialisation

Parmi les 21 secteurs d'activité utilisés pour l'étude, on en recensait douze en 1982 qui étaient correctement représentés ($QL > 90$) dans l'aire urbaine de Tarbes. Ce nombre est tombé à 11 en 1990 puis à 10 en 1999, ce qui traduit une nette tendance à la spécialisation du tissu économique local. Un autre indicateur peut-être mobilisé qui mesure l'écart de la structure locale par rapport à la structure nationale. Plus les valeurs sont élevées, plus la structure locale apparaît originale et différente de la moyenne. Pour Tarbes, cet indicateur passe de 7,8 en 1982 à 9,7 en 1999. L'évolution vers une structure plus spécialisée semble donc assez claire et elle a été confirmée par les mesures utilisant un niveau de détail plus fin dans les services aux entreprises (38 secteurs en tout). Si l'on se focalise sur les seuls services aux entreprises, le constat reste le même et la tendance est encore identique au niveau du bloc que nous avons identifié comme le bloc moteur économique du territoire.

Cette analyse ne pouvait être conduite pour la seule année 2006 faute de point de comparaison et il est difficile de dire si ce mouvement se poursuit ou se consolide aujourd'hui. Mais la tendance qui se dégage sur les vingt dernières années du 20^{ème} siècle paraît assez claire. L'économie de Tarbes tend à se spécifier et à développer quelques points forts en laissant en retrait des spécialités qui auraient du mal à s'y développer de façon rentable. Ce faisant elle s'inscrit dans une logique d'intégration avec d'autres villes, Pau ou Toulouse où ses entreprises pourront trouver les prestataires de services qu'elles auront du mal à trouver sur place.

3.4.3. Emplois de haut niveau

Globalement, avec 5514 emplois salariés de niveau cadre, l'aire urbaine de Tarbes présente un taux d'encadrement de 14,8 %, notablement faible par rapport à la moyenne nationale (18,6 %). L'écart représente un déficit de 1383 emplois cadres pour Tarbes ! Les spécialisations sectorielles jouent un rôle de premier plan pour expliquer ce déficit : 78 % de cet écart peut être retrouvé en appliquant simplement le taux de cadre moyen national de chaque secteur⁶⁵ à l'effectif observé à Tarbes fin 2006. Cet effet des spécialisations sectorielles est cependant renforcé par un effet qui semble proprement local : 30 des 40 activités détaillées présentent des taux d'encadrement inférieurs à leur moyenne nationale.

⁶⁵ En ayant recours au niveau le plus fin utilisé, soit 40 secteurs d'activité. Au niveau de 20 secteurs on explique encore ainsi 67 % de cet écart

Tableau n°3.4-5 : Evolution de l'emploi cadre dans l'aire urbaine de Tarbes

	Effectifs cadres (milliers pour la France)				Taux d'encadrement (%)			
	1982	1990	1999	2006*	1982	1990	1999	2006
Aire urbaine de Tarbes (valeurs observées)	9168	9408	8520	5514	22,9	22,9	20,7	14,8
Tarbes (AU) (calculé au tx national secteur par secteur)	9139	9568	8748	6441	22,8	23,3	21,3	17,3
Excédent ou Déficit	+29	-160	-228	-927	+0,1	-0,4	-0,6	-2,5
France (hors DOM)	5140,5	5334,1	5143,0	4023,8	24,0	24,2	22,6	18,6

Source : INSEE, RGP 1982, 1990, 1999 et *CLAP 2006 (salariés seulement)

L'analyse des taux d'encadrement des activités laisse apparaître une faiblesse assez générale de la structure des emplois, au détriment de l'encadrement. En 2006 et en s'appuyant sur les données CLAP, seules 4 activités sur 20 présentent un taux d'encadrement égal ou supérieur à la moyenne nationale. Deux peuvent être relevées dans la fonction publique (administration et Enseignement) et témoignent ainsi d'une volonté politique et administrative. Le commerce de détail enregistre un taux d'encadrement supérieur à la moyenne nationale poursuivant ainsi en 2006 une spécificité repérable déjà dans les années 80. Enfin, le taux d'encadrement est égal à la moyenne nationale dans l'industrie de transformation. Pourtant l'activité de construction aéronautique qui rassemble les effectifs les plus importants fait-elle aussi apparaître un relatif sous encadrement qui est, au niveau des chiffres globaux, compensé par les industries céramiques et celle du bois et du papier.

Cette situation n'est pas récente en ce qui concerne le secteur marchand, mais il faut noter que Tarbes partait d'une situation beaucoup plus équilibrée dans les années 80. Les écarts se sont creusés au fil des années 90 et n'ont pas été rattrapés depuis. Il apparaît donc aujourd'hui que les activités du secteur public ou parapublic fournissent près des deux tiers⁶⁶ des emplois de haut niveau avec des taux d'encadrement proches ou supérieurs aux moyennes nationales.

Si l'on considère le secteur des services aux entreprises au sens large⁶⁷ le bilan est également préoccupant pour Tarbes : le sous-encadrement y apparaît chronique. Pourtant l'observation de chaque secteur isolément montre que de 1982 à 1999, le taux d'encadrement s'est régulièrement amélioré pour chacune d'elle pour atteindre de 93 à 97 % du taux national pour 4 des cinq activités. Le secteur des conseils et études reste cependant à la traîne de cette évolution avec un taux d'encadrement en 1999 de 36 % bien faible par rapport aux 45 % de la moyenne nationale du secteur. Le principal vecteur du sous encadrement tertiaire réside cependant dans le moindre développement des secteurs à fort taux d'encadrement et dans l'importance relative des secteurs d'activité où la proportion de cadres est beaucoup plus faible (services opérationnels, commerce de gros, transports et communication), variant entre 10 et 20 % en 1999.

⁶⁶ fin 2006, Enseignement, Administration, services sociaux, associations et recherche représentent ensemble 64 % des cadres salariés de l'aire urbaine (40 % au niveau national).

⁶⁷ Au sens large, c'est à dire qu'on ajoute la Recherche, le commerce de gros et les transports-communication aux activités de conseils et études et aux services opérationnels.

Tableau n°3.4-6 : Evolution de l'emploi cadre des secteurs de services aux entreprises**
(au sens large) dans l'aire urbaine de Tarbes

	Effectifs cadres (milliers pour la France)				Taux d'encadrement (%)			
	1982	1990	1999	2006*	1982	1990	1999	2006*
Aire urbaine de Tarbes (valeurs observées)	848	1060	1290	665	14,8	17,7	19,4	9,46
France (hors DOM)	652,4	896,6	1139,4	1102,2	19,8	23,1	23,6	22,6

Source : INSEE, RGP 1982, 1990, 1999 et *CLAP 2006 (salariés seulement)

**les 5 secteurs retenus ici sont les Services de transport- communication, commerces de gros et intermédiation, recherche, services de conseils et études, services opérationnels

Les données issues des fichiers CLAP au 31 décembre 2006 semblent remettre en cause une partie de l'évolution vertueuse qui avait pu être décelée durant les dernières décennies du 20^{ème} siècle. L'effectif et le taux de cadres recensés sont beaucoup plus faibles. Une part de cet écart peut provenir de la rupture de la série statistique qui rend délicate l'affirmation d'une aggravation de la situation. On peut supposer qu'à Tarbes les effectifs de cadres observés lors des recensements comportaient une moindre proportion de salariés que dans la moyenne nationale. Mais si l'on poursuit ce raisonnement, on voit bien que l'écart qui est décrit par cette statistique récente est tel qu'il est difficile d'admettre qu'il provienne en totalité de ce biais. Il paraît donc probable que l'aire urbaine de Tarbes affronte une situation difficile dans le domaine de la main d'œuvre de haut niveau et que ces difficultés risquent d'avoir des conséquences pour son développement futur.

Conclusion

Tarbes a vécu très douloureusement les 15 dernières années du siècle précédent. Ce qui avait fait sa spécialité industrielle et une partie de son histoire économique, l'industrie militaire a été démantelée. Le potentiel que représentait l'aéronautique lui permet aujourd'hui de se projeter dans l'avenir et des services opérationnels ont enrichi le paysage des activités et l'offre de travail. Dès lors, les actifs les plus jeunes qui avaient été affectés par des licenciements ont retrouvé une position, comme l'indiquent les sites internet de suivi des salariés. Tarbes ne semble pas toutefois avoir véritablement trouvé sa place au sein de l'ensemble des villes qui lui sont proches (Pau, Lourdes,). Les concurrences sont lourdes et certains effets de synergie potentiels semblent mal exploités, dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie par exemple. Enfin, le développement de l'agglomération est pénalisé par la faiblesse du taux d'encadrement d'un trop grand nombre d'activités qui obéit sans doute à la même logique que l'évasion vers des métropoles des services aux entreprises de haut niveau. Au-delà des conséquences directes, mesurables en termes d'emplois, il ne faut pas négliger l'impact induit sur les services aux ménages (commerce de détail, restauration, banque,) de la faible présence de cadres dans une agglomération et les conséquences en longue période sur les possibilités de développement de la ville.

3.5 – Mise en perspective et conclusions

Proposer une synthèse de ces quatre cas tiendrait non seulement de la gageure mais aussi sans doute de l'escroquerie intellectuelle tant les particularités de chaque contexte urbain sont marquées. Nous nous contenterons ici de proposer une mise en perspective des résultats et des observations obtenus dans chaque ville. Cette démarche propose de souligner les points « communs » qui nous paraissent importants et aussi de mettre en lumière les particularités de chaque cas en le confrontant aux autres. L'approche des cas vient réintroduire de nombreux aspects qualitatifs mis de côté par l'analyse statistique systématique présentée en première partie de ce rapport. Elle nous montre combien les contextes géographiques, historiques, politiques et culturels peuvent exercer une influence sur ce que sont les villes moyennes, sur leurs délimitations dans l'espace, sur les activités économiques qui s'y développent et au final sur leur capacité à se positionner favorablement dans la société du savoir et de la connaissance qui semble bien se mettre aujourd'hui en place.

3.5.1 – Hétérogénéité des territoires

Les contextes géographiques des villes étudiées sont assez différents les uns des autres mais présentent quelques caractères communs : aucune n'est située en bord de mer, aucune n'a un caractère insulaire. Toutes sont d'abord des villes de l'intérieur des terres mais certaines occupent une position de carrefour naturel (Avignon et Ljubljana) tandis que d'autres sont en position excentrée (Tarbes et Grenade). Avignon est une ville de plaine tandis que les trois autres sont de villes de montagne ou de piémont. Deux villes (Avignon et Grenade) sont environnées par des terres agricoles particulièrement riches, ce qui est moins le cas pour les deux autres.

Les formes urbaines ont été relativement absentes de l'analyse statistique systématique. Par nécessité, elles ont été neutralisées par l'adoption de périmètres définis de façon homogène pour toutes les « villes » ; parmi ceux-ci nous avons privilégié le niveau de l'« aire urbaine », extension de l'« unité urbaine » qui ajoute donc au critère de la continuité du bâti celui des déplacements quotidiens entre domicile et travail.

Tableau n°3.5-1 : Les territoires des villes moyennes étudiées

	Municipalité (Commune)	Agglomération (unité urbaine)	Aire urbaine	Région urbaine
Tarbes	P (hab) S (km ²) D (h/km ²)	46 000 15 3000	78 000 97 805	115 000 568 201
Avignon	P (hab) S (km ²) D (h/km ²)	90 000 65 1408	270 000 508 534	310 000 877 355
Ljubljana	P (hab) S (km ²) D (h/km ²)	270 000 164 1632		490 000 2555 195
Grenade	P (hab) S (km ²) D (h/km ²)	240 000 88 2700		490 000 830 590

Le fait de sortir des frontières nationales nous confronte d'emblée à la perte de cette homogénéité de définition et nous avons demandé à nos collègues espagnols et slovène de

prendre en compte ce problème de délimitation. Le tableau 3.5-1 propose de comparer les différents niveaux de territoire accessibles pour les données démographiques. Le niveau de la municipalité centrale est le mieux perçu et connu dans l'ensemble des pays étudiés. Cela introduit cependant une hétérogénéité car il est clair que les villes considérées comme « moyennes » selon ce critère se rapprochent beaucoup en fait de petites métropoles. Les surfaces communales sont extrêmement variables mais les densités de la commune centrale sont toujours très élevées. Il n'existe pas pour Ljubljana de niveau intermédiaire entre la région urbaine et la commune mais il est clair que l'aire urbaine (voire l'agglomération) dépasse les limites, déjà larges, la commune. Dans le passé, la municipalité était même plus étendue et certaines parties en ont été détachées pour être administrées à part et il apparaît à la lecture du cas que la municipalité joue le rôle de pôle d'emploi pour un territoire plus étendu.

On ne peut manquer d'être frappé par quelques constantes qui paraissent d'autant plus significatives que les contextes étudiés sont très hétérogènes : Les communes centre connaissent des problèmes de croissance de la population qui plafonne ou décroît sauf peut-être Avignon qui voit une reprise depuis 1999. S'y ajoutent aussi des problèmes de pauvreté, les ménages les moins riches et les chômeurs (avec des taux de chômage élevés de l'ordre de 20 %) s'y trouvant relativement concentrés ; ce n'est cependant pas le cas à Ljubljana qui se différencie nettement des autres villes étudiées dans ce domaine. Enfin, la pression des coûts fonciers au centre est telle qu'elle explique pour les quatre villes l'éclatement géographique du phénomène urbain qui tend ainsi vers la métropolisation.

3.5.2 – Les piliers de l'activité économique

Ljubljana, à la différence des trois autres villes est aussi la capitale d'un Etat indépendant et ce statut paraît avoir joué un grand rôle dans le développement tertiaire de la ville. Si l'on considère l'ensemble des activités économiques, le secteur tertiaire emploie dans ces quatre villes entre 77 et 83 % des actifs. Il est donc difficile de les différencier sur un indicateur aussi global. Mis à part Grenade où le secteur manufacturier s'est très peu développé, les villes moyennes étudiées conservent des spécialisations industrielles ponctuelles issues de leur passé : l'aéronautique et la céramique technique à Tarbes, l'industrie agro-alimentaire et la céramique pour Avignon, les industries mécaniques et diverses à Ljubljana. Ce passé industriel paraît encore très présent dans les mentalités à Tarbes, beaucoup moins à Avignon ou à Ljubljana. A Grenade, l'industrie, sans grande tradition pourtant, paraît aussi comme un élément central des projets de développement futurs.

Les économies locales de ces villes s'appuient principalement sur des piliers tertiaires et la distinction a priori entre activités « motrices » et activités destinées à la population a du mal à s'imposer au niveau d'une monographie locale, notamment du fait du poids considérable du secteur des commerces de détail. Ce secteur peut en effet bénéficier d'une aire de chalandise beaucoup plus étendue que la seule aire urbaine qu'il abrite. Cela peut provenir d'une fréquentation temporaire de type touristique ou du rayonnement de la ville sur un hinterland étendu. Chaque ville rencontre cependant ses limites en se heurtant à la concurrence spatiale des autres villes, comme c'est particulièrement le cas pour Tarbes.

Si l'on se limite au secteur privé et concurrentiel, chaque ville étudiée présente un éventail propre de moteurs économiques, certains paraissent puissants et diversifiés d'autres plus vulnérables et limités.

- Avignon conjugue ses atouts touristiques avec ceux tirés de sa position de carrefour et cherche à valoriser aussi la tradition agricole de sa région ; Commerce

de gros et de détail, transports, hôtellerie, industrie et recherche en agro-alimentaire.

- Tarbes connaît depuis quelques années les vicissitudes de reconversion de son industrie mécanique et aéronautique associée aux handicaps de sa situation géographique ; pour l'instant elle ne parvient pas à diversifier profondément son activité et cherche son salut dans des services spécialisés destinés au monde aéronautique.
- Grenade s'appuie sur une université très importante, sur son patrimoine touristique et sur sa fonction de commandement local qui ont favorisé l'apparition d'un milieu de services aux entreprises et financiers qui paraissent diversifiés et de haut niveau.
- Ljubljana enfin s'appuie incontestablement sur son statut de capitale pour promouvoir un marché actif et diversifié de services aux entreprises. Université, hôpitaux, connexions internationales, activités de recherche. Mais la force de son développement réside sans doute dans le fait qu'il ne se limite pas à ces services « ancillaires » des administrations publiques : cela est venu s'ajouter à une solide tradition industrielle et aux atouts que constituent une position centrale de carrefour et un attrait touristique non négligeable.

3.5.3 – L'enjeu des qualifications de haut niveau

C'est sans doute le point qu'il a été le plus difficile d'étudier de façon homogène dans les différents pays concernés. Les deux villes françaises rencontrent des difficultés sur ce terrain ; il semble même que la capacité à attirer suffisamment d'emplois hautement qualifiés puisse être le critère qui décidera de la réussite ou de l'échec à long terme d'une politique de développement local. Les deux exemples étrangers nous livrent une image bien différente. Il semble que Ljubljana ait déjà atteint, dans ce domaine, un niveau avantageux, 30 % de sa main d'œuvre y étant classée comme de haut niveau (contre 15 à 20 % pour Tarbes ou Avignon). Mais il faut ici se méfier des classifications statistiques, la statistique slovène portant sur le niveau supérieur de la formation des personnes, la statistique française sur le profil du poste et des responsabilités exercées. En outre, l'étude sur Ljubljana est focalisée sur la commune centrale et on ne peut exclure qu'il n'y ait à ce niveau une discrimination positive qui intervienne, notamment si on se souvient que la capitale slovène ne présente pas les mêmes handicaps au centre que les autres villes étudiées. Pour Grenade, les données fournies sont moins précises et montrent malgré tout une forte spécificité de la commune centre en matière de formations supérieures de la population, classée à son lieu de résidence. L'ampleur des équipements universitaires et de recherche des deux villes paraît cependant sans commune mesure avec ce dont peuvent disposer Avignon ou Tarbes et constitue probablement un atout essentiel dans le contexte actuel.

Trois villes situent en outre de façon explicite leurs projets de développement autour d'activités à fort niveau d'encadrement et de savoir-faire, qu'il s'agisse de l'Agroparc d'Avignon, du projet « Pamela » à Tarbes ou des deux parcs technologiques de Grenade.

Un dernier point mérite d'être souligné par rapport à ces cas de villes, c'est le facteur taille. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que l'hétérogénéité intrinsèque à la démarche adoptée a conduit à étudier des villes de tailles démographiques en fin de compte assez différentes. Tarbes est de loin la plus petite des quatre et c'est celle qui rencontre le plus de difficultés à

développer ses moteurs économiques et à attirer des emplois de haut niveau. Avignon atteint la limite supérieure que nous nous étions donnée a priori et la dépasse sans doute en 2006. Elle bénéficie d'une économie plus diversifiée mais peine aussi à élever le niveau de qualification de ses emplois. Ljubljana peut paraître de taille comparable à Avignon mais elle dispose d'une université beaucoup plus importante et sa fonction de capitale lui a permis de se transformer pour faire face à l'économie du XXI^{ème} siècle. Les performances qui jallonnent sa description ne permettent pas d'identifier quels problèmes elle risque de rencontrer dans son développement, si ce n'est ceux liés à son expansion dans l'espace qui est pour le moment mal prise en compte par les gestionnaires publics. Enfin Grenade semble appartenir déjà au phénomène métropolitain, la taille réelle de son agglomération la rend plus proche de Montpellier ou de Grenoble que d'Avignon ou de Tarbes. L'avantage de la grande taille est de favoriser l'apparition d'un tissu économique diversifié et de créer un milieu attractif pour les emplois les plus qualifiés. Les moyens financiers peuvent dès lors être plus facilement réunis pour mettre en œuvre des projets ambitieux de développement.

Références

- ALLEN (J. S.), 2006, « Creative cities: Conceptual issues and policy questions », *Journal of Urban Affairs*, Vol. 28, n° 1, pp.1-17.
- BAUDET- MICHEL (S.), 2000, « Diffusion des services aux entreprises dans les systèmes urbains français et ouest-allemands », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 4-00, 707-738.
- BELL (D.), 1973, *The coming of post-industrial society: a venture in social forecasting*, New York, USA : Basic Books.
- BESSY-PIETRI (P.), 2000, « Les formes récentes de la croissance urbaine », *Economie et statistique*, n° 336, 35-52.
- BOLE (D.), 2004, « Daily mobility of workers in Slovenia », *Acta geographica Slovenica*, Vol. 44, n° 1, pp.25-45.
- BOUCHET (H.), 2005, *La société de la connaissance dans le cadre de la stratégie de Lisbonne*, Rapport du Conseil économique et social, présenté le 26/10.
- CAMAGNI (R.), 2002, « Compétitivité territoriale, milieux locaux et apprentissage collectif : une contre réflexion critique », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 4-02, 553-578.
- CAMAGNI (R.), 2005, « Attractivité et compétitivité, un binôme à repenser », *Territoires 2030*, n° 1, 11-15.
- CAPELLO (R.), 2000, « The City Network Paradigm: Measuring Urban Network Externalities », *Urban Studies*, Vol.37, n° 11, 1925-1945.
- C.C.I. TARBES, 1999, *Analyse des principales évolutions des comportement d'achats des ménages des Hautes Pyrénées*, AID observatoire.
- C.C.I. TARBES, 2004, *SDC-2004 : Schéma de développement commercial du Département des Hautes Pyrénées 2004-2010*, Préfecture des Hautes Pyrénées.
- COFFEY (W.) et POLESE (M.), 1999, « A distinct Metropolis for a distinct society? : The economic restructuring of Montreal in the Canadian context », *Canadian Journal of Regional Science*, Vol. XXII, n° 1-2, Spring-Summer, 24-40.
- COREY Kenneth, 1982, Transactional forces and the metropolis, *Ekistics*, vol. 49, n° 297, pp 416-423.
- D.I.A.C.T., 2007, *Les villes moyennes françaises enjeux et perspectives*, collection Travaux n° 3, Paris : La Documentation Française.
- DANIELS (W.P.) et BRYSON (J.R.), 2002, « Manufacturing Services and Servicing Manufacturing: Knowledge based Cities and Changing Forms of Production », *Urban Studies*, vol. 39, n° 5-6, 977-991.
- DAVEZIES (L.), 2008, *La République et ses territoires-la circulation invisible des richesses*, Paris : Seuil, collection La république des idées.
- DOUGLASS (M.), 2000, « Mega-Urban Regions and World Cities Formation: Globalization, the Economic Crisis and Urban Policy Issue », *Urban Studies*, vol. 37, n° 12, 2315-2335.
- DUGOT (P.), 2002, *Les villes moyennes, échelon idoine pour une politique d'aménagement du territoire français ? Rapport pour le Programme Européen Interreg-II-C*, CIEU, Université de Toulouse-Le-Mirail.
- EUROSTAT, 2008, Population in Europe 2007, Statistics in focus, No.81/2008, Eurostat. http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page?_pageid=1073.46587259&_dad=portal&_schema=PORTAL&p_product_code=KS-SF-08-081

- EUROSTAT, 2006, Regions 2006- Statistical Yearbook 2006. Eurostat.
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page?_pageid=1073,46587259&_dad=portal&_schema=portal&p_product_code=ks-af-06-001
- FLORIDA (R.), 2002, *The Rise of the Creative Class*, New York : Basic Books.
- FLORIDA (R.), 2005, *Cities and the Creative Class*, New York : Routledge.
- GALLOUJ (C.), 1996, « Le commerce interrégional des services aux entreprises : une revue de la littérature », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 3-96, 567-596.
- GOTTMAN Jean, 1983, *The coming of the transactional city*, Institute for Urban Studies, University of Maryland.
- HANSEN, (N.), 1994, « The Strategic Role of Producer Service in Regional Development », *International Regional Science Review*, vol. 16, n° 3, 187-195.
- HANSEN, (N.), 2001, « Are Very Large Cities Successful? Searching for Dynamic Externalities versus Evidence from Population Movements », *International Regional Science Review*, vol. 24, n° 1-2, 344-359.
- JOUVAUD (M.), 1997, *Localisation des services aux entreprises et croissance des agglomérations*, Thèse de doctorat ès sciences économiques, Aix en Provence : Faculté d'économie appliquée.
- JULIEN (P.), 2000, « Mesurer un univers urbain en expansion », *Economie et statistique*, n° 336, 3-33.
- JULIEN (P.), PUMAIN (D.), 1996, « Fonctions stratégiques et image des villes », *Economie et statistiques*, n° 294-295, 127-135.
- LAIGLE (L.), 2007, « Les paradoxes de l'attractivité urbaine » in OFFER J.-M. & C. POURCHEZ (eds.) *La ville durable : perspectives françaises et européennes*, Dossier de Problèmes économiques et sociaux n° 933, Paris : La Documentation Française.
- LEO (P.-Y.) et PHILIPPE (J.), 1998, « La transformation des métropoles françaises », in Philippe J., Léo P.-Y. et Boulianne L.-M. (éds) *Services et métropoles, formes urbaines et changement économique*, Paris : L'Harmattan.
- LEO (P.-Y.) et PHILIPPE (J.), 2000, *Stratégies de localisation des firmes de services à réseau et comportement des consommateurs, le cas de la restauration rapide dans les agglomérations d'Aix en Provence, Avignon et Marseille*, Rapport pour le PREDIT, CEREFI-Université d'Aix-Marseille III.
- LÉO (P.-Y.) et PHILIPPE (J.), 2005, « Business Services, the New Engine of French Regional Growth », *The Service Industries Journal*, vol. 25, n° 2, 141-161.
- LÉO (P.-Y.) et PHILIPPE (J.), 2007, « Executives and Business Services, Key Factors of French metropolitan Growth », *The Service Industries Journal*, vol. 27, n° 3, 1-18.
- LORENZEN (M.) et ANDERSEN (K.), 2007, « The Geography of the European Creative Class: A rank-size analysis », *DRUID WP*, n° 07-17, Copenhagen Business School.
- NORTH (C.D.), 1955, « Location Theory and Regional Economic Growth », *Journal of Political Economy*, Vol. 63, June, 243-258.
- NOYELLE (T. J.) et STANBACK (T.M. Jr), 1984, *The Economic Transformation of American Cities*, Totowa, N.J.: Rowman & Allanheld Publishers.
- PECAR (J.), 2008, « Regije 2008: izbrani socio-ekonomski kazalniki po regijah (Regions 2008: selected socio-economic indicators by regions) », *Delovni zvezek*, Urad za makroekonomske analize in razvoj. Ljubljana. V tisku.
- PARR (J.B.) et BUDD (L.), 2000, « Financial services and the urban system: an exploration », *Urban Studies*, Vol. 37, n° 3, 593-610.

- PLANQUE (B.), 1993, « La distribution spatiale des fonctions et des qualifications », in M. SAVY ET P. VELTZ (éds) *Les nouveaux espaces de l'entreprise*, DATAR, La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube.
- PLANQUE (B.), 1994, « Eléments pour une analyse économique des grandes métropoles », *Développement et régions*, n° 9, 2-5.
- PUISSANT (S.), 1997, « La métropolisation en question. Principes méthodologiques », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 4-97, 647-668.
- RAVBAR (M.), 2007, « Ustvarjalnost, sestavina uspešnosti družbenega razvoja Slovenije (Creativity as an element of efficient development of Slovenia) », *IB Revija*, Vol. 41, n° 3-4, 116-127.
- RESER (éd.), 1998, *Services et métropoles, formes urbaines et changement économique*, Paris : L'Harmattan.
- STARE (M.), 2007, « Service Development in Transition Economies », in J. BRYSON & P. DANIELS (eds) *The Handbook of Service Industries*, Cheltenham: Edward Elgar, pp. 168-185.
- SORENSEN (F.), FULGSANG (L.) et SUNDBO (J.), 2008, « Experience Services, Creative Class and Business Development in Small Danish Towns », *Actes de la 18^{ème} conférence du RESER*, Stuttgart : 25 & 26 septembre.
- THIARD (P.), 2005, « L'offre territoriale : un nouveau concept pour le développement des territoires et des métropoles », *Territoires 2030*, n° 1, 17-28.
- VERON (J.), 2006, *L'urbanisation du monde*, Paris : La Découverte, Repères.
- ZULIANI (J.-M.), 2002, *Les villes moyennes du Grand Sud-Ouest et les services aux entreprises*, Rapport pour le Programme Européen Interreg-II-C, CIEU, Université de Toulouse-Le-Mirail.
- ZULIANI (J.-M.), 2003, « La diffusion des activités de services dans le réseau urbain de Midi-pyrénées : un effet des logiques de branches », *Sud-Ouest européen*, n° 15, pp. 67-75.
- ZULIANI (J.-M.), 2004, « L'organisation des services aux entreprises dans les villes moyennes du grand sud ouest français, entre logiques gravitaires et maillages urbains », *Geocarrefour*, Vol. 79, n° 2, pp. 183-192.